



RAPPORT AUX ACTIONNAIRES

Trimestre et semestre clos le 28 février 2019

FAITS SAILLANTS

(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages et les données par action)	Trimestres clos les					Semestres clos les				
	28 février 2019	28 février 2018 ⁽¹⁾	Variation	Variation selon un taux de change constant ⁽²⁾	Incidence du taux de change ⁽²⁾	28 février 2019	28 février 2018 ⁽¹⁾	Variation	Variation selon un taux de change constant ⁽²⁾	Incidence du taux de change ⁽²⁾
	\$	\$	%	%	\$	\$	\$	%	%	\$
Opérations										
Produits	608 574	554 143	9,8	7,3	13 884	1 215 935	1 070 876	13,5	11,3	24 157
BAlIA ajusté ⁽³⁾	284 863	252 879	12,6	10,3	5 958	561 064	488 771	14,8	12,7	10 297
Frais d'intégration, de restructuration et d'acquisition ⁽⁴⁾	3 823	15 999	(76,1)			10 857	16 391	(33,8)		
Bénéfice de la période lié aux activités poursuivies	87 646	161 914	(45,9)			170 413	245 494	(30,6)		
Perte de la période liée aux activités abandonnées	(5 369)	(16 079)	(66,6)			(8 991)	(17 964)	(49,9)		
Bénéfice de la période	82 277	145 835	(43,6)			161 422	227 530	(29,1)		
Bénéfice de la période attribuable aux propriétaires de la Société	25 667	46 618	(44,9)			51 835	76 117	(31,9)		
Flux de trésorerie liés aux activités poursuivies										
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	204 665	202 362	1,1			307 784	197 941	55,5		
Acquisitions d'immobilisations corporelles ⁽⁵⁾	94 138	112 886	(16,6)	(19,6)	3 346	195 287	197 488	(1,1)	(4,0)	5 767
Flux de trésorerie disponibles ⁽³⁾	128 229	59 726	—	—	630	241 151	159 347	51,3	50,6	1 146
Situation financière⁽⁶⁾										
Trésorerie et équivalents de trésorerie						60 162	86 352	(30,3)		
Total de l'actif						7 354 638	7 335 547	0,3		
Endettement ⁽⁷⁾						3 957 467	3 951 791	0,1		
Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la Société						740 635	710 908	4,2		
Données par action⁽⁸⁾										
Bénéfice (perte) par action										
De base										
lié(e) aux activités poursuivies	1,69	3,16	(46,5)			3,37	4,99	(32,5)		
lié(e) aux activités abandonnées	(0,10)	(0,31)	(67,7)			(0,18)	(0,35)	(48,6)		
lié(e) aux activités poursuivies et abandonnées	1,58	2,85	(44,6)			3,19	4,64	(31,3)		
Dilué(e)										
lié(e) aux activités poursuivies	1,67	3,13	(46,6)			3,34	4,95	(32,5)		
lié(e) aux activités abandonnées	(0,10)	(0,31)	(67,7)			(0,18)	(0,35)	(48,6)		
lié(e) aux activités poursuivies et abandonnées	1,57	2,82	(44,3)			3,17	4,61	(31,2)		
Dividendes	0,43	0,39	10,3			0,86	0,78	10,3		

(1) Les données de l'exercice 2018 ont été retraitées pour les rendre conformes à IFRS 15 et pour refléter un changement de méthode comptable, ainsi que pour reclasser les résultats des Services de TIC aux entreprises à titre d'activités abandonnées. Pour plus de détails, se reporter aux rubriques « Méthodes comptables » et « Activités abandonnées » du rapport de gestion.

(2) Les indicateurs de rendement clés présentés sur la base d'un taux de change constant sont obtenus en convertissant les résultats financiers des périodes considérées libellés en dollars américains aux taux de change des périodes correspondantes de l'exercice précédent. Pour le trimestre et le semestre clos le 28 février 2018, les taux de change moyens utilisés aux fins de la conversion étaient de 1,2595 \$ CA pour 1 \$ US et de 1,2574 \$ CA pour 1 \$ US, respectivement.

(3) Les termes désignés n'ont pas de définition normalisée selon les Normes internationales d'information financière (les « normes IFRS »); par conséquent, ils peuvent ne pas être comparables avec des mesures semblables utilisées par d'autres sociétés. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique « Mesures financières non conformes aux normes IFRS » du rapport de gestion.

(4) Pour le trimestre et le semestre clos le 28 février 2019, les frais d'intégration, de restructuration et d'acquisition étaient surtout imputables aux frais de restructuration au sein des Services à large bande canadiens et se rapportaient à un programme d'optimisation opérationnelle. En outre, les frais d'acquisition pour le semestre clos le 28 février 2019 étaient liés à l'acquisition, par la filiale de la Société, Cogeco Média, de 10 stations de radio régionales le 26 novembre 2018. Pour le trimestre et le semestre clos le 28 février 2019, les frais d'intégration, de restructuration et d'acquisition étaient liés à l'acquisition de MetroCast conclue le 4 janvier 2018.

(5) Pour le trimestre et le semestre clos le 28 février 2019, les acquisitions d'immobilisations corporelles se sont chiffrées à 90,8 millions \$ et à 189,5 millions \$, respectivement, selon un taux de change constant.

(6) Au 28 février 2019 et au 31 août 2018.

(7) L'endettement est défini comme le total de l'endettement bancaire, du solde à payer relativement à des regroupements d'entreprises et du capital de la dette à long terme.

(8) Par action à droits de vote multiples et action subalterne à droit de vote.



RAPPORT DE GESTION

Trimestre et semestre clos le 28 février 2019

1. ÉNONCÉS DE NATURE PROSPECTIVE

Le présent rapport de gestion contient des énoncés qui pourraient être de nature prospective au sens des lois sur les valeurs mobilières. Les énoncés prospectifs représentent de l'information ayant trait aux perspectives et aux événements, aux affaires, aux activités, à la performance financière, à la situation financière ou aux résultats anticipés de Cogeco inc. (« Cogeco » ou la « Société ») et, dans certains cas, peuvent être introduits par des termes comme « pourrait », « sera », « devrait », « s'attendre », « planifier », « anticiper », « croire », « avoir l'intention de », « estimer », « prédire », « potentiel », « continuer », « prévoir », « assurer » ou d'autres expressions de même nature à l'égard de sujets qui ne constituent pas des faits historiques. De manière plus précise, les énoncés concernant les projections financières, les résultats d'exploitation et la performance économique futurs de la Société, ainsi que ses objectifs et stratégies, représentent des énoncés prospectifs. Ces énoncés sont fondés sur certains facteurs et hypothèses, y compris en ce qui a trait à la croissance prévue, aux résultats d'exploitation, au rendement ainsi qu'aux perspectives et aux occasions d'affaires que Cogeco juge raisonnables au moment de les formuler. Se reporter plus particulièrement à la rubrique « Stratégies et objectifs de l'entreprise » du rapport de gestion annuel 2018 de la Société et à la rubrique « Projections financières révisées pour l'exercice 2019 » du présent rapport de gestion pour prendre connaissance de certaines hypothèses clés relatives à l'économie, au marché et aux opérations que nous avons formulées dans le cadre de la préparation des énoncés prospectifs. Bien que la direction les considère comme raisonnables en fonction de l'information dont elle dispose au moment de les formuler, ces hypothèses pourraient se révéler inexactes. Les énoncés prospectifs sont aussi assujettis à certains facteurs, y compris les risques et incertitudes, qui pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent considérablement des prévisions actuelles de Cogeco. Ces facteurs comprennent certains risques, comme ceux liés à la concurrence, au commerce, à la réglementation, à la technologie, aux finances, à la conjoncture économique, aux menaces humaines ou naturelles qui pèsent sur notre réseau, sur nos infrastructures et sur nos systèmes, à l'acceptation sociale, au comportement éthique, à la propriété et aux litiges, et bon nombre de ces risques sont indépendants de la volonté de la Société. Pour de plus amples renseignements sur ces risques et incertitudes, la Société invite le lecteur à se reporter à la rubrique « Incertitudes et principaux facteurs de risque » du rapport de gestion annuel 2018 et du présent rapport de gestion de la Société. Ces facteurs n'ont pas pour objet de représenter une liste complète des facteurs qui pourraient avoir une incidence sur Cogeco, et les événements et résultats futurs pourraient être bien différents de ce que la direction prévoit actuellement. La Société invite le lecteur à ne pas s'appuyer outre mesure sur les renseignements de nature prospective figurant dans le présent rapport de gestion, renseignements qui représentent les attentes de Cogeco à la date du présent rapport de gestion (ou à la date à laquelle elles sont censées avoir été formulées), lesquels pourraient changer après cette date. Bien que la direction puisse décider de le faire, rien n'oblige la Société (et elle rejette expressément une telle obligation) à mettre à jour ni à modifier ces renseignements de nature prospective à tout moment, à la lumière de nouveaux renseignements, d'événements futurs ou d'autres facteurs, sauf si la loi l'exige.

Plus particulièrement et sans restriction, le présent rapport de gestion renferme des déclarations et de l'information prospectives concernant les avantages escomptés pour la Société de la transaction de vente proposée de Cogeco Peer 1, les plans futurs, les objectifs et les intentions de la Société, l'emploi prévu du produit tiré de la transaction et le moment prévu de la réalisation de la transaction. En ce qui a trait aux déclarations et à l'information prospectives concernant les avantages escomptés de la transaction proposée et le moment prévu de sa réalisation, la Société les fournit en se basant sur certaines hypothèses qu'elle croit raisonnables à l'heure actuelle, y compris des hypothèses quant à la capacité des parties de remplir en temps opportun les conditions de la réalisation de la transaction et d'autres attentes et hypothèses concernant la transaction proposée. Le moment prévu de la réalisation de la transaction peut changer pour plusieurs raisons, notamment la nécessité de prolonger les délais pour remplir les conditions de la réalisation de la transaction proposée. Bien que la Société estime que les attentes exprimées dans les présentes déclarations prospectives sont raisonnables, elle ne peut garantir que ces attentes se révéleront exactes, que la transaction proposée sera menée à bien ou qu'elle le sera selon les modalités et aux conditions envisagées dans le présent rapport de gestion. Les risques et les incertitudes inhérents à la nature de la transaction proposée comprennent, sans restriction, l'incapacité des parties de remplir les conditions de la réalisation de la transaction; l'incapacité des parties de remplir ces conditions en temps opportun; des coûts de transaction importants ou des passifs inconnus; l'incapacité de réaliser les avantages escomptés de la transaction et les conditions économiques générales. L'incapacité des parties de remplir les conditions de la réalisation de la transaction ou de réaliser celle-ci pourrait faire en sorte que la transaction ne soit pas réalisée aux conditions proposées, voire du tout. De plus, si la transaction n'est pas réalisée, il y a des risques que l'annonce de la transaction proposée et l'affectation de ressources considérables à la réalisation de la transaction aient une incidence sur les relations d'affaires et les relations stratégiques de la Société (y compris avec des employés, des clients, des fournisseurs et des partenaires futurs et éventuels), sur ses résultats d'exploitation et ses activités en général, ainsi qu'une incidence défavorable importante sur ses activités, sa situation financière et ses perspectives actuelles et futures.

Tous les montants sont exprimés en dollars canadiens, sauf indication contraire. Ce rapport devrait être lu conjointement avec les états financiers consolidés intermédiaires résumés et les notes afférentes de la Société pour le trimestre et le semestre clos le 28 février 2019, préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (les « normes IFRS »), et avec le rapport de gestion compris dans le rapport annuel de 2018 de la Société.

2. STRATÉGIES ET OBJECTIFS DE L'ENTREPRISE

Cogeco inc. (« Cogeco » ou la « Société ») aspire à être une société de services de communication et de technologie de premier plan grâce à de solides relations clients qui reposent sur la confiance et la fiabilité. Puisque nos clients sont au cœur de tout ce que nous faisons, nous cherchons sans cesse à innover en matière de processus, d'activités, de services et de produits tout en gérant l'utilisation du capital de façon efficace pour assurer une croissance future. Nous nous engageons aussi à optimiser la rentabilité et à accroître ainsi la valeur pour les actionnaires.

Nous mesurons notre performance à l'égard de ces objectifs en surveillant les produits, le BAIIA ajusté⁽¹⁾ et les flux de trésorerie disponibles⁽¹⁾ sur la base d'un taux de change constant⁽¹⁾.

Les stratégies mises en oeuvre à cette fin sont propres à chaque secteur, comme nous le décrivons ci-après.

SECTEUR DES COMMUNICATIONS

Pour atteindre ces objectifs, Cogeco Communications inc. (« Cogeco Communications ») a élaboré les stratégies suivantes :

Services à large bande canadiens	Services à large bande américains
Générer une croissance interne grâce au lancement de services à valeur ajoutée pour nos clients résidentiels et à la croissance de notre bassin de clients commerciaux	Tirer parti de notre supériorité en matière de services Internet pour favoriser la fidélité et la croissance
Optimiser le rendement du capital investi en rehaussant l'efficacité de la prestation de nos services et en favorisant la fidélité grâce à une stratégie qui se démarque en matière d'expérience client	Mettre l'accent sur les services aux entreprises dans le marché commercial grâce à de nouveaux circuits de vente, à une offre de produits améliorée et à une stratégie de tarification concurrentielle
Envisager la possibilité d'offrir un service sans fil de manière rentable et à la mesure de nos moyens financiers	Tirer parti de nos réussites initiales pour élargir notre marché de la Floride
Investir dans le perfectionnement de nos employés	Améliorer nos réseaux au moyen de technologies avancées de pointe

Cogeco Communications mesure sa performance à l'égard de ces objectifs en surveillant ses produits, son BAIIA ajusté, ses flux de trésorerie disponibles et l'intensité du capital. Pour plus de détails, se reporter au rapport annuel de 2018 de Cogeco Communications inc. disponible à l'adresse www.sedar.com ou sur le site Internet de la Société, à corpo.cogeco.com.

ACTIVITÉS DU SECTEUR DES MÉDIAS

Cogeco Média se concentre sur l'amélioration continue de sa programmation et sur les occasions d'acquisitions en vue d'accroître sa part de marché et, par le fait même, sa rentabilité.

2.1 INDICATEURS DE RENDEMENT CLÉS

PRODUITS

Pour le semestre clos le 28 février 2019, les produits ont augmenté de 13,5 % (11,3 % selon un taux de change constant), principalement en raison des facteurs suivants :

- une croissance de 14,5 % (12,1 % selon un taux de change constant) du secteur des communications, principalement attribuable à l'incidence de l'acquisition des systèmes de câblodistribution de MetroCast (l'« acquisition de MetroCast ») conclue le 4 janvier 2018 au sein des Services à large bande américains, laquelle est comprise dans les produits sur une période de deux mois seulement à la période correspondante de l'exercice précédent; facteur contrebalancé en partie par
- une baisse de 2,8 % du secteur Autres, essentiellement attribuable à un faible marché publicitaire et à l'intensification de la concurrence pour les activités du secteur des médias.

BAIIA AJUSTÉ

Pour le semestre clos le 28 février 2019, le BAIIA ajusté a augmenté de 14,8 % (12,7 % selon un taux de change constant), en raison principalement d'une augmentation du BAIIA ajusté dans le secteur des communications attribuable à l'incidence de l'acquisition de MetroCast au sein des Services à large bande américains, facteur contrebalancé en partie par une diminution dans le secteur des Services à large bande canadiens.

(1) Les termes désignés n'ont pas de définition normalisée selon les normes IFRS; par conséquent, ils peuvent ne pas être comparables avec des mesures semblables utilisées par d'autres sociétés. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique « Mesures financières non conformes aux normes IFRS ».

FLUX DE TRÉSORERIE DISPONIBLES

Pour le semestre clos le 28 février 2019, les flux de trésorerie disponibles ont augmenté de 51,3 % (50,6 % selon un taux de change constant), principalement en raison des facteurs suivants :

- l'augmentation du BAIIA ajusté;
- la diminution de la charge d'impôts exigibles; et
- la diminution des frais d'intégration, de restructuration et d'acquisition; facteurs contrebalancés en partie par
- l'augmentation des charges financières.

3. CROISSANCE DE L'ENTREPRISE ET AUTRES DÉVELOPPEMENTS

Le 27 février 2019, Cogeco Communications a annoncé qu'elle avait conclu une entente en vue de la vente de Cogeco Peer 1 inc., sa filiale de services de technologies de l'information et des communications aux entreprises (les « Services de TIC aux entreprises »), à des sociétés affiliées de Digital Colony. La transaction, d'une valeur de 720 millions \$, devrait se conclure au cours du troisième trimestre de l'exercice 2019 et est soumise aux conditions de clôture habituelles.

Les résultats d'exploitation et financiers et les flux de trésorerie des Services de TIC aux entreprises pour les périodes considérées et les périodes correspondantes ont par conséquent été reclassés à titre d'activités abandonnées.

Pour plus de détails sur les résultats d'exploitation des Services de TIC aux entreprises, se reporter à la rubrique « Activités abandonnées ».

4. RÉSULTATS D'EXPLOITATION ET FINANCIERS

4.1 RÉSULTATS D'EXPLOITATION

	Trimestres clos les				
	28 février 2019 ⁽¹⁾	28 février 2018 ⁽²⁾	Variation	Variation selon un taux de change constant ⁽³⁾	Incidence du taux de change ⁽³⁾
(en milliers de dollars, sauf les pourcentages)	\$	\$	%	%	\$
Produits	608 574	554 143	9,8	7,3	13 884
Charges d'exploitation	323 711	301 264	7,5	4,8	7 926
BAIIA ajusté	284 863	252 879	12,6	10,3	5 958

(1) Pour le trimestre clos le 28 février 2019, le taux de change moyen utilisé aux fins de la conversion était de 1,3313 \$ CA pour 1 \$ US.

(2) Les données de l'exercice 2018 ont été retraitées pour les rendre conformes à IFRS 15 et pour refléter un changement de méthode comptable, ainsi que pour reclasser les résultats des Services de TIC aux entreprises à titre d'activités abandonnées. Pour plus de détails, se reporter aux rubriques « Méthodes comptables » et « Activités abandonnées ».

(3) Les données réelles pour l'exercice 2019 sont converties selon le taux de change moyen en vigueur pour l'exercice 2018, qui était de 1,2595 \$ CA pour 1 \$ US.

	Semestres clos les				
	28 février 2019 ⁽¹⁾	28 février 2018 ⁽²⁾	Variation	Variation selon un taux de change constant ⁽³⁾	Incidence du taux de change ⁽³⁾
(en milliers de dollars, sauf les pourcentages)	\$	\$	%	%	\$
Produits	1 215 935	1 070 876	13,5	11,3	24 157
Charges d'exploitation	654 871	582 105	12,5	10,1	13 860
BAIIA ajusté	561 064	488 771	14,8	12,7	10 297

(1) Pour le semestre clos le 28 février 2019, le taux de change moyen utilisé aux fins de la conversion était de 1,3198 \$ CA pour 1 \$ US.

(2) Les données de l'exercice 2018 ont été retraitées pour les rendre conformes à IFRS 15 et pour refléter un changement de méthode comptable, ainsi que pour reclasser les résultats des Services de TIC aux entreprises à titre d'activités abandonnées. Pour plus de détails, se reporter aux rubriques « Méthodes comptables » et « Activités abandonnées ».

(3) Les données réelles pour l'exercice 2019 sont converties selon le taux de change moyen en vigueur pour l'exercice 2018, qui était de 1,2574 \$ CA pour 1 \$ US.

PRODUITS

Pour le deuxième trimestre de l'exercice 2019, les produits ont augmenté de 9,8 % (7,3 % selon un taux de change constant) par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, principalement en raison des facteurs suivants :

- une croissance de 10,2 % (7,6 % selon un taux de change constant) du secteur des communications, laquelle est principalement attribuable à l'incidence de l'acquisition de MetroCast conclue le 4 janvier 2018; facteur contrebalancé en partie par
- une baisse de 0,6 % du secteur Autres, essentiellement attribuable à un faible marché publicitaire et à l'intensification de la concurrence pour les activités du secteur des médias.

Pour le premier semestre de l'exercice 2019, les produits ont augmenté de 13,5 % (11,3 % selon un taux de change constant), principalement en raison des facteurs suivants :

- une croissance de 14,5 % (12,1 % selon un taux de change constant) du secteur des communications, laquelle est principalement attribuable à l'incidence de l'acquisition de MetroCast; facteur contrebalancé en partie par
- une baisse de 2,8 % du secteur Autres, essentiellement attribuable à un faible marché publicitaire pour les activités du secteur des médias.

Pour plus de détails sur les produits du secteur des communications, se reporter à la rubrique « Secteur des communications ».

CHARGES D'EXPLOITATION

Au deuxième trimestre et au premier semestre de l'exercice 2019, les charges d'exploitation ont augmenté de 7,5 % et de 12,5 % (4,8 % et 10,1 % selon un taux de change constant) par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent, en raison essentiellement du secteur des communications.

Pour plus de détails sur les charges d'exploitation du secteur des communications, se reporter à la rubrique « Secteur des communications ».

BAIIA AJUSTÉ

Pour le deuxième trimestre et le premier semestre de l'exercice 2019, le BAIIA ajusté a augmenté de 12,6 % et de 14,8 % (10,3 % et 12,7 % selon un taux de change constant), en raison principalement d'une augmentation du BAIIA ajusté dans le secteur des communications attribuable à l'incidence de l'acquisition de MetroCast.

Pour plus de détails sur le BAIIA ajusté du secteur des communications, se reporter à la rubrique « Secteur des communications ».

4.2 FRAIS D'INTÉGRATION, DE RESTRUCTURATION ET D'ACQUISITION

Pour le deuxième trimestre et le premier semestre de l'exercice 2019, les frais d'intégration, de restructuration et d'acquisition se sont chiffrés à 3,8 millions \$ et à 10,9 millions \$, respectivement, en raison principalement des frais de restructuration dans les Services à large bande canadiens découlant d'un programme d'optimisation opérationnelle. La stratégie de réduction de la main-d'oeuvre, qui comprend un programme de départ volontaire ciblant les postes de soutien, vise à créer une organisation plus allégée, plus efficace et agile dans le cadre de sa transformation numérique. En outre, les frais d'acquisition pour le premier semestre de l'exercice 2019 étaient également liés à l'acquisition, par la filiale de la Société, Cogeco Média, de 10 stations de radio régionales le 26 novembre 2018.

Pour le deuxième trimestre et le premier semestre de l'exercice 2018, les frais de restructuration et d'acquisition se sont chiffrés à 16,0 millions \$ et à 16,4 millions \$, respectivement, en raison de l'acquisition de MetroCast conclue le 4 janvier 2018.

4.3 DOTATION AUX AMORTISSEMENTS

	Trimestres clos les			Semestres clos les		
	28 février 2019	28 février 2018 ⁽¹⁾	Variation	28 février 2019	28 février 2018 ⁽¹⁾	Variation
(en milliers de dollars, sauf les pourcentages)	\$	\$	%	\$	\$	%
Amortissement des immobilisations corporelles	106 874	95 298	12,1	213 575	181 264	17,8
Amortissement des immobilisations incorporelles	14 191	11 705	21,2	28 155	18 133	55,3
	121 065	107 003	13,1	241 730	199 397	21,2

(1) Les données de l'exercice 2018 ont été retraitées pour les rendre conformes à IFRS 15 et pour refléter un changement de méthode comptable, ainsi que pour reclasser les résultats des Services de TIC aux entreprises à titre d'activités abandonnées. Pour plus de détails, se reporter aux rubriques « Méthodes comptables » et « Activités abandonnées ».

Pour le deuxième trimestre et le premier semestre de l'exercice 2019, la dotation aux amortissements a augmenté de 13,1 % et de 21,2 %, respectivement, essentiellement en raison de l'incidence de l'acquisition de MetroCast, ainsi que de l'appréciation du dollar américain par opposition au dollar canadien par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent.

4.4 CHARGES FINANCIÈRES

	Trimestres clos les			Semestres clos les		
	28 février 2019	28 février 2018 ⁽¹⁾	Variation	28 février 2019	28 février 2018 ⁽¹⁾	Variation
<i>(en milliers de dollars, sauf les pourcentages)</i>	\$	\$	%	\$	\$	%
Intérêts sur la dette à long terme	46 852	48 217	(2,8)	92 834	78 875	17,7
Gains nets de change	(517)	(620)	(16,6)	(308)	(781)	(60,6)
Amortissement des coûts de transaction différés	486	405	20,0	942	1 036	(9,1)
Coûts d'emprunt capitalisés	(178)	(708)	(74,9)	(298)	(1 574)	(81,1)
Autres	480	678	(29,2)	1 116	1 279	(12,7)
	47 123	47 972	(1,8)	94 286	78 835	19,6

(1) Les données de l'exercice 2018 ont été retraitées pour reclasser les résultats des Services de TIC aux entreprises à titre d'activités abandonnées. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique « Activités abandonnées ».

Pour le deuxième trimestre de l'exercice 2019, les charges financières ont diminué de 1,8 %, essentiellement en raison des facteurs suivants :

- le remboursement à l'échéance des billets garantis de premier rang, série B, le 1^{er} octobre 2018; et
- le remboursement de sommes de 65 millions \$ et de 35 millions \$ US sur la facilité renouvelable du Canada au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2019; facteurs contrebalancés en partie par
- des taux d'intérêt plus élevés pour les facilités de crédit de premier rang à la suite de l'acquisition de MetroCast; et
- l'appréciation du dollar américain par opposition au dollar canadien par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent.

Pour le premier semestre de l'exercice 2019, les charges financières ont augmenté de 19,6 %, essentiellement en raison des facteurs suivants :

- des taux d'intérêt plus élevés pour les facilités de crédit de premier rang à la suite de l'acquisition de MetroCast;
- la hausse des prélèvements de 65 millions \$ et de 53 millions \$ US sur la facilité renouvelable du Canada au cours du premier trimestre de l'exercice 2019; et
- l'appréciation du dollar américain par opposition au dollar canadien par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent; facteurs contrebalancés en partie par
- le remboursement à l'échéance des billets garantis de premier rang, série B, le 1^{er} octobre 2018.

4.5 IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT

	Trimestres clos les			Semestres clos les		
	28 février 2019	28 février 2018 ⁽¹⁾	Variation	28 février 2019	28 février 2018 ⁽¹⁾	Variation
<i>(en milliers de dollars, sauf les pourcentages)</i>	\$	\$	%	\$	\$	%
Exigibles	18 003	25 555	(29,6)	31 844	50 081	(36,4)
Différés	7 203	(105 564)	—	11 934	(101 427)	—
	25 206	(80 009)	—	43 778	(51 346)	—

(1) Les données de l'exercice 2018 ont été retraitées pour les rendre conformes à IFRS 15 et pour refléter un changement de méthode comptable, ainsi que pour reclasser les résultats des Services de TIC aux entreprises à titre d'activités abandonnées. Pour plus de détails, se reporter aux rubriques « Méthodes comptables » et « Activités abandonnées ».

	Trimestres clos les			Semestres clos les		
	28 février 2019	28 février 2018 ⁽¹⁾	Variation	28 février 2019	28 février 2018 ⁽¹⁾	Variation
<i>(en milliers de dollars, sauf les pourcentages)</i>	\$	\$	%	\$	\$	%
Bénéfice avant impôts sur le résultat	112 852	81 905	37,8	214 191	194 148	10,3
Taux d'imposition combiné canadien	26,5 %	26,5 %	—	26,5 %	26,5 %	—
Impôts sur le résultat au taux d'imposition combiné canadien	29 906	21 705	37,8	56 761	51 449	10,3
Ajustement lié aux pertes ou aux bénéfices assujettis à des taux d'impôts sur le résultat inférieurs ou supérieurs	205	(2 910)	—	1 022	(835)	—
Incidence sur les impôts différés résultant du changement des taux d'impôts quasi adoptés	295	(94 052)	—	295	(94 166)	—
Incidence sur les impôts sur le résultat découlant des dépenses non déductibles et des bénéfices non imposables	1 191	15	—	1 172	(2)	—
Incidences fiscales provenant des établissements à l'étranger	(7 100)	(5 038)	40,9	(13 861)	(8 744)	58,5
Autres	709	271	—	(1 611)	952	—
	25 206	(80 009)	—	43 778	(51 346)	—

(1) Les données de l'exercice 2018 ont été retraitées pour les rendre conformes à IFRS 15 et pour refléter un changement de méthode comptable, ainsi que pour reclasser les résultats des Services de TIC aux entreprises à titre d'activités abandonnées. Pour plus de détails, se reporter aux rubriques « Méthodes comptables » et « Activités abandonnées ».

Pour le deuxième trimestre et le premier semestre de l'exercice 2019, les charges d'impôts se sont chiffrées à 25,2 millions \$ et à 43,8 millions \$, respectivement, comparativement à des économies de 80,0 millions \$ et de 51,3 millions \$ pour les périodes correspondantes de l'exercice précédent, principalement en raison des facteurs suivants :

- l'incidence de la réduction du taux fédéral aux États-Unis au deuxième trimestre de l'exercice 2018;
- l'augmentation du bénéfice avant impôts sur le résultat qui tient principalement à l'incidence de l'acquisition de MetroCast conclue au deuxième trimestre de l'exercice 2018 et à une baisse des frais d'intégration, de restructuration et d'acquisition, facteurs contrebalancés en partie par la hausse de la dotation aux amortissements et par la hausse des charges financières au cours du premier semestre; et
- l'appréciation du dollar américain par opposition au dollar canadien par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent.

Le 19 mars 2019, le ministère des Finances du Canada a confirmé l'annonce publiée dans sa mise à jour économique de l'automne 2018 voulant que les entreprises canadiennes pourront temporairement accélérer l'amortissement aux fins de l'impôt sur la plupart des dépenses d'investissement liées aux immobilisations corporelles acquises après le 20 novembre 2018, avec une période d'élimination progressive de 2023 à 2028. L'amortissement accéléré aux fins de l'impôt aura une incidence favorable sur la charge d'impôts exigibles de la Société pour l'exercice 2019 et sera comptabilisé durant le second semestre de cet exercice fiscal puisque la nouvelle disposition législative a été considérée comme quasi adoptée le 8 avril 2019. Le 21 mars 2019, le ministère des Finances du Québec a confirmé son intention d'harmoniser ses dispositions à la loi fédérale.

Le 22 décembre 2017, l'administration fédérale américaine a adopté la loi intitulée Tax Cuts and Jobs Act (la « loi »). La réforme fiscale réduit le taux d'imposition général fédéral des sociétés, le faisant passer de 35 % à 21 % après 2017, ce qui a eu comme conséquence de réduire les passifs d'impôts différés nets d'approximativement 94 millions \$ (74 millions \$ US) au deuxième trimestre de l'exercice 2018. De plus, cette loi préconise d'autres modifications, notamment à l'égard des limitations de la déductibilité des intérêts, de la déduction complète des acquisitions d'actifs corporels, des limitations des pertes d'exploitation nettes et des règles anti-évitement de l'érosion de la base d'imposition. Ces modifications, conjuguées aux réductions du taux d'imposition, ont eu une incidence globale favorable sur la charge d'impôts.

4.6 BÉNÉFICE DE LA PÉRIODE

(en milliers de dollars, sauf les pourcentages et le bénéfice par action)	Trimestres clos les			Semestres clos les		
	28 février 2019	28 février 2018 ⁽¹⁾	Variation	28 février 2019	28 février 2018 ⁽¹⁾	Variation
	\$	\$	%	\$	\$	%
Bénéfice de la période lié aux activités poursuivies	87 646	161 914	(45,9)	170 413	245 494	(30,6)
Bénéfice de la période	82 277	145 835	(43,6)	161 422	227 530	(29,1)
Bénéfice de la période lié aux activités poursuivies attribuable aux propriétaires de la Société	27 366	51 710	(47,1)	54 680	81 806	(33,2)
Bénéfice de la période attribuable aux propriétaires de la Société	25 667	46 618	(44,9)	51 835	76 117	(31,9)
Bénéfice de la période attribuable à la participation ne donnant pas le contrôle ⁽²⁾	56 610	99 217	(42,9)	109 587	151 413	(27,6)
Bénéfice par action de base lié aux activités poursuivies	1,69	3,16	(46,5)	3,37	4,99	(32,5)
Bénéfice par action de base	1,58	2,85	(44,6)	3,19	4,64	(31,3)

(1) Les données de l'exercice 2018 ont été retraitées pour les rendre conformes à IFRS 15 et pour refléter un changement de méthode comptable, ainsi que pour reclasser les résultats des Services de TIC aux entreprises à titre d'activités abandonnées. Pour plus de détails, se reporter aux rubriques « Méthodes comptables » et « Activités abandonnées ».

(2) La participation ne donnant pas le contrôle représente une participation d'environ 68,4 % dans le bénéfice de la période de Cogeco Communications attribuable aux propriétaires de la Société en plus d'une participation de 21 % dans les résultats de la filiale de Cogeco Communications, Atlantic Broadband, par la Caisse de dépôt et placement du Québec ("CDPQ"), depuis l'acquisition de MetroCast, le 4 janvier 2018.

Pour le deuxième trimestre de l'exercice 2019, le bénéfice de la période lié aux activités poursuivies, le bénéfice de la période, le bénéfice de la période lié aux activités poursuivies attribuable aux propriétaires de la Société et le bénéfice de la période attribuable aux propriétaires de la Société ont diminué de 45,9 %, de 43,6 %, de 47,1 % et de 44,9 %, respectivement, en raison des facteurs suivants :

- la réduction des impôts sur le résultat de 94 millions \$ à l'exercice précédent en raison de la réforme fiscale américaine; et
- la hausse de la dotation aux amortissements principalement liée à l'incidence de l'acquisition de MetroCast; facteurs contrebalancés en partie par
- une augmentation du BAIIA ajusté qui découle principalement de l'incidence de l'acquisition de MetroCast; et
- la diminution des frais d'intégration, de restructuration et d'acquisition.

De plus, la variation du bénéfice de la période et du bénéfice de la période attribuable aux propriétaires de la Société s'explique aussi par une baisse de la perte liée aux activités abandonnées.

Pour le premier semestre de l'exercice 2019, le bénéfice de la période lié aux activités poursuivies, le bénéfice de la période, le bénéfice de la période lié aux activités poursuivies attribuable aux propriétaires de la Société et le bénéfice de la période attribuable aux propriétaires de la Société ont diminué de 30,6 %, de 29,1 %, de 33,2 % et de 31,9 %, respectivement, en raison des facteurs suivants :

- la réduction des impôts sur le résultat de 94 millions \$ à l'exercice précédent en raison de la réforme fiscale américaine; et
- la hausse de la dotation aux amortissements et des charges financières principalement liée à l'incidence de l'acquisition de MetroCast; facteurs contrebalancés en partie par
- une augmentation du BAIIA ajusté qui découle principalement de l'incidence de l'acquisition de MetroCast; et
- la diminution des frais d'intégration, de restructuration et d'acquisition.

De plus, la variation du bénéfice de la période et du bénéfice de la période attribuable aux propriétaires de la Société s'explique aussi par une baisse de la perte liée aux activités abandonnées.

5. TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIÉES

Cogeco détient 31,6 % des actions de participation de Cogeco Communications, représentant 82,2 % des actions à droit de vote de Cogeco Communications.

Cogeco fournit à Cogeco Communications des services de direction, d'administration, de planification stratégique et financière et d'autres services en vertu d'une convention de services de gestion (la « convention »). Les honoraires de gestion sont payables mensuellement et correspondent à 0,75 % des produits consolidés liés aux activités poursuivies et abandonnées de Cogeco Communications (0,85 % pour la période antérieure au 4 janvier 2018). De plus, Cogeco Communications rembourse à Cogeco les frais et débours engagés dans le cadre des services fournis à Cogeco Communications aux termes de la convention. De plus, la convention prévoit une provision pour ajustement futur à la demande de Cogeco Communications ou de la Société, dans l'éventualité où le montant des honoraires de gestion ne cadrerait plus avec les coûts, le temps et les ressources investis par Cogeco. Les honoraires de gestion versés par Cogeco Communications inc. pour le deuxième trimestre et le premier semestre de l'exercice 2019 se sont chiffrés à 4,9 millions \$ et à 9,7 millions \$, respectivement, comparativement à 5,1 millions \$ et à 9,8 millions \$ pour les périodes correspondantes de l'exercice 2018.

Aucune rémunération directe n'est payable aux hauts dirigeants de Cogeco par Cogeco Communications. Toutefois, au cours du premier semestre de l'exercice 2019, Cogeco Communications a attribué 97 725 options sur actions (124 625 en 2018), n'a attribué aucune unité d'actions incitatives (aucune en 2018) et a attribué 14 625 unités d'actions liées au rendement (18 750 en 2018) à ces hauts dirigeants à titre de hauts dirigeants de Cogeco Communications. Au cours du deuxième trimestre et du premier semestre de l'exercice 2019, Cogeco Communications a facturé à Cogeco des montants de 195 000 \$ et de 493 000 \$ (201 000 \$ et 395 000 \$ en 2018), de 15 000 \$ et de 30 000 \$ (néant et 1 000 \$ en 2018) et de 302 000 \$ et de 502 000 \$ (248 000 \$ et 482 000 \$ en 2018), respectivement, relativement aux options sur actions, aux unités d'actions incitatives et aux unités d'actions liées au rendement de Cogeco Communications qu'elle a attribuées à ces hauts dirigeants. Au cours du deuxième trimestre et du premier semestre de l'exercice 2019, la Société a facturé à Cogeco des montants de 64 000 \$ et de 324 000 \$ relativement aux unités d'actions différées émises à des administrateurs de Cogeco.

Il n'y a eu aucune autre transaction significative entre parties liées au cours des périodes considérées.

6. ANALYSE DES FLUX DE TRÉSORERIE

	Trimestres clos les			Semestres clos les		
	28 février 2019	28 février 2018 ⁽¹⁾	Variation	28 février 2019	28 février 2018 ⁽¹⁾	Variation
<i>(en milliers de dollars, sauf les pourcentages)</i>	\$	\$	%	\$	\$	%
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	204 665	202 362	1,1	307 784	197 941	55,5
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(93 288)	(1 874 557)	(95,0)	(250 111)	(1 938 601)	(87,1)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	(124 761)	1 722 089	—	(82 521)	1 704 935	—
Incidence des variations des taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie libellés en monnaies étrangères	(568)	423	—	(744)	1 497	—
Variation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie des activités poursuivies	(13 952)	50 317	—	(25 592)	(34 228)	(25,2)
Variation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie des activités abandonnées ⁽²⁾	2 574	1 201	—	(598)	(3 783)	(84,2)
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début	71 540	122 754	(41,7)	86 352	212 283	(59,3)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin	60 162	174 272	(65,5)	60 162	174 272	(65,5)

(1) Les données de l'exercice 2018 ont été retraitées pour les rendre conformes à IFRS 15 et pour refléter un changement de méthode comptable, ainsi que pour reclasser les résultats des Services de TIC aux entreprises à titre d'activités abandonnées. Pour plus de détails, se reporter aux rubriques « Méthodes comptables » et « Activités abandonnées ».

(2) Pour plus de détails au sujet des flux de trésorerie liés aux activités abandonnées de la Société, se reporter à la rubrique « Activités abandonnées ».

6.1 ACTIVITÉS D'EXPLOITATION

Pour le deuxième trimestre de l'exercice 2019, les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation ont augmenté de 1,1 % par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent en raison essentiellement des facteurs suivants :

- l'augmentation du BAIIA ajusté; et
- la diminution des impôts sur le résultat payés et des frais d'intégration, de restructuration et d'acquisition; partiellement contrebalancées par
- la diminution des variations des activités d'exploitation sans effet sur la trésorerie découlant principalement des variations du fonds de roulement; et
- l'augmentation des charges financières payées.

Pour le premier semestre de l'exercice 2019, les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation ont augmenté de 55,5 % par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent en raison essentiellement des facteurs suivants :

- l'augmentation du BAIIA ajusté; et
- la diminution des impôts sur le résultat payés et des frais d'intégration, de restructuration et d'acquisition; partiellement contrebalancées par
- l'augmentation des variations des activités d'exploitation sans effet sur la trésorerie découlant principalement des variations du fonds de roulement; et
- l'augmentation des charges financières payées.

6.2 ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT

Pour le deuxième trimestre et le premier semestre de l'exercice 2019, les activités d'investissement ont diminué de 95,0 % et de 87,1 %, respectivement, par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent, principalement en raison de l'acquisition de MetroCast, d'une valeur de 1,76 milliard \$ au deuxième trimestre de l'exercice 2018.

REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES AU COURS DE L'EXERCICE 2019

Acquisition de 10 stations de radio régionales

Le 26 novembre 2018, Cogeco Média a conclu l'acquisition de 10 stations de radio régionales appartenant à RNC Média inc. (neuf situées au Québec et une en Ontario). La transaction, évaluée à 19,2 millions \$, a été approuvée le 11 octobre 2018 par le CRTC.

Achat d'un réseau de fibre et des actifs connexes

Le 3 octobre 2018, la filiale de la Société, Atlantic Broadband, a conclu l'acquisition du réseau de fibre du sud de la Floride précédemment détenu par FiberLight, LLC (l'« acquisition de FiberLight »). La transaction, combinée aux fibres noires acquises de FiberLight au deuxième trimestre de l'exercice 2018, a permis d'ajouter 350 milles de parcours à la zone de couverture d'Atlantic Broadband dans le sud de la Floride.

Ces acquisitions ont été comptabilisées au moyen de la méthode de l'acquisition et sont assujetties aux ajustements postérieurs à la clôture. La répartition préliminaire du prix d'achat de chacune de ces acquisitions s'établit comme suit :

(en milliers de dollars)	Répartition préliminaire		
	Stations de radio	Réseau de fibre	Total
	\$	\$	\$
Prix d'achat			
Contrepartie versée à la clôture	17 174	38 876	56 050
Solde à payer relativement aux regroupements d'entreprises	2 000	5 005	7 005
	19 174	43 881	63 055
Actifs nets acquis			
Créances clients et autres débiteurs	2 354	1 743	4 097
Charges payées d'avance et autres	31	335	366
Immobilisations corporelles	1 337	45 769	47 106
Immobilisations incorporelles	7 354	—	7 354
Goodwill	8 310	—	8 310
Dettes fournisseurs et autres créditeurs pris en charge	(168)	(644)	(812)
Passifs sur contrat et autres passifs pris en charge	(44)	(3 322)	(3 366)
	19 174	43 881	63 055

ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Pour le deuxième trimestre et le premier semestre de l'exercice 2019, les acquisitions d'immobilisations corporelles ont diminué de 16,6 % et de 1,1 % (19,6 % et 4,0 % selon un taux de change constant), respectivement, par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice 2018, principalement en raison de la diminution des dépenses d'investissement dans le secteur des communications.

Pour plus de détails au sujet des dépenses d'investissement du secteur des communications, se reporter à la rubrique « Secteur des communications ».

6.3 FLUX DE TRÉSORERIE DISPONIBLES ET ACTIVITÉS DE FINANCEMENT

FLUX DE TRÉSORERIE DISPONIBLES

Pour le deuxième trimestre de l'exercice 2019, les flux de trésorerie disponibles se sont établis à 128,2 millions \$, contre 59,7 millions \$ pour la période correspondante de l'exercice précédent, principalement en raison des facteurs suivants :

- l'augmentation du BAIIA ajusté;
- la diminution des acquisitions d'immobilisations corporelles essentiellement attribuable à la baisse des dépenses d'investissement dans les Services à large bande américains;
- la diminution des frais d'intégration, de restructuration et d'acquisition; et
- la diminution de la charge d'impôts exigibles.

Pour le premier semestre de l'exercice 2019, les flux de trésorerie disponibles ont augmenté de 51,3 % (50,6 % selon un taux de change constant) par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, principalement en raison des facteurs suivants :

- l'augmentation du BAIIA ajusté;
- la diminution de la charge d'impôts exigibles; et
- la diminution des frais d'intégration, de restructuration et d'acquisition; facteurs contrebalancés en partie par
- l'augmentation des charges financières.

ACTIVITÉS DE FINANCEMENT

Pour le deuxième trimestre et le premier semestre de l'exercice 2019, les variations des flux de trésorerie liés aux activités de financement s'expliquent principalement par les facteurs suivants :

	Trimestres clos les			Semestres clos les			Explications
	28 février 2019	28 février 2018	Variation	28 février 2019	28 février 2018	Variation	
(en milliers de dollars)	\$	\$	\$	\$	\$	\$	
Augmentation (diminution) de l'endettement bancaire	30 135	(26 653)	56 788	32 225	902	31 323	Liée au calendrier des paiements faits aux fournisseurs.
Augmentation (diminution) nette des facilités renouvelables	(124 114)	7 381	(131 495)	4 458	11 883	(7 425)	Remboursement des facilités renouvelables au cours de l'exercice 2019 en raison des flux de trésorerie disponibles générés.
Émission de titres d'emprunt à long terme, déduction faite des escomptes et des coûts de transaction	—	2 082 408	(2 082 408)	—	2 082 408	(2 082 408)	Émission d'un emprunt à terme B garanti de premier rang de 1,7 milliard \$ US et prélèvement d'un montant de 40,4 millions \$ US sur la facilité de crédit renouvelable garantie de premier rang de 150 millions \$ US afin de financer l'acquisition de MetroCast et de refinancer la dette à long terme au deuxième trimestre de l'exercice 2018.
Remboursement sur la dette à long terme	(5 592)	(705 072)	699 480	(66 250)	(712 066)	645 816	Remboursement des billets garantis de premier rang, série B, d'une valeur de 55 millions \$, échéant en octobre 2018. Remboursement sur la dette à long terme au cours de l'exercice 2018 en lien principalement avec le refinancement d'Atlantic Broadband.
Remboursement du solde à payer relativement à un regroupement d'entreprises	(655)	—	(655)	(655)	(118)	(537)	Non significative.
	(100 226)	1 358 064	(1 458 290)	(30 834)	1 379 809	(1 410 643)	

DIVIDENDES

Au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2019, un dividende déterminé trimestriel de 0,43 \$ par action a été versé aux porteurs d'actions subalternes à droit de vote et d'actions à droits de vote multiples, pour un total de 7,0 millions \$, comparativement à un dividende déterminé de 0,39 \$ par action, ou 6,4 millions \$, versé au deuxième trimestre de l'exercice 2018. Le versement de dividendes au cours du premier semestre a totalisé 0,86 \$ par action, ou 14,0 millions \$, contre 0,78 \$ par action, ou 12,8 millions \$ à l'exercice précédent.

OFFRE PUBLIQUE DE RACHAT DANS LE COURS NORMAL DES ACTIVITÉS

Au cours des deuxièmes trimestres des exercices 2019 et 2018, Cogeco n'a racheté ni annulé d'action subalterne à droit de vote. Au cours du premier semestre de l'exercice 2019, Cogeco a racheté et annulé 60 790 actions subalternes à droit de vote, d'une valeur moyenne attribuée de 0,5 million \$, pour une contrepartie de 3,6 millions \$, contre 89 348 actions subalternes à droit de vote, d'une valeur moyenne attribuée de 0,7 million \$, pour une contrepartie de 7,3 millions \$ pour la période correspondante de l'exercice précédent.

6.4 DÉCLARATION DE DIVIDENDES

Au cours de sa réunion du 9 avril 2019, le conseil d'administration de Cogeco a déclaré un dividende déterminé trimestriel de 0,43 \$ l'action pour les actions à droits de vote multiples et les actions subalternes à droit de vote, payable le 7 mai 2019 aux actionnaires inscrits en date du 23 avril 2019. La déclaration, le montant et la date de tout dividende futur continueront d'être examinés et approuvés par le conseil d'administration de la Société, lequel fondera sa décision sur la situation financière, les résultats d'exploitation et les besoins de trésorerie de la Société, ainsi que sur d'autres facteurs qu'il jugera pertinents, à son seul gré. Ainsi, rien ne garantit que des dividendes seront déclarés et, s'il y a déclaration de dividendes, le montant des dividendes et la fréquence de leur déclaration peuvent varier.

7. SECTEUR DES COMMUNICATIONS

7.1 RÉSULTATS D'EXPLOITATION

<i>(en milliers de dollars, sauf les pourcentages)</i>	Trimestres clos les				
	28 février 2019 ⁽¹⁾	28 février 2018 ⁽²⁾	Variation	Variation selon un taux de change constant ⁽³⁾	Incidence du taux de change ⁽³⁾
	\$	\$	%	%	\$
Produits	584 129	529 855	10,2	7,6	13 884
Charges d'exploitation	298 676	276 275	8,1	5,2	7 926
Honoraires de gestion – Cogeco inc.	4 901	5 110	(4,1)	(4,1)	—
BAlIA ajusté	280 552	248 470	12,9	10,5	5 958
Marge du BAlIA ajusté	48,0 %	46,9 %			
Acquisitions d'immobilisations corporelles	92 773	112 378	(17,4)	(20,4)	3 346

- (1) Pour le trimestre clos le 28 février 2019, le taux de change moyen utilisé aux fins de la conversion était de 1,3313 \$ CA pour 1 \$ US.
- (2) Les données de l'exercice 2018 ont été retraitées pour les rendre conformes à IFRS 15 et pour refléter un changement de méthode comptable, ainsi que pour reclasser les résultats des Services de TIC aux entreprises à titre d'activités abandonnées. Pour plus de détails, se reporter aux rubriques « Méthodes comptables » et « Activités abandonnées ».
- (3) Les données réelles pour l'exercice 2019 sont converties selon le taux de change moyen en vigueur pour l'exercice 2018, qui était de 1,2595 \$ CA pour 1 \$ US.

<i>(en milliers de dollars, sauf les pourcentages)</i>	Semestres clos les				
	28 février 2019 ⁽¹⁾	28 février 2018 ⁽²⁾	Variation	Variation selon un taux de change constant ⁽³⁾	Incidence du taux de change ⁽³⁾
	\$	\$	%	%	\$
Produits	1 160 802	1 014 141	14,5	12,1	24 157
Charges d'exploitation	602 703	528 829	14,0	11,3	13 860
Honoraires de gestion – Cogeco inc.	9 696	9 838	(1,4)	(1,4)	—
BAlIA ajusté	548 403	475 474	15,3	13,2	10 297
Marge du BAlIA ajusté	47,2 %	46,9 %			
Acquisitions d'immobilisations corporelles	193 330	196 829	(1,8)	(4,7)	5 767

- (1) Pour le semestre clos le 28 février 2019, le taux de change moyen utilisé aux fins de la conversion était de 1,3198 \$ CA pour 1 \$ US.
- (2) Les données de l'exercice 2018 ont été retraitées pour les rendre conformes à IFRS 15 et pour refléter un changement de méthode comptable, ainsi que pour reclasser les résultats des Services de TIC aux entreprises à titre d'activités abandonnées. Pour plus de détails, se reporter aux rubriques « Méthodes comptables » et « Activités abandonnées ».
- (3) Les données réelles pour l'exercice 2019 sont converties selon le taux de change moyen en vigueur pour l'exercice 2018, qui était de 1,2574 \$ CA pour 1 \$ US.

PRODUITS

<i>(en milliers de dollars, sauf les pourcentages)</i>	Trimestres clos les				
	28 février 2019 ⁽¹⁾	28 février 2018 ⁽²⁾	Variation	Variation selon un taux de change constant ⁽³⁾	Incidence du taux de change ⁽³⁾
	\$	\$	%	%	\$
Services à large bande canadiens	326 759	324 135	0,8	0,8	—
Services à large bande américains	257 370	205 720	25,1	18,4	13 884
	584 129	529 855	10,2	7,6	13 884

- (1) Pour le trimestre clos le 28 février 2019, le taux de change moyen utilisé aux fins de la conversion était de 1,3313 \$ CA pour 1 \$ US.
- (2) Les données de l'exercice 2018 ont été retraitées pour les rendre conformes à IFRS 15 et pour refléter un changement de méthode comptable. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique « Méthodes comptables ».
- (3) Les données réelles pour l'exercice 2019 sont converties selon le taux de change moyen en vigueur pour l'exercice 2018, qui était de 1,2595 \$ CA pour 1 \$ US.

	Semestres clos les				
	28 février 2019 ⁽¹⁾	28 février 2018 ⁽²⁾	Variation	Variation selon un taux de change constant ⁽³⁾	Incidence du taux de change ⁽³⁾
<i>(en milliers de dollars, sauf les pourcentages)</i>	\$	\$	%	%	\$
Services à large bande canadiens	649 224	651 021	(0,3)	(0,3)	—
Services à large bande américains	511 578	363 120	40,9	34,2	24 157
	1 160 802	1 014 141	14,5	12,1	24 157

- (1) Pour le semestre clos le 28 février 2019, le taux de change moyen utilisé aux fins de la conversion était de 1,3198 \$ CA pour 1 \$ US.
- (2) Les données de l'exercice 2018 ont été retraitées pour les rendre conformes à IFRS 15 et pour refléter un changement de méthode comptable. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique « Méthodes comptables ».
- (3) Les données réelles pour l'exercice 2019 sont converties selon le taux de change moyen en vigueur pour l'exercice 2018, qui était de 1,2574 \$ CA pour 1 \$ US.

Pour le deuxième trimestre de l'exercice 2019, les produits ont augmenté de 10,2 % (7,6 % selon un taux de change constant), en raison des facteurs suivants :

- une croissance enregistrée par les Services à large bande américains en raison principalement :
 - de l'incidence de l'acquisition de MetroCast conclue le 4 janvier 2018, laquelle est comprise dans les produits sur une période de deux mois seulement à la période correspondante de l'exercice précédent;
 - des hausses tarifaires entrées en vigueur en août 2018;
 - de la croissance soutenue du nombre de clients des services Internet et de téléphonie;
 - de l'acquisition de FiberLight conclue au premier trimestre de l'exercice 2019; facteurs contrebalancés en partie par
 - une diminution du nombre de clients du service de vidéo.
- une augmentation au sein des Services à large bande canadiens, principalement en raison des facteurs suivants :
 - les hausses tarifaires entrées en vigueur en novembre 2018 en Ontario et au Québec; et
 - la hausse des prix nets découlant des ventes aux consommateurs; facteurs contrebalancés en partie par
 - une diminution du nombre de clients des services de vidéo et de téléphonie.

Pour le premier semestre de l'exercice 2019, les produits ont augmenté de 14,5 % (12,1 % selon un taux de change constant), en raison des facteurs suivants :

- une croissance au sein des Services à large bande américains qui découle des facteurs mentionnés précédemment pour le deuxième trimestre de l'exercice 2019.
- une diminution enregistrée par les Services à large bande canadiens principalement en raison des facteurs suivants :
 - une diminution plus marquée des unités de service primaire au premier trimestre de l'exercice 2019 découlant de la réduction de l'activation de services essentiellement attribuable à la phase de stabilisation suivant la migration vers un nouveau système avancé de gestion des clients au second semestre de l'exercice 2018; et
 - l'incidence du calendrier des hausses tarifaires entrées en vigueur en novembre 2018 en Ontario et au Québec, comparativement à des hausses tarifaires entrées en vigueur en septembre 2017 et en novembre 2017, respectivement, pour la période correspondante de l'exercice précédent; facteurs contrebalancés en partie par
 - la hausse des prix nets découlant des ventes aux consommateurs.

CHARGES D'EXPLOITATION

	Trimestres clos les				
	28 février 2019 ⁽¹⁾	28 février 2018 ⁽²⁾	Variation	Variation selon un taux de change constant ⁽³⁾	Incidence du taux de change ⁽³⁾
<i>(en milliers de dollars, sauf les pourcentages)</i>	\$	\$	%	%	\$
Services à large bande canadiens	152 091	155 520	(2,2)	(2,4)	343
Services à large bande américains	140 225	114 608	22,4	15,7	7 579
Éliminations intersectorielles et autres	6 360	6 147	3,5	3,4	4
	298 676	276 275	8,1	5,2	7 926

- (1) Pour le trimestre clos le 28 février 2019, le taux de change moyen utilisé aux fins de la conversion était de 1,3313 \$ CA pour 1 \$ US.
- (2) Les données de l'exercice 2018 ont été retraitées pour les rendre conformes à IFRS 15 et pour refléter un changement de méthode comptable. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique « Méthodes comptables ».
- (3) Les données réelles pour l'exercice 2019 sont converties selon le taux de change moyen en vigueur pour l'exercice 2018, qui était de 1,2595 \$ CA pour 1 \$ US.

	Semestres clos les				
	28 février 2019 ⁽¹⁾	28 février 2018 ⁽²⁾	Variation	Variation selon un taux de change constant ⁽³⁾	Incidence du taux de change ⁽³⁾
<i>(en milliers de dollars, sauf les pourcentages)</i>	\$	\$	%	%	\$
Services à large bande canadiens	311 417	308 935	0,8	0,6	752
Services à large bande américains	277 157	210 053	31,9	25,7	13 097
Éliminations intersectorielles et autres	14 129	9 841	43,6	43,5	11
	602 703	528 829	14,0	11,3	13 860

(1) Pour le semestre clos le 28 février 2019, le taux de change moyen utilisé aux fins de la conversion était de 1,3198 \$ CA pour 1 \$ US.

(2) Les données de l'exercice 2018 ont été retraitées pour les rendre conformes à IFRS 15 et pour refléter un changement de méthode comptable. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique « Méthodes comptables ».

(3) Les données réelles pour l'exercice 2019 sont converties selon le taux de change moyen en vigueur pour l'exercice 2018, qui était de 1,2574 \$ CA pour 1 \$ US.

Pour le deuxième trimestre de l'exercice 2019, les charges d'exploitation ont augmenté de 8,1 % (5,2 % selon un taux de change constant), principalement en raison des facteurs suivants :

- des coûts additionnels au sein des Services à large bande américains en raison de ce qui suit :
 - l'incidence de l'acquisition de MetroCast, laquelle est comprise dans les charges d'exploitation sur une période de deux mois seulement à la période correspondante de l'exercice précédent;
 - l'augmentation des coûts liée à la demande croissante pour des forfaits Internet à capacité plus élevée;
 - l'acquisition de FiberLight conclue au premier trimestre de l'exercice 2019;
 - les hausses des tarifs de programmation; et
 - l'augmentation des charges de rémunération en raison de la hausse des effectifs; facteurs contrebalancés en partie par
 - la diminution des initiatives de marketing attribuable au calendrier de certaines initiatives.
- la diminution des charges d'exploitation dans les Services à large bande canadiens, en raison des facteurs suivants :
 - la baisse des coûts de programmation en raison de la diminution des unités de service primaire; et
 - la baisse des charges de rémunération découlant d'un programme d'optimisation opérationnelle au premier semestre de l'exercice 2019.

Pour le premier semestre de l'exercice 2019, les charges d'exploitation ont augmenté de 14,0 % (11,3 % selon un taux de change constant), en raison principalement des facteurs suivants :

- des coûts additionnels au sein des Services à large bande américains qui découlent des facteurs mentionnés précédemment pour le deuxième trimestre de l'exercice 2019, en partie contrebalancés par les coûts non récurrents de 3,1 millions \$ (2,5 millions \$ US) enregistrés à l'exercice précédent relativement à l'ouragan Irma.
- l'augmentation des charges d'exploitation dans les Services à large bande canadiens, en raison des facteurs suivants :
 - des coûts additionnels de 4,5 millions \$ engagés durant le premier trimestre de l'exercice 2019 pour soutenir la phase de stabilisation du nouveau système avancé de gestion des clients implanté au troisième trimestre de l'exercice 2018; et
 - des coûts rétroactifs de 3,2 millions \$ engagés durant le premier trimestre de l'exercice 2019 relativement à la hausse plus importante que prévu des tarifs établis par la Commission du droit d'auteur du Canada pour la retransmission de signaux de télévision canadiens et américains éloignés au Canada pour la période allant de 2014 à 2018; facteurs contrebalancés en partie par
 - la baisse des coûts de programmation en raison de la diminution des unités de service primaire; et
 - la baisse des charges de rémunération découlant d'un programme d'optimisation opérationnelle au premier semestre de l'exercice 2019.

HONORAIRES DE GESTION

Les honoraires de gestion versés à Cogeco inc. pour le deuxième trimestre et le premier semestre de l'exercice 2019 se sont chiffrés à 4,9 millions \$ et à 9,7 millions \$, respectivement, comparativement à 5,1 millions \$ et à 9,8 millions \$ pour les périodes correspondantes de l'exercice 2018. Pour plus de détails sur les honoraires de gestion de Cogeco Communications, se reporter à la rubrique « Transactions entre parties liées ».

BAIIA AJUSTÉ

	Trimestres clos les				
	28 février 2019 ⁽¹⁾	28 février 2018 ⁽²⁾	Variation	Variation selon un taux de change constant ⁽³⁾	Incidence du taux de change ⁽³⁾
<i>(en milliers de dollars, sauf les pourcentages)</i>	\$	\$	%	%	\$
Services à large bande canadiens	174 668	168 615	3,6	3,8	(343)
Services à large bande américains	117 145	91 112	28,6	21,7	6 305
Éliminations intersectorielles et autres	(11 261)	(11 257)	—	—	(4)
	280 552	248 470	12,9	10,5	5 958

- (1) Pour le trimestre clos le 28 février 2019, le taux de change moyen utilisé aux fins de la conversion était de 1,3313 \$ CA pour 1 \$ US.
- (2) Les données de l'exercice 2018 ont été retraitées pour les rendre conformes à IFRS 15 et pour refléter un changement de méthode comptable. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique « Méthodes comptables ».
- (3) Les données réelles pour l'exercice 2019 sont converties selon le taux de change moyen en vigueur pour l'exercice 2018, qui était de 1,2595 \$ CA pour 1 \$ US.

	Semestres clos les				
	28 février 2019 ⁽¹⁾	28 février 2018 ⁽²⁾	Variation	Variation selon un taux de change constant ⁽³⁾	Incidence du taux de change ⁽³⁾
<i>(en milliers de dollars, sauf les pourcentages)</i>	\$	\$	%	%	\$
Services à large bande canadiens	337 807	342 086	(1,3)	(1,0)	(752)
Services à large bande américains	234 421	153 067	53,1	45,9	11 060
Éliminations intersectorielles et autres	(23 825)	(19 679)	21,1	21,0	(11)
	548 403	475 474	15,3	13,2	10 297

- (1) Pour le semestre clos le 28 février 2019, le taux de change moyen utilisé aux fins de la conversion était de 1,3198 \$ CA pour 1 \$ US.
- (2) Les données de l'exercice 2018 ont été retraitées pour les rendre conformes à IFRS 15 et pour refléter un changement de méthode comptable. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique « Méthodes comptables ».
- (3) Les données réelles pour l'exercice 2019 sont converties selon le taux de change moyen en vigueur pour l'exercice 2018, qui était de 1,2574 \$ CA pour 1 \$ US.

Pour le deuxième trimestre de l'exercice 2019, le BAIIA ajusté a augmenté de 12,9 % (10,5 % selon un taux de change constant), en raison des facteurs suivants :

- une augmentation pour les Services à large bande américains, laquelle découle essentiellement de l'incidence des acquisitions de MetroCast et de FiberLight, conjuguée à la forte croissance interne; et
- une augmentation au sein des Services à large bande canadiens.

Pour le premier semestre de l'exercice 2019, le BAIIA ajusté a augmenté de 15,3 % (13,2 % selon un taux de change constant), en raison des facteurs suivants :

- une augmentation au sein des Services à large bande américains, laquelle découle essentiellement de l'incidence des acquisitions de MetroCast et de FiberLight, conjuguée à la forte croissance interne; contrebalancée en partie par
- une diminution au sein des Services à large bande canadiens.

ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Pour le deuxième trimestre de l'exercice 2019, les acquisitions d'immobilisations corporelles ont diminué de 17,4 % (20,4 % selon un taux de change constant), principalement en raison des facteurs expliqués ci-dessous :

- Au sein des Services à large bande américains, les acquisitions d'immobilisations corporelles ont diminué de 34,8 % (38,3 % selon un taux de change constant), en raison principalement des facteurs expliqués ci-dessous :
 - l'acquisition de plusieurs fibres noires de FiberLight, LLC dans le sud de la Floride pour une contrepartie de 21,2 millions \$ (16,8 millions \$ US) au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2018; facteur contrebalancé en partie par
 - les dépenses d'investissement additionnelles liées à l'incidence de l'acquisition de MetroCast; et
 - les dépenses d'investissement additionnelles liées à l'expansion en Floride.

- Au sein des Services à large bande canadiens, les acquisitions d'immobilisations corporelles ont augmenté de 1,4 % (diminution de 1,1 % selon un taux de change constant), en raison des facteurs suivants :
 - les investissements additionnels en vue d'améliorer et d'étendre l'infrastructure de réseau; facteur contrebalancé en partie par
 - la diminution des coûts liés au nouveau système avancé de gestion des clients implanté au troisième trimestre de l'exercice 2018; et
 - la diminution des achats d'équipements à l'abonné attribuable au calendrier de certaines initiatives.

Pour le premier semestre de l'exercice 2019, les acquisitions d'immobilisations corporelles ont diminué de 1,8 % (4,7 % selon un taux de change constant), en raison principalement des facteurs suivants :

- Au sein des Services à large bande américains, les acquisitions d'immobilisations corporelles ont diminué de 14,8 % (18,7 % selon un taux de change constant) en raison principalement des mêmes facteurs que ceux mentionnés précédemment pour le deuxième trimestre de l'exercice 2019.
- Au sein des Services à large bande canadiens, les acquisitions d'immobilisations corporelles ont augmenté de 10,2 % (8,2 % selon un taux de change constant), en raison des facteurs suivants :
 - les investissements additionnels en vue d'améliorer et d'étendre l'infrastructure de réseau; et
 - les coûts liés à la nouvelle plateforme de télévision sur protocole Internet (« IPTV »); facteurs contrebalancés en partie par
 - la baisse des coûts liés au nouveau système avancé de gestion des clients qui a été implanté au troisième trimestre de l'exercice 2018.

7.2 STATISTIQUES SUR LES CLIENTS

	28 février 2019			Ajouts nets (pertes nettes) Trimestres clos les		Ajouts nets (pertes nettes) Semestres clos les	
	Données consolidées	Canada	États-Unis	28 février 2019	28 février 2018 ⁽²⁾	28 février 2019	28 février 2018 ⁽²⁾
Unités de service primaire ⁽¹⁾	2 703 223	1 825 011	878 212	(8 709)	3 925	(48 160)	2 986
Clients du service Internet	1 214 566	785 004	429 562	9 964	14 451	7 341	25 801
Clients du service de vidéo	976 377	668 771	307 606	(12 021)	(6 750)	(29 643)	(14 747)
Clients du service de téléphonie	512 280	371 236	141 044	(6 652)	(3 776)	(25 858)	(8 068)

(1) Représente la somme des clients des services Internet, de vidéo et de téléphonie.

(2) Exclut 251 379 unités de service primaire (130 404 clients du service Internet, 87 873 clients du service de vidéo et 33 102 clients du service de téléphonie) provenant de l'acquisition de MetroCast, conclue par les Services à large bande américains au deuxième trimestre de l'exercice 2018.

Au cours du troisième trimestre de l'exercice 2018, les Services à large bande canadiens ont procédé à l'implantation d'un nouveau système avancé de gestion des clients qui est venu remplacer 22 anciens systèmes. Durant la phase de stabilisation du système de gestion des clients, la congestion au centre de service à la clientèle a entraîné une diminution des activations de services durant la majeure partie du premier trimestre de l'exercice 2019. Les activités liées au centre de service à la clientèle et au marketing étaient revenues à la normale à la fin du premier trimestre de 2019.

Les variations pour chaque service s'expliquent par les facteurs présentés ci-dessous :

INTERNET

Pour le deuxième trimestre et le premier semestre de l'exercice 2019, les ajouts nets de clients du service Internet se sont chiffrés à 9 964 et à 7 341, respectivement, par rapport à 14 451 et à 25 801 aux périodes correspondantes de l'exercice précédent, principalement en raison des facteurs suivants :

- les connexions additionnelles liées à l'expansion en Floride et à la zone de couverture de MetroCast;
- l'intérêt soutenu des clients à l'égard des offres de services à haute vitesse;
- la demande croissante des revendeurs Internet au Canada;
- la croissance dans les secteurs résidentiel et commercial aux États-Unis; et
- l'intérêt soutenu à l'égard des forfaits de services; facteurs contrebalancés en partie par
- les déconnexions saisonnières dans les régions du Maine et du New Hampshire aux États-Unis; et
- les offres concurrentielles au sein du secteur.

Les ajouts nets pour le deuxième trimestre de l'exercice 2018 comprennent l'entrée en vigueur d'un important contrat résidentiel de gros en Floride.

De plus, la variation pour le premier semestre de l'exercice 2019 tient également à la congestion au centre de service à la clientèle au premier trimestre de l'exercice 2019, en raison de l'implantation et de la stabilisation du nouveau système de gestion des clients au Canada.

VIDÉO

Pour le deuxième trimestre et le premier semestre de l'exercice 2019, les pertes nettes de clients du service de vidéo se sont chiffrées à 12 021 et à 29 643, respectivement, par rapport à 6 750 et à 14 747 aux périodes correspondantes de l'exercice précédent, en raison des facteurs suivants :

- l'intensification des offres concurrentielles au sein du secteur;
- le changement des habitudes de consommation vidéo;
- les déconnexions saisonnières dans les régions du Maine et du New Hampshire aux États-Unis; facteurs contrebalancés en partie par
- l'intérêt soutenu des clients à l'égard des services de vidéo numérique avancée; et
- les offres de forfaits de services Internet haute vitesse.

Les ajouts nets pour le deuxième trimestre de l'exercice 2018 comprennent l'entrée en vigueur d'un important contrat résidentiel de gros en Floride.

De plus, la variation pour le premier semestre de l'exercice 2019 tient également à la congestion au centre de service à la clientèle au premier trimestre de l'exercice 2019, en raison de l'implantation et de la stabilisation du nouveau système de gestion des clients au Canada.

TÉLÉPHONIE

Pour le deuxième trimestre et le premier semestre de l'exercice 2019, les pertes nettes de clients du service de téléphonie se sont chiffrées à 6 652 et à 25 858, respectivement, par rapport à 3 776 et à 8 068 aux périodes correspondantes de l'exercice précédent, principalement en raison des facteurs suivants :

- l'augmentation de la pénétration de la téléphonie sans fil au Canada et des diverses offres illimitées lancées par les exploitants de services de téléphonie sans fil qui incitent certains clients à annuler leurs services de téléphonie filaire pour passer uniquement aux services de téléphonie sans fil; et
- le ralentissement de la croissance dans le secteur résidentiel aux États-Unis.

De plus, la variation pour le premier semestre de l'exercice 2019 tient également aux problèmes techniques liés aux activations de services de téléphonie après l'implantation du nouveau système de gestion des clients au Canada, lesquels ont été résolus à la fin du premier trimestre.

8. SITUATION FINANCIÈRE

8.1 FONDS DE ROULEMENT

Dans le cours normal de ses activités, Cogeco maintient généralement un fonds de roulement déficitaire en raison de créances clients et autres débiteurs peu élevés, puisqu'une grande partie des clients de la Société paient avant que les services ne soient rendus, alors que les dettes fournisseurs et autres créditeurs sont payés lorsque les produits ont été livrés et les services rendus, ce qui permet à la Société d'utiliser la trésorerie et les équivalents de trésorerie qui en résultent pour réduire l'endettement.

Les variations s'établissent comme suit :

	28 février 2019	31 août 2018 ⁽¹⁾	Variation	Explications
(en milliers de dollars)	\$	\$	\$	
Actifs courants				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	60 162	86 352	(26 190)	Se reporter à la rubrique « Analyse des flux de trésorerie ».
Créances clients et autres débiteurs	111 349	118 718	(7 369)	Liée aux créances clients et autres débiteurs de la filiale des Services de TIC aux entreprises, qui ont été reclassés dans les actifs détenus en vue de la vente, facteur contrebalancé en partie par la croissance des produits conjuguée à l'appréciation du dollar américain par rapport au dollar canadien.
Impôts sur le résultat à recevoir	37 731	25 697	12 034	Principalement liée aux acomptes provisionnels versés au premier trimestre de l'exercice 2019 au sein des Services à large bande canadiens.
Charges payées d'avance et autres	30 920	30 444	476	Non significative.
Instruments financiers dérivés	672	1 330	(658)	Non significative.
Actifs détenus en vue de la vente	716 747	—	716 747	Liée à l'entente en vue de la vente de la filiale des Services de TIC aux entreprises annoncée le 27 février 2019.
	957 581	262 541	695 040	
Passifs courants				
Endettement bancaire	38 174	5 949	32 225	Calendrier des paiements faits aux fournisseurs.
Dettes fournisseurs et autres créditeurs	193 618	320 306	(126 688)	Calendrier des paiements faits aux fournisseurs.
Provisions	30 523	26 137	4 386	Non significative.
Passifs d'impôts sur le résultat	14 156	16 133	(1 977)	Liée aux acomptes provisionnels versés au premier trimestre de l'exercice 2019.
Passifs sur contrat et autres passifs	44 162	59 967	(15 805)	Liée aux passifs sur contrat et autres passifs de la filiale des Services de TIC aux entreprises, qui ont été reclassés dans les passifs détenus en vue de la vente, facteur contrebalancé en partie par l'appréciation du dollar américain par rapport au dollar canadien.
Solde à payer relativement à des regroupements d'entreprises	6 477	—	6 477	Liée à l'acquisition de FiberLight conclue le 3 octobre 2018.
Tranche courante de la dette à long terme	22 409	77 209	(54 800)	Principalement liée au remboursement des billets garantis de premier rang, série B, d'une valeur de 55 millions \$, échéant en octobre 2018, facteur contrebalancé en partie par l'appréciation du dollar américain par rapport au dollar canadien.
Passifs détenus en vue de la vente	54 414	—	54 414	Liée à l'entente en vue de la vente de la filiale des Services de TIC aux entreprises.
	403 933	505 701	(101 768)	
Fonds de roulement excédentaire (déficitaire)	553 648	(243 160)	796 808	

(1) Les données de l'exercice 2018 ont été retraitées pour les rendre conformes à IFRS 15. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique « Méthodes comptables ».

8.2 AUTRES VARIATIONS IMPORTANTES

	28 février 2019	31 août 2018 ⁽¹⁾	Variation	Explications
(en milliers de dollars)	\$	\$	\$	
Actifs non courants				
Immobilisations corporelles	2 006 082	2 337 751	(331 669)	Liée aux immobilisations corporelles de la filiale des Services de TIC aux entreprises, qui ont été reclassées dans les actifs détenus en vue de la vente, facteur contrebalancé en partie par l'acquisition de FiberLight au deuxième trimestre de l'exercice 2019 et par l'appréciation du dollar américain par rapport au dollar canadien.
Immobilisations incorporelles	2 945 304	3 007 306	(62 002)	Liée aux immobilisations incorporelles de la filiale des Services de TIC aux entreprises, qui ont été reclassées dans les actifs détenus en vue de la vente et à la dotation à l'amortissement, facteur contrebalancé en partie par l'appréciation du dollar américain par rapport au dollar canadien.
Goodwill	1 375 977	1 627 031	(251 054)	Liée au goodwill de la filiale des Services de TIC aux entreprises, qui a été reclassé dans les actifs détenus en vue de la vente, facteur contrebalancé en partie par l'appréciation du dollar américain par rapport au dollar canadien.
Instruments financiers dérivés	16 215	33 797	(17 582)	Diminution de la juste valeur des conventions de swaps de taux d'intérêt liées à l'emprunt à terme B garanti de premier rang de 1,7 milliard \$ US émis dans le cadre de l'acquisition de MetroCast, en raison de la baisse du taux d'intérêt.
Passifs non courants				
Dette à long terme	3 842 740	3 817 935	24 805	Hausse des prélèvements de 7,8 millions \$ US sur l'emprunt renouvelable au cours du premier semestre de l'exercice 2019, conjuguée à l'appréciation du dollar américain par rapport au dollar canadien.
Capitaux propres				
Capitaux propres attribuables à la participation ne donnant pas le contrôle ⁽²⁾	1 775 247	1 700 783	74 464	Principalement liée à une participation de 68,4 % dans le bénéfice de la période de Cogeco Communications attribuable aux propriétaires de la Société.

(1) Les données de l'exercice 2018 ont été retraitées pour les rendre conformes à IFRS 15. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique « Méthodes comptables ».

(2) La participation ne donnant pas le contrôle représente une participation d'environ 68,4 % dans les capitaux propres de Cogeco Communications attribuables aux propriétaires de la Société en plus d'une participation de 21 % de la CDPQ dans la filiale de Cogeco Communications, Atlantic Broadband, en vigueur depuis l'acquisition de MetroCast, le 4 janvier 2018.

8.3 DONNÉES LIÉES AUX ACTIONS EN CIRCULATION

Le tableau suivant présente les données sur les actions de Cogeco au 31 mars 2019. Se reporter à la note 13 des états financiers consolidés intermédiaires résumés pour obtenir de plus amples renseignements.

(en milliers de dollars, sauf le nombre d'actions)	Nombre d'actions	Montant \$
Actions ordinaires		
Actions à droits de vote multiples	1 812 860	12
Actions subalternes à droit de vote	14 444 699	117 304

8.4 FINANCEMENT

Dans le cours normal de ses activités, Cogeco a contracté des obligations financières principalement sous forme de dette à long terme, de contrats de location simple et de location-financement ainsi que de garanties. Les obligations de Cogeco, présentées dans le rapport annuel de 2018, n'ont pas changé de façon significative depuis le 31 août 2018, à l'exception de ce qui suit.

Le 4 décembre 2018, Cogeco Communications a prolongé d'une année additionnelle l'échéance de sa facilité à terme renouvelable de 800 millions \$, soit jusqu'au 24 janvier 2024.

Le 3 décembre 2018, la Société a apporté des modifications à sa facilité à terme renouvelable de 50 millions \$ pour laquelle le montant disponible a été porté à 100 millions \$ et l'échéance a été prolongée d'une année additionnelle, soit jusqu'au 1^{er} février 2024.

Au 28 février 2019, la Société avait utilisé une somme de 10,3 millions \$ en vertu de sa facilité à terme renouvelable de 100 millions \$ et un montant de 466,9 millions \$ en vertu de la facilité à terme renouvelable de 800 millions \$ de Cogeco Communications, pour une disponibilité restante de 89,7 millions \$ et de 333,1 millions \$, respectivement. Par ailleurs, deux filiales de Cogeco Communications bénéficient également d'une facilité renouvelable garantie de premier rang de 197,5 millions \$ (150 millions \$ US), dont un montant de 2,8 millions \$ (2,1 millions \$ US) avait été utilisé au 28 février 2019, pour une disponibilité restante de 194,7 millions \$ (147,9 millions \$ US).

8.5 NOTATIONS DE COGECO COMMUNICATIONS

Le tableau suivant présente les notations de Cogeco Communications et d'Atlantic Broadband.

Au 28 février 2019	S&P	DBRS	Moody's
Cogeco Communications			
Billets et débetures garantis de premier rang	BBB-	BBB (faible)	SN
Atlantic Broadband			
Facilités de crédit de premier rang	BB-	SN	B1

SN : sans notation

Notre capacité à avoir accès aux marchés des capitaux d'emprunt et aux marchés du crédit bancaire et le coût et l'ampleur du financement disponible dépendent en partie de la qualité de nos notations. Les obligations assorties d'une notation de catégorie BBB sont considérées comme étant de qualité supérieure, et leur coût de financement est généralement inférieur à celui des obligations assorties de la notation BB/B. De plus, les obligations assorties d'une notation BBB ont un meilleur accès au financement que celles assorties de notations BB/B.

8.6 GESTION FINANCIÈRE

Risque de taux d'intérêt

La Société et sa filiale, Cogeco Communications, sont exposées au risque de taux d'intérêt relativement à leurs instruments à taux variable. Les fluctuations des taux d'intérêt auront une incidence sur le remboursement de ces instruments. Au 28 février 2019, la totalité de la dette à long terme de la Société et de Cogeco Communications portait intérêt à taux fixe, à l'exception des montants prélevés aux termes de la facilité à terme renouvelable de la Société et aux termes de la facilité à terme renouvelable et des facilités de crédit de premier rang de Cogeco Communications, lesquels sont assujettis à des taux d'intérêt variables.

Pour réduire le risque lié à ses instruments à taux variable, la filiale américaine de Cogeco Communications a conclu des conventions de swaps de taux d'intérêt. Le tableau qui suit présente les swaps de taux d'intérêt en cours au 28 février 2019.

Type de couverture	Montant notionnel	Taux d'intérêt reçu	Taux d'intérêt payé	Échéance	Élément couvert
Flux de trésorerie	1,175 milliard \$ US	Taux de base LIBOR en dollars américains	0,987 % – 2,262 %	Juillet 2019 – novembre 2024	Emprunt à terme B garanti de premier rang

La sensibilité de la charge financière annuelle de la Société à l'égard d'une augmentation de 1 % du taux d'intérêt applicable à la tranche non couverte de ces facilités représenterait une hausse d'approximativement 11,2 millions \$ en fonction de la dette existante au 28 février 2019.

Risque de change

Cogeco Communications est exposée au risque de change en raison de l'intérêt lié à sa dette à long terme libellée en dollars américains. L'incidence d'une hausse de 10 % du taux de change pour la conversion du dollar américain en dollars canadiens ferait augmenter les charges financières d'approximativement 14,0 millions \$ en fonction de la dette existante au 28 février 2019.

De plus, les investissements nets de Cogeco Communications dans des établissements à l'étranger sont exposés au risque de marché imputable aux fluctuations du taux de change, principalement en ce qui a trait aux variations de la valeur du dollar canadien par rapport au dollar américain et à la livre sterling. Le risque lié aux investissements globaux en dollars américains est réduit, puisque la majeure partie a été empruntée en dollars américains.

Le tableau qui suit présente les investissements globaux dans des établissements à l'étranger attribuables aux propriétaires de Cogeco Communications ainsi que les montants notionnels de la dette empruntée pour couvrir ces investissements au 28 février 2019.

Type de couverture	Montant notionnel de la dette	Investissements globaux	Élément couvert
Investissements nets	706 millions \$ US	992,1 millions \$ US	Investissements nets dans des établissements à l'étranger en dollars américains
s.o.	— £	22,9 millions £	s.o.

Les taux de change utilisés pour convertir en dollars canadiens les montants des comptes de l'état de la situation financière libellés en dollars américains et en livres sterling au 28 février 2019 étaient de 1,3169 \$ pour un dollar américain (1,3055 \$ au 31 août 2018) et de 1,7484 \$ pour une livre sterling (1,6931 \$ au 31 août 2018). Une baisse de 10 % des taux de change pour la conversion du dollar américain et de la livre sterling en dollars canadiens ferait diminuer les autres éléments du résultat global d'approximativement 41,7 millions \$.

8.7 MONNAIES ÉTRANGÈRES

Les taux moyens en vigueur au cours du trimestre et du semestre clos le 28 février 2019 utilisés pour la conversion des résultats d'exploitation du secteur des communications et des activités abandonnées s'établissent comme suit :

	Trimestres clos les				Semestres clos les			
	28 février 2019	28 février 2018	Variation	Variation	28 février 2019	28 février 2018	Variation	Variation
	\$	\$	\$	%	\$	\$	\$	%
Dollar américain par rapport au dollar canadien	1,3313	1,2595	0,07	5,7	1,3198	1,2574	0,06	5,0
Livre sterling par rapport au dollar canadien	1,7121	1,7290	(0,02)	(1,0)	1,7059	1,6964	0,01	0,6

Le tableau ci-dessous illustre l'incidence en dollars canadiens d'une dépréciation de 0,06 \$ du dollar canadien par rapport au dollar américain sur les résultats d'exploitation du secteur des communications pour le semestre clos le 28 février 2019.

	Secteur des communications
Semestre clos le 28 février 2019	Incidence du taux de change
<i>(en milliers de dollars)</i>	\$
Produits	24 157
Charges d'exploitation	13 860
Honoraires de gestion – Cogeco inc.	—
BAlIA ajusté	10 297
Acquisitions d'immobilisations corporelles	5 767
Flux de trésorerie disponibles	1 146

9. ACTIVITÉS ABANDONNÉES

Le 27 février 2019, Cogeco Communications a annoncé qu'elle avait conclu une entente en vue de la vente de Cogeco Peer 1 inc., sa filiale des Services de TIC aux entreprises, à des sociétés affiliées de Digital Colony. La transaction, d'une valeur de 720 millions \$, devrait se conclure au cours du troisième trimestre de l'exercice 2019 et est soumise aux conditions de clôture habituelles.

Conformément à IFRS 5, *Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées*, la Société a reclassé à titre d'activités abandonnées les résultats et les flux de trésorerie de la filiale des Services de TIC aux entreprises pour la période considérée et l'exercice précédent. Les actifs et les passifs de la filiale des Services de TIC aux entreprises ont été reclassés au 28 février 2019 dans les actifs courants détenus en vue de la vente et dans les passifs courants détenus en vue de la vente, respectivement, puisque la vente de ces actifs et passifs devrait avoir lieu d'ici un an.

Le produit de la cession devrait être supérieur à la valeur comptable des actifs nets abandonnés, et par conséquent, aucune perte de valeur n'a été comptabilisée lors du classement des activités de la filiale des Services de TIC aux entreprises détenues en vue de la vente.

Le tableau suivant présente la perte liée aux activités abandonnées.

	Trimestres clos les			Semestres clos les		
	28 février 2019	28 février 2018	Variation	28 février 2019	28 février 2018	Variation
	\$	\$	%	\$	\$	%
<i>(en milliers de dollars, sauf les pourcentages)</i>						
Produits	66 155	69 147	(4,3)	132 813	138 137	(3,9)
Charges d'exploitation	50 228	49 790	0,9	99 194	99 017	0,2
BAlIA ajusté	15 927	19 357	(17,7)	33 619	39 120	(14,1)
Dotation aux amortissements	21 823	23 648	(7,7)	43 999	47 723	(7,8)
Charges financières	81	286	(71,7)	(529)	(451)	17,3
Perte avant impôts sur le résultat	(5 977)	(4 577)	30,6	(9 851)	(8 152)	20,8
Impôts sur le résultat	(608)	11 502	—	(860)	9 812	—
Perte de la période	(5 369)	(16 079)	(66,6)	(8 991)	(17 964)	(49,9)

PRODUITS

Pour le deuxième trimestre et le premier semestre de l'exercice 2019, les produits ont diminué de 4,3 % et de 3,9 %, principalement en raison de la hausse du taux de désabonnement et des pressions concurrentielles continues sur les tarifs des services d'hébergement et de connectivité réseau.

CHARGES D'EXPLOITATION

Pour le deuxième trimestre et le premier semestre de l'exercice 2019, les charges d'exploitation ont augmenté de 0,9 % et de 0,2 %, respectivement, en raison principalement des facteurs suivants :

- les coûts liés à la fermeture d'un centre de données;
- la hausse des coûts liés à la prestation de services et à l'obtention de licences en matière d'informatique en nuage; et
- l'augmentation des charges de rémunération; facteurs contrebalancés en partie par
- la diminution des coûts de marketing attribuable au calendrier de certaines initiatives.

BAlIA AJUSTÉ

Pour le deuxième trimestre et le premier semestre de l'exercice 2019, le BAlIA ajusté a diminué de 17,7 % et de 14,1 % en raison d'une diminution des produits, conjuguée à une augmentation des charges d'exploitation.

FLUX DE TRÉSORERIE

Le tableau qui suit présente les flux de trésorerie liés aux activités abandonnées.

	Trimestres clos les			Semestres clos les		
	28 février 2019	28 février 2018	Variation	28 février 2019	28 février 2018	Variation
<i>(en milliers de dollars, sauf les pourcentages)</i>	\$	\$	%	\$	\$	%
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	10 503	12 605	(16,7)	19 163	18 492	3,6
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(7 914)	(11 401)	(30,6)	(19 821)	(22 236)	(10,9)
Incidence des variations des taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie libellés en monnaies étrangères	(15)	(3)	—	60	(39)	—
Variation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie liée aux activités abandonnées	2 574	1 201	—	(598)	(3 783)	(84,2)

ACTIFS ET PASSIFS DÉTENUS EN VUE DE LA VENTE

Le tableau suivant résume la valeur comptable des actifs et des passifs des activités abandonnées, classés comme détenus en vue de la vente au 28 février 2019.

<i>(en milliers de dollars)</i>	\$
Créances clients et autres débiteurs	20 745
Impôts sur le résultat à recevoir	3 158
Charges payées d'avance et autres	7 599
Immobilisations corporelles	352 483
Immobilisations incorporelles	49 376
Autres actifs	9 863
Goodwill	271 821
Actifs d'impôts différés	1 702
Actifs détenus en vue de la vente	716 747
Dettes fournisseurs et autres créditeurs	19 169
Provisions	34
Passifs d'impôts sur le résultat	12
Passifs sur contrat et autres passifs	23 182
Passifs d'impôts différés	12 017
Passifs détenus en vue de la vente	54 414

10. PROJECTIONS FINANCIÈRES RÉVISÉES POUR L'EXERCICE 2019

10.1 DONNÉES CONSOLIDÉES

Cogeco a révisé ses projections financières pour l'exercice 2019 publiées le 31 octobre 2018 en tenant compte des projections révisées du secteur des communications.

Le tableau qui suit présente les projections financières révisées consolidées de l'exercice 2019.

	Projections révisées au 9 avril 2019	Données réelles
	Exercice 2019	Exercice 2018
<i>(en millions de dollars, sauf les pourcentages)</i>	\$	\$
Projections financières		
Produits	Augmentation de 5 % à 7 %	2 262
BAlIA ajusté	Augmentation de 7 % à 9 %	1 035
Acquisitions d'immobilisations corporelles ⁽³⁾	455 \$ à 475 \$	461
Flux de trésorerie disponibles ⁽⁴⁾	Augmentation de 33 % à 40 %	320

- (1) Les projections financières pour l'exercice 2019 sont fondées sur le taux de change réel pour l'exercice 2018, soit de 1,28 \$ CA pour 1 \$ US.
- (2) L'incidence de l'intégration des résultats d'exploitation de MetroCast pour un exercice complet, combinée à l'acquisition d'un réseau de fibre et des actifs connexes de FiberLight, LLC, conclue le 1^{er} octobre 2018, représente environ 5 % de la croissance des produits et 6 % de la croissance du BAlIA ajusté.
- (3) La définition des acquisitions d'immobilisations corporelles exclut les acquisitions de licences de spectre.
- (4) Le taux d'imposition effectif présumé pour les impôts exigibles est d'environ 12 %.

10.2 SECTEUR DES COMMUNICATIONS

Cogeco Communications a révisé ses projections financières pour l'exercice 2019 publiées le 31 octobre 2018 en tenant compte de l'annonce, le 27 février 2019, de l'entente en vue de la vente de Cogeco Peer 1 inc., sa filiale des Services de TIC aux entreprises.

Le tableau qui suit présente les projections financières révisées consolidées de l'exercice 2019.

	Projections révisées au 9 avril 2019	Données réelles
	Exercice 2019 ⁽¹⁾	Exercice 2018
<i>(en millions de dollars, sauf les pourcentages)</i>	\$	\$
Projections financières		
Produits ⁽²⁾	Augmentation de 6 % à 8 %	2 147
BAlIA ajusté ⁽²⁾	Augmentation de 8 % à 10 %	1 007
Acquisitions d'immobilisations corporelles ⁽³⁾	450 \$ à 470 \$	458
Intensité du capital	20 % à 21 %	21,3 %
Flux de trésorerie disponibles ⁽⁴⁾	Augmentation de 38 % à 45 %	302

- (1) Les projections financières pour l'exercice 2019 sont fondées sur le taux de change réel pour l'exercice 2018, soit de 1,28 \$ CA pour 1 \$ US.
- (2) L'incidence de l'intégration des résultats d'exploitation de MetroCast pour un exercice complet, combinée à l'acquisition d'un réseau de fibre et des actifs connexes de FiberLight, LLC, conclue le 1^{er} octobre 2018, représente environ 5 % de la croissance des produits et 6 % de la croissance du BAlIA ajusté.
- (3) La définition des acquisitions d'immobilisations corporelles exclut les acquisitions de licences de spectre.
- (4) Le taux d'imposition effectif présumé pour les impôts exigibles est d'environ 12 %.

11. CONTRÔLES ET PROCÉDURES

Le contrôle interne à l'égard de l'information financière (le « CIIF ») est un processus conçu de façon à fournir une assurance raisonnable, mais non absolue, relativement à la fiabilité de l'information financière et à la préparation des états financiers à des fins de publication selon les normes IFRS. Le président et chef de la direction et le premier vice-président et chef de la direction financière, conjointement avec la direction, sont responsables d'établir et de maintenir des contrôles et procédures de communication de l'information adéquats (« CPCI ») et du CIIF, comme il est défini dans le Règlement 52-109. Le cadre de contrôle interne de Cogeco est fondé sur les critères publiés dans la version mise à jour du rapport intitulé *Internal Control Integrated Framework* du Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission publiée en mai 2013.

Le chef de la direction et le chef de la direction financière, de concert avec la direction, ont évalué la conception des CPCI et du CIIF de la Société au 28 février 2019 et ont conclu que ces derniers étaient adéquats. De plus, aucun changement important n'a été apporté aux contrôles internes à l'égard de l'information financière au cours du trimestre et du semestre clos le 28 février 2019.

12. INCERTITUDES ET PRINCIPAUX FACTEURS DE RISQUE

Une description détaillée des incertitudes et des principaux facteurs de risque auxquels est exposée Cogeco figure dans le rapport annuel de 2018, disponible aux adresses www.sedar.com et corpo.cogeco.com. Il n'y a eu aucun changement important dans les incertitudes et les principaux facteurs de risque auxquels est exposée la Société depuis le 31 août 2018. La mise à jour qui suit devrait être lue en parallèle avec les incertitudes et les principaux facteurs de risque décrits dans le rapport annuel de 2018, qui sont par les présentes intégrés par renvoi.

Le 28 février 2019, le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (le « CRTC ») a lancé une consultation publique visant à examiner les services sans fil mobiles au Canada. Dans le cadre de cette instance, le CRTC se penchera sur trois principaux domaines : i) la concurrence sur le marché de détail des services sans fil, ii) le cadre réglementaire actuel des services sans fil mobiles de gros, avec un accent sur l'accès des exploitants de réseaux mobiles virtuels (les « ERMV ») à ce marché, et iii) l'avenir des services sans fil mobiles au Canada, avec un accent sur la réduction des obstacles au déploiement de l'infrastructure. Le CRTC est préoccupé par la concentration du marché des services sans fil mobiles, qui demeure élevée. Dans le but de protéger les intérêts des utilisateurs et de promouvoir les objectifs réglementaires de la *Loi sur les télécommunications*, le CRTC a déterminé, à titre préliminaire, dans cet avis de consultation, qu'il serait approprié d'exiger que les entreprises nationales de services sans fil au Canada (Bell Mobilité, Rogers Communications et Telus Communications) fournissent un accès de gros aux ERMV à la suite de la présente instance. Le CRTC recevra les observations initiales le 15 mai 2019 puis tiendra une audience publique prévue pour le 13 janvier 2020. Une décision devrait être rendue au milieu de 2020.

13. MÉTHODES COMPTABLES

13.1 CHANGEMENTS DES MÉTHODES COMPTABLES

IFRS 9, Instruments financiers

Le 1^{er} septembre 2018, la Société a adopté IFRS 9, *Instruments financiers*, qui remplace les lignes directrices d'IAS 39, *Instruments financiers : comptabilisation et évaluation*. IFRS 9 comprend des exigences relatives au classement et à l'évaluation, à la dépréciation, à la décomptabilisation et au modèle général de comptabilité de couverture. La Société a adopté IFRS 9 de façon rétrospective.

La Société applique la méthode des pertes de crédit attendues selon IFRS 9 pour estimer la provision pour pertes de crédit attendues sur ses actifs financiers. La Société a choisi de continuer d'appliquer les exigences relatives à la comptabilité de couverture d'IAS 39.

L'adoption d'IFRS 9 n'a eu aucune incidence significative sur les états financiers consolidés.

IFRS 15, Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients

Le 1^{er} septembre 2018, la Société a adopté IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients*, selon l'approche rétrospective intégrale. IFRS 15 établit les principes de présentation de la nature, du montant, du calendrier et du degré d'incertitude des produits des activités ordinaires et des flux de trésorerie tirés des contrats d'une entité avec des clients. Cette norme prévoit un modèle unique en cinq étapes de comptabilisation des produits des activités ordinaires en vue de présenter le transfert des biens ou services promis aux clients, selon un montant qui reflète la contrepartie que l'entité prévoit recevoir en échange de ces biens et services. IFRS 15 fournit également des directives sur le traitement des coûts engagés pour l'obtention ou l'exécution d'un contrat. De plus, IFRS 15 exige la présentation de renseignements supplémentaires au sujet des produits de la Société dans les états financiers consolidés. IFRS 15 remplace les normes suivantes : IAS 11, *Contrats de construction*, IAS 18, *Produits des activités ordinaires*, IFRIC 13, *Programmes de fidélisation de la clientèle*, IFRIC 15, *Contrats de construction de biens immobiliers*, IFRIC 18, *Transferts d'actifs provenant de clients*, et SIC-31, *Produits des activités ordinaires – Opérations de troc impliquant des services de publicité*.

L'adoption d'IFRS 15 a une incidence sur les frais d'installation initiaux non remboursables qui sont facturés à la clientèle résidentielle des services à large bande. Les produits sont ainsi différés et amortis sur la période au cours de laquelle les frais demeurent significatifs pour le client, ce qui correspond à une période de six mois selon l'estimation de la Société. L'estimation devait tenir compte de facteurs quantitatifs et qualitatifs, dont les frais d'installation moyens, les produits moyens par client et le comportement des clients, entre autres. Avant l'adoption d'IFRS 15, ces frais d'installation étaient différés et amortis dans les produits au fur et à mesure que les produits des services connexes étaient gagnés, ce qui correspondait à la durée de vie moyenne de l'abonnement d'un client pour les services à large bande.

L'adoption d'IFRS 15 a également eu une incidence sur les états financiers consolidés à l'égard de l'inscription à l'actif des coûts engagés pour l'obtention d'un contrat. Les coûts engagés pour l'obtention d'un contrat (comme les coûts directs et marginaux liés à l'acquisition de clients) sont comptabilisés à titre d'actif et au titre des charges d'exploitation sur la durée pendant laquelle un client devrait continuer d'être un client de la Société. Avant l'adoption d'IFRS 15, les coûts directs et marginaux liés à l'acquisition de clients étaient inscrits à l'actif à titre d'immobilisations incorporelles en ce qui concerne les contrats d'une durée de plus de un an, et étaient amortis sur la durée de l'entente. Pour les contrats dont la durée est inférieure à un an, ces coûts étaient comptabilisés au titre des charges d'exploitation lorsqu'ils étaient engagés.

Les frais initiaux que la Société verse aux immeubles à logements multiples, par exemple aux syndicats des copropriétaires, dans le but d'avoir accès aux résidents de ces immeubles pour leur offrir des services sont différés à titre de coûts du contrat dans les autres actifs et sont comptabilisés sur la durée du contrat en tant que diminution des produits. Avant l'adoption d'IFRS 15, ces frais étaient inscrits aux immobilisations corporelles et étaient comptabilisés dans la dotation aux amortissements, sur la durée du contrat.

RECLASSEMENT DES COÛTS DE REBRANCHEMENT

À la suite d'une analyse approfondie de tous les coûts des contrats découlant de l'adoption d'IFRS 15, la Société a examiné les coûts de rebranchement et d'activation de services additionnels (les « coûts de rebranchement ») générés par l'activité de rebranchement des clients. En raison des changements technologiques importants survenus au fil du temps à l'égard des activités nécessaires au rebranchement des clients, la Société a déterminé que les coûts de rebranchement sont engagés pour s'assurer du bon fonctionnement des équipements à l'abonné en vue de leur utilisation prévue et à l'intérieur des paramètres requis. Ainsi, les coûts de rebranchement sont directement attribuables à la mise en état des équipements à l'abonné afin de permettre leur exploitation de la manière prévue.

Par conséquent, la Société a changé de méthode comptable pour les coûts de rebranchement, ceux-ci étant maintenant comptabilisés en tant qu'immobilisations corporelles et amortis sur la durée de vie utile prévue des équipements à l'abonné. Auparavant, les coûts de rebranchement étaient inscrits à l'actif à titre d'immobilisations incorporelles jusqu'à concurrence d'un montant maximal n'excédant pas les produits générés par l'activité de rebranchement et ils étaient amortis sur la durée de vie moyenne d'abonnement d'un client, sans dépasser huit ans.

La Société est d'avis que ce changement de méthode comptable reflétera mieux la nature actuelle des coûts de rebranchement.

INCIDENCES DES CHANGEMENTS DE MÉTHODES COMPTABLES SUR LES CHIFFRES CORRESPONDANTS

Les changements des méthodes comptables mentionnés ci-dessus ont été appliqués de façon rétrospective et, par conséquent, la Société a modifié ses chiffres correspondants pour les périodes closes le 28 février 2018 et l'exercice clos le 31 août 2018, ainsi que pour l'état de la situation financière d'ouverture aux 1^{er} septembre 2017 et 2018. L'incidence de l'adoption de ces méthodes comptables sur les états financiers consolidés de la Société est détaillée à la note 2 des états financiers consolidés intermédiaires résumés.

14. MESURES FINANCIÈRES NON CONFORMES AUX NORMES IFRS

Cette rubrique décrit les mesures financières non conformes aux normes IFRS qu'utilise Cogeco tout au long de ce rapport de gestion. Ces mesures financières sont examinées dans le cadre de l'évaluation du rendement de la Société et elles sont utilisées dans le cadre du processus décisionnel à l'égard de nos unités d'affaires. Le rapprochement entre les « flux de trésorerie disponibles » et le « BAIIA ajusté » et les mesures financières les plus comparables conformes aux normes IFRS est également présenté. Ces mesures financières n'ont pas de définition normalisée prescrite par les normes IFRS et elles peuvent donc ne pas être comparables à des mesures semblables utilisées par d'autres sociétés.

Le présent rapport de gestion présente également des indicateurs de rendement clés sur la base d'un taux de change constant, y compris les produits, le « BAIIA ajusté », les acquisitions d'immobilisations corporelles et les « flux de trésorerie disponibles ». Les mesures sur la base d'un taux de change constant sont considérées comme des mesures non conformes aux normes IFRS et n'ont pas de définition normalisée selon les normes IFRS; par conséquent, elles peuvent ne pas être comparables avec des mesures semblables utilisées par d'autres sociétés.

Mesure non conforme aux normes IFRS	Utilisation	Calcul	Mesure la plus comparable selon les normes IFRS
Flux de trésorerie disponibles	La direction et les investisseurs utilisent les flux de trésorerie disponibles pour mesurer la capacité de Cogeco à rembourser sa dette, à distribuer des capitaux à ses actionnaires et à financer sa croissance.	Flux de trésorerie disponibles : - flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation; Ajouter : - amortissement des coûts de transaction différés et des escomptes sur la dette à long terme; - variations des activités d'exploitation sans effet sur la trésorerie; - impôts sur le résultat payés; - charges financières payées; Déduire : - impôts exigibles; - charges financières; - acquisition d'immobilisations corporelles.	Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation
BAIIA ajusté	Le BAIIA ajusté est une mesure clé couramment présentée et utilisée dans le secteur des télécommunications, puisqu'il permet d'établir une comparaison entre des sociétés dont la structure du capital diffère et qu'il constitue une mesure plus actuelle, celle-ci ne comprenant pas les investissements passés dans les actifs. Le BAIIA ajusté compte parmi les mesures clés utilisées par les milieux financiers pour évaluer une entreprise et sa santé financière. Le BAIIA ajusté des unités d'affaires de Cogeco correspond au bénéfice sectoriel présenté à la note 4 des états financiers consolidés intermédiaires résumés.	BAIIA ajusté : - bénéfice de la période lié aux activités poursuivies; Ajouter : - impôts sur le résultat; - charges financières; - dotation aux amortissements; - frais d'intégration, de restructuration et d'acquisition.	Bénéfice de la période lié aux activités poursuivies
Sur la base d'un taux de change constant	Les produits, les charges d'exploitation, le BAIIA ajusté, les acquisitions d'immobilisations corporelles et les flux de trésorerie disponibles sont des mesures présentées sur la base d'un taux de change constant afin de permettre une meilleure compréhension de la performance financière sous-jacente de la Société, en excluant l'incidence des variations des taux de change.	Les données sur la base d'un taux de change constant sont obtenues en convertissant les résultats financiers des périodes considérées libellés en dollars américains aux taux de change en vigueur pour les périodes correspondantes de l'exercice précédent. Les taux de change moyens au cours du trimestre et du semestre clos le 28 février 2018 étaient de 1,2595 \$ CA pour 1 \$ US et de 1,2574 \$ CA pour 1 \$ US, respectivement.	Aucune mesure comparable selon les normes IFRS

14.1 RAPPROCHEMENT DES FLUX DE TRÉSORERIE DISPONIBLES

	Trimestres clos les		Semestres clos les	
	28 février 2019	28 février 2018 ⁽¹⁾	28 février 2019	28 février 2018 ⁽¹⁾
(en milliers de dollars)	\$	\$	\$	\$
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	204 665	202 362	307 784	197 941
Amortissement des coûts de transaction différés et des escomptes sur la dette à long terme	2 204	9 504	4 357	11 688
Variations des activités d'exploitation sans effet sur la trésorerie	16 809	(32 726)	112 199	69 416
Impôts sur le résultat payés	21 564	38 409	49 035	136 309
Impôts exigibles	(18 003)	(25 555)	(31 844)	(50 081)
Charges financières payées	42 251	28 590	89 193	70 397
Charges financières	(47 123)	(47 972)	(94 286)	(78 835)
Acquisition d'immobilisations corporelles	(94 138)	(112 886)	(195 287)	(197 488)
Flux de trésorerie disponibles	128 229	59 726	241 151	159 347

(1) Les données de l'exercice 2018 ont été retraitées pour les rendre conformes à IFRS 15 et pour refléter un changement de méthode comptable, ainsi que pour reclasser les résultats des Services de TIC aux entreprises à titre d'activités abandonnées. Pour plus de détails, se reporter aux rubriques « Méthodes comptables » et « Activités abandonnées ».

14.2 RAPPROCHEMENT DU BAIIA AJUSTÉ

	Trimestres clos les		Semestres clos les	
	28 février 2019	28 février 2018 ⁽¹⁾	28 février 2019	28 février 2018 ⁽¹⁾
(en milliers de dollars)	\$	\$	\$	\$
Bénéfice de la période lié aux activités poursuivies	87 646	161 914	170 413	245 494
Impôts sur le résultat	25 206	(80 009)	43 778	(51 346)
Charges financières	47 123	47 972	94 286	78 835
Dotations aux amortissements	121 065	107 003	241 730	199 397
Frais d'intégration, de restructuration et d'acquisition	3 823	15 999	10 857	16 391
BAIIA ajusté	284 863	252 879	561 064	488 771

(1) Les données de l'exercice 2018 ont été retraitées pour les rendre conformes à IFRS 15 et pour refléter un changement de méthode comptable, ainsi que pour reclasser les résultats des Services de TIC aux entreprises à titre d'activités abandonnées. Pour plus de détails, se reporter aux rubriques « Méthodes comptables » et « Activités abandonnées ».

15. RENSEIGNEMENTS FINANCIERS TRIMESTRIELS SUPPLÉMENTAIRES

Trimestres clos (en milliers de dollars, sauf les données par action)	les 28 février		les 30 novembre		les 31 août		les 31 mai	
	2019	2018 ⁽¹⁾⁽²⁾	2018 ⁽²⁾	2017 ⁽¹⁾⁽²⁾	2018 ⁽¹⁾⁽²⁾	2017	2018 ⁽¹⁾⁽²⁾	2017
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Opérations								
Produits	608 574	554 143	607 361	516 733	592 277	578 519	598 877	599 654
BAlIA ajusté	284 863	252 879	276 201	235 892	268 942	251 404	277 397	264 831
Frais d'intégration, de restructuration et d'acquisition	3 823	15 999	7 034	392	1 812	3 191	2 260	—
Bénéfice de la période lié aux activités poursuivies	87 646	161 914	82 767	83 580	78 340	—	76 116	—
Perte de la période liée aux activités abandonnées	(5 369)	(16 079)	(3 622)	(1 885)	(1 052)	—	(5 365)	—
Bénéfice de la période	82 277	145 835	79 145	81 695	77 288	71 094	70 751	82 082
Bénéfice de la période attribuable aux propriétaires de la Société	25 667	46 618	26 168	29 499	25 165	22 312	25 155	30 043
Flux de trésorerie								
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	204 665	202 362	103 119	(4 421)	268 679	356 814	171 757	243 584
Acquisitions d'immobilisations corporelles	94 138	112 886	101 149	84 602	164 472	146 185	98 950	100 742
Flux de trésorerie disponibles	128 229	59 726	112 922	99 621	51 353	51 841	109 447	109 639
Bénéfice (perte) par action⁽²⁾								
De base								
Lié(e) aux activités poursuivies	1,69	3,16	1,69	1,83	1,56	—	1,64	—
Lié(e) aux activités abandonnées	(0,10)	(0,31)	(0,08)	(0,04)	(0,02)	—	(0,10)	—
Lié(e) aux activités poursuivies et abandonnées	1,58	2,85	1,61	1,80	1,54	1,35	1,54	1,81
Dilué(e)								
Lié(e) aux activités poursuivies	1,67	3,13	1,68	1,82	1,55	—	1,63	—
Lié(e) aux activités abandonnées	(0,10)	(0,31)	(0,08)	(0,04)	(0,02)	—	(0,10)	—
Lié(e) aux activités poursuivies et abandonnées	1,57	2,82	1,60	1,78	1,53	1,34	1,52	1,80
Dividendes par action	0,43	0,39	0,43	0,39	0,39	0,34	0,39	0,34

(1) Les données de l'exercice 2018 ont été retraitées pour les rendre conformes à IFRS 15 et pour refléter un changement de méthode comptable. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique « Méthodes comptables ».

(2) Les résultats ont été retraités pour reclasser les résultats des Services de TIC aux entreprises à titre d'activités abandonnées. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique « Activités abandonnées ».

(3) Par action à droits de vote multiples et action subalterne à droit de vote.

15.1 SAISONNALITÉ

Les résultats d'exploitation de Cogeco ne sont généralement pas soumis à des variations saisonnières importantes, à l'exception de ce qui suit. Pour ce qui est du secteur des communications, le nombre de clients des services Internet et de vidéo est généralement plus faible au second semestre de l'exercice en raison de la diminution de l'activité d'abonnements liée au début de la période des vacances et de la fin de la saison de télévision, ainsi que du fait que les étudiants quittent les campus à la fin de l'année scolaire. Cogeco Communications offre ses services dans plusieurs villes comptant des universités ou des collèges, notamment Kingston, Windsor, St. Catharines, Hamilton, Peterborough, Trois-Rivières et Rimouski, au Canada, ainsi qu'en Pennsylvanie et, dans une moindre mesure, en Caroline du Sud, dans l'est du Connecticut, au Maryland et au Delaware, aux États-Unis. Aux États-Unis, les régions de Miami, du New Hampshire et du Maine sont également assujetties à des variations saisonnières attribuables à l'hiver et à l'été.

16. RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

Ce rapport de gestion a été préparé le 9 avril 2019. Des renseignements supplémentaires se rapportant à la Société, y compris son rapport annuel et sa notice annuelle, sont disponibles sur le site Web de SEDAR, à l'adresse www.sedar.com, ou sur le site Web de la Société, à l'adresse corpo.cogeco.com.

/s/ Louis Audet

Louis Audet
Président exécutif du conseil d'administration

/s/ Philippe Jetté

Philippe Jetté
Président et chef de la direction

Cogeco inc.
Montréal (Québec)
Le 9 avril 2019



ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS

Périodes de trois et de six mois closes le 28 février 2019

COGECO INC.
ÉTATS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES DU RÉSULTAT
(non audité)

		Trois mois clos les 28 février		Six mois clos les 28 février	
	Notes	2019	2018	2019	2018
<i>(en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action)</i>					
		\$	\$	\$	\$
			<i>(retraité, Note 2)</i>		<i>(retraité, Note 2)</i>
Produits	3	608 574	554 143	1 215 935	1 070 876
Charges d'exploitation	7	323 711	301 264	654 871	582 105
Frais d'intégration, de restructuration et d'acquisition	4	3 823	15 999	10 857	16 391
Dotation aux amortissements	8	121 065	107 003	241 730	199 397
Charges financières	9	47 123	47 972	94 286	78 835
Bénéfice avant impôts sur le résultat		112 852	81 905	214 191	194 148
Impôts sur le résultat	10	25 206	(80 009)	43 778	(51 346)
Bénéfice de la période lié aux activités poursuivies		87 646	161 914	170 413	245 494
Perte de la période liée aux activités abandonnées	6	(5 369)	(16 079)	(8 991)	(17 964)
Bénéfice de la période		82 277	145 835	161 422	227 530
Bénéfice de la période attribuable aux :					
Propriétaires de la Société		25 667	46 618	51 835	76 117
Participations ne donnant pas le contrôle		56 610	99 217	109 587	151 413
		82 277	145 835	161 422	227 530
Bénéfice (perte) par action					
De base	11				
Bénéfice de la période lié aux activités poursuivies		1,69	3,16	3,37	4,99
Perte de la période liée aux activités abandonnées		(0,10)	(0,31)	(0,18)	(0,35)
Bénéfice de la période		1,58	2,85	3,19	4,64
Dilué(e)	11				
Bénéfice de la période lié aux activités poursuivies		1,67	3,13	3,34	4,95
Perte de la période liée aux activités abandonnées		(0,10)	(0,31)	(0,18)	(0,35)
Bénéfice de la période		1,57	2,82	3,17	4,61

COGECO INC.
ÉTATS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES DU RÉSULTAT GLOBAL
(non audité)

	Trois mois clos les 28 février		Six mois clos les 28 février	
	2019	2018	2019	2018
<i>(en milliers de dollars canadiens)</i>	\$	\$	\$	\$
Bénéfice de la période	82 277	145 835	161 422	227 530
Autres éléments du résultat global				
Éléments devant être ultérieurement reclassés en résultat net				
<i>Ajustements au titre de la couverture des flux de trésorerie</i>				
Variation nette de la juste valeur des instruments financiers dérivés de couverture	(21 021)	24 933	(18 288)	28 940
Impôts sur le résultat connexes	5 572	(6 559)	4 847	(7 542)
	(15 449)	18 374	(13 441)	21 398
<i>Ajustements au titre de l'écart de change</i>				
Écarts de change nets à la conversion des investissements nets dans des établissements à l'étranger	(16 759)	11 257	15 324	34 633
Variation nette à la conversion de la dette à long terme désignée comme élément de couverture des investissements nets dans des établissements à l'étranger	9 289	(4 658)	(7 982)	(21 266)
Impôts sur le résultat connexes	—	65	—	369
	(7 470)	6 664	7 342	13 736
	(22 919)	25 038	(6 099)	35 134
Éléments ne devant pas être ultérieurement reclassés en résultat net				
<i>Ajustements actuariels sur les régimes à prestations définies</i>				
Réévaluation du passif ou de l'actif net au titre des régimes à prestations définies	(3 584)	3 191	(6 174)	5 506
Impôts sur le résultat connexes	950	(844)	1 706	(1 458)
	(2 634)	2 347	(4 468)	4 048
	(25 553)	27 385	(10 567)	39 182
Résultat global de la période	56 724	173 220	150 855	266 712
Résultat global de la période attribuable aux :				
Propriétaires de la Société	17 806	54 118	45 959	88 010
Participations ne donnant pas le contrôle	38 918	119 102	104 896	178 702
	56 724	173 220	150 855	266 712

COGECO INC.

ÉTATS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES

(non audité)

(en milliers de dollars canadiens)	Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la Société					Total des capitaux propres
	Capital social	Réserve de rémunération fondée sur des actions	Cumul des autres éléments du résultat global	Bénéfices non distribués	Capitaux propres attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle	
	\$	\$	\$	\$	\$	
	(Note 13)		(retraité, Note 2) (Note 14)	(retraité, Note 2)	(retraité, Note 2)	(retraité, Note 2)
Solde au 31 août 2017	114 021	7 644	24 575	440 516	1 110 538	1 697 294
Bénéfice de la période	—	—	—	76 117	151 413	227 530
Autres éléments du résultat global de la période	—	—	8 948	2 945	27 289	39 182
Résultat global de la période	—	—	8 948	79 062	178 702	266 712
Rémunération fondée sur des actions	—	2 554	—	—	2 392	4 946
Émission d'actions subalternes à droit de vote par une filiale aux participations ne donnant pas le contrôle	—	(161)	—	—	3 236	3 075
Émission d'actions ordinaires par une filiale aux participations ne donnant pas le contrôle, nette des coûts de transaction	—	—	—	—	389 047	389 047
Dividendes (Note 13 C))	—	—	—	(12 791)	(31 951)	(44 742)
Effet des variations de participation dans une filiale sur les participations ne donnant pas le contrôle	—	—	—	24 166	(24 166)	—
Rachat d'actions subalternes à droit de vote à des fins d'annulation	(727)	—	—	(6 600)	—	(7 327)
Acquisition d'actions subalternes à droit de vote détenues en fiducie en vertu des régimes d'unités d'actions incitatives et d'unités d'actions liées au rendement	(5 575)	—	—	—	—	(5 575)
Distribution aux employés d'actions subalternes à droit de vote détenues en fiducie en vertu des régimes d'unités d'actions incitatives et d'unités d'actions liées au rendement	2 065	(2 055)	—	(10)	—	—
Acquisition par une filiale des participations ne donnant pas le contrôle d'actions subalternes à droit de vote détenues en fiducie en vertu des régimes d'unités d'actions incitatives et d'unités d'actions liées au rendement	—	—	—	—	(9 352)	(9 352)
Distribution aux employés par une filiale d'actions subalternes à droit de vote détenues en fiducie en vertu des régimes d'unités d'actions incitatives et d'unités d'actions liées au rendement	—	(1 411)	—	(37)	1 448	—
Total des apports (distributions) aux actionnaires	(4 237)	(1 073)	—	4 728	330 654	330 072
Solde au 28 février 2018	109 784	6 571	33 523	524 306	1 619 894	2 294 078
Solde au 31 août 2018	108 838	9 147	36 335	556 588	1 700 783	2 411 691
Bénéfice de la période	—	—	—	51 835	109 587	161 422
Autres éléments du résultat global de la période	—	—	(2 859)	(3 017)	(4 691)	(10 567)
Résultat global de la période	—	—	(2 859)	48 818	104 896	150 855
Rémunération fondée sur des actions	—	2 653	—	—	2 370	5 023
Émission d'actions subalternes à droit de vote par une filiale aux participations ne donnant pas le contrôle	—	(93)	—	—	1 382	1 289
Dividendes (Note 13 C))	—	—	—	(13 957)	(35 373)	(49 330)
Effet des variations de participation dans une filiale sur les participations ne donnant pas le contrôle	—	—	—	23	(23)	—
Rachat d'actions subalternes à droit de vote à des fins d'annulation	(494)	—	—	(3 152)	—	(3 646)
Distribution aux employés d'actions subalternes à droit de vote détenues en fiducie en vertu des régimes d'unités d'actions incitatives et d'unités d'actions liées au rendement	2 665	(1 963)	—	(702)	—	—
Distribution aux employés par une filiale d'actions subalternes à droit de vote détenues en fiducie en vertu des régimes d'unités d'actions incitatives et d'unités d'actions liées au rendement	—	(1 108)	—	(104)	1 212	—
Total des apports (distributions) aux actionnaires	2 171	(511)	—	(17 892)	(30 432)	(46 664)
Solde au 28 février 2019	111 009	8 636	33 476	587 514	1 775 247	2 515 882

COGECO INC.
ÉTATS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES DE LA SITUATION FINANCIÈRE
(non audité)

	Notes	28 février 2019	31 août 2018	1 ^{er} septembre 2017
<i>(en milliers de dollars canadiens)</i>		\$	\$	\$
			<i>(retraité, Note 2)</i>	<i>(retraité, Note 2)</i>
Actif				
Actifs courants				
Trésorerie et équivalents de trésorerie		60 162	86 352	212 283
Placements à court terme		—	—	54 000
Créances clients et autres débiteurs		111 349	118 718	112 092
Impôts sur le résultat à recevoir		37 731	25 697	4 277
Charges payées d'avance et autres		30 920	30 444	21 737
Instruments financiers dérivés		672	1 330	98
Actifs détenus en vue de la vente	6	716 747	—	—
		957 581	262 541	404 487
Actifs non courants				
Autres actifs		36 367	42 949	36 235
Immobilisations corporelles		2 006 082	2 337 751	1 985 366
Immobilisations incorporelles		2 945 304	3 007 306	2 016 683
Goodwill		1 375 977	1 627 031	1 042 009
Instruments financiers dérivés		16 215	33 797	759
Actifs relatifs aux régimes de retraite		—	6 858	—
Actifs d'impôts différés		17 112	17 314	24 762
		7 354 638	7 335 547	5 510 301
Passif et capitaux propres				
Passif				
Passifs courants				
Endettement bancaire		38 174	5 949	3 801
Dettes fournisseurs et autres créditeurs		193 618	320 306	337 667
Provisions		30 523	26 137	23 260
Passifs d'impôts sur le résultat		14 156	16 133	103 650
Passifs sur contrat et autres passifs		44 162	59 967	76 964
Solde à payer relativement à des regroupements d'entreprises		6 477	—	118
Instruments financiers dérivés		—	—	192
Tranche courante de la dette à long terme	12	22 409	77 209	131 935
Passifs détenus en vue de la vente	6	54 414	—	—
		403 933	505 701	677 587
Passifs non courants				
Dette à long terme	12	3 842 740	3 817 935	2 479 421
Passifs sur contrat et autres passifs		14 447	20 125	12 992
Passifs relatifs aux régimes de retraite et avantages du personnel		7 035	5 390	7 709
Passifs d'impôts différés		570 601	574 705	635 298
		4 838 756	4 923 856	3 813 007
Capitaux propres				
Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la Société				
Capital social	13 B)	111 009	108 838	114 021
Réserve de rémunération fondée sur des actions		8 636	9 147	7 644
Cumul des autres éléments du résultat global	14	33 476	36 335	24 575
Bénéfices non distribués		587 514	556 588	440 516
		740 635	710 908	586 756
Capitaux propres attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle				
		1 775 247	1 700 783	1 110 538
		2 515 882	2 411 691	1 697 294
		7 354 638	7 335 547	5 510 301

COGECO INC.
TABLEAUX CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES DES FLUX DE TRÉSORERIE
(non audité)

		Trois mois clos les 28 février		Six mois clos les 28 février	
	Notes	2019	2018	2019	2018
		\$	\$	\$	\$
<i>(en milliers de dollars canadiens)</i>					
			<i>(retraité, Note 2)</i>		<i>(retraité, Note 2)</i>
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation					
Bénéfice de la période lié aux activités poursuivies		87 646	161 914	170 413	245 494
Ajustements au titre des éléments suivants :					
Dotations aux amortissements	8	121 065	107 003	241 730	199 397
Charges financières	9	47 123	47 972	94 286	78 835
Impôts sur le résultat	10	25 206	(80 009)	43 778	(51 346)
Rémunération fondée sur des actions	13 D)	3 639	(1 027)	6 090	2 359
Perte sur cessions et radiations d'immobilisations corporelles		270	401	681	767
Charge au titre des régimes à prestations définies, déduction faite des cotisations		340	381	1 233	(1 443)
		285 289	236 635	558 211	474 063
Variations des activités d'exploitation sans effet sur la trésorerie	15 A)	(16 809)	32 726	(112 199)	(69 416)
Charges financières payées		(42 251)	(28 590)	(89 193)	(70 397)
Impôts sur le résultat payés		(21 564)	(38 409)	(49 035)	(136 309)
		204 665	202 362	307 784	197 941
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement					
Acquisition d'immobilisations corporelles		(94 138)	(112 886)	(195 287)	(197 488)
Rachat d'un placement à court terme		—	—	—	20 000
Regroupements d'entreprises, déduction faite de la trésorerie et équivalents de trésorerie acquis	5	—	(1 762 157)	(56 050)	(1 762 157)
Produit de cessions d'immobilisations corporelles		850	486	1 226	1 044
		(93 288)	(1 874 557)	(250 111)	(1 938 601)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement					
Augmentation (diminution) de l'endettement bancaire		30 135	(26 653)	32 225	902
Augmentation (diminution) nette des facilités renouvelables		(124 114)	7 381	4 458	11 883
Émission de dette à long terme, déduction faite des escomptes et des coûts de transaction		—	2 082 408	—	2 082 408
Remboursement de dette à long terme		(5 592)	(705 072)	(66 250)	(712 066)
Remboursement du solde à payer relativement à un regroupement d'entreprises		(655)	—	(655)	(118)
Augmentation des coûts de transaction différés		(612)	(3 200)	(612)	(3 200)
Rachat d'actions subalternes à droit de vote à des fins d'annulation		—	—	(3 646)	(7 327)
Acquisition d'actions subalternes à droit de vote détenues en fiducie en vertu des régimes d'unités d'actions incitatives et d'unités d'actions liées au rendement	13 B)	—	—	—	(5 575)
Dividendes versés sur actions à droits de vote multiples	13 C)	(779)	(707)	(1 559)	(1 426)
Dividendes versés sur actions subalternes à droit de vote	13 C)	(6 199)	(5 678)	(12 398)	(11 365)
Émission d'actions subalternes à droit de vote par une filiale aux participations ne donnant pas le contrôle		745	519	1 289	3 075
Émission d'actions ordinaires par une filiale aux participations ne donnant pas le contrôle, nette des coûts de transaction payés		—	389 047	—	389 047
Acquisition par une filiale des participations ne donnant pas le contrôle d'actions subalternes à droit de vote détenues en fiducie en vertu des régimes d'unités d'actions incitatives et d'unités d'actions liées au rendement		—	—	—	(9 352)
Dividendes sur actions subalternes à droit de vote versés par une filiale aux participations ne donnant pas le contrôle		(17 690)	(15 956)	(35 373)	(31 951)
		(124 761)	1 722 089	(82 521)	1 704 935
Incidence des variations des taux de change sur la trésorerie et équivalents de trésorerie libellés dans une monnaie étrangère					
		(568)	423	(744)	1 497
Variation nette de la trésorerie et équivalents de trésorerie des activités poursuivies					
		(13 952)	50 317	(25 592)	(34 228)
Variation nette de la trésorerie et équivalents de trésorerie des activités abandonnées					
	6	2 574	1 201	(598)	(3 783)
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début		71 540	122 754	86 352	212 283
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin		60 162	174 272	60 162	174 272

NATURE DES ACTIVITÉS

Cogeco inc. (« Cogeco » ou la « Société ») est une société de portefeuille diversifiée qui exerce ses activités dans les secteurs des communications et des médias.

Sa filiale Cogeco Communications inc. (« Cogeco Communications »), fournit aux clientèles résidentielle et d'affaires des services d'Internet, de vidéo et de téléphonie au moyen de ses réseaux de fibres bidirectionnels à large bande. Elle exerce ses activités au Québec et en Ontario, au Canada, sous le nom Cogeco Connexion et sur la côte Est des États-Unis, sous la marque Atlantic Broadband (dans 11 États, du Maine jusqu'en Floride). Par l'intermédiaire de sa filiale Cogeco Peer 1, Cogeco Communications fournit à la clientèle commerciale une gamme de services de technologies de l'information (colocation, connectivité réseau, hébergement, informatique en nuage et services gérés) grâce à ses 16 centres de données, à son vaste réseau FastFiber Network® et à plus de 50 points de présence en Amérique du Nord et en Europe. Le 27 février 2019, Cogeco Communications a annoncé qu'elle a conclu une entente en vue de la vente de sa filiale Cogeco Peer 1 (voir Note 6).

Sa filiale Cogeco Média détient et exploite 23 stations de radio offrant une programmation complémentaire et une couverture étendue, desservant un large éventail d'auditoires, principalement dans la province de Québec, ainsi qu'une agence de nouvelles, Cogeco Nouvelles.

Cogeco est une société publique canadienne dont les actions subalternes à droit de vote sont inscrites à la Bourse de Toronto (« TSX ») sous le symbole « CGO ». Les actions subalternes à droit de vote de Cogeco Communications sont également inscrites à la TSX sous le symbole « CCA ».

Le siège social de la Société est situé au 5, Place Ville Marie, bureau 1700, Montréal (Québec) H3B 0B3.

1. BASE D'ÉTABLISSEMENT

Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés ont été préparés conformément à la Norme comptable internationale (« IAS ») 34, *Information financière intermédiaire*, et ne comprennent pas toute l'information qui doit être présentée dans les états financiers annuels. Certains renseignements et informations à fournir par voie de note qui figurent dans des états financiers annuels n'ont pas été présentés ou sont résumés lorsqu'ils ne sont pas considérés comme essentiels à la compréhension de l'information financière intermédiaire de la Société. Par conséquent, les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés doivent être lus conjointement avec les états financiers consolidés annuels de l'exercice 2018.

Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés ont été préparés selon les mêmes méthodes comptables que la Société a adopté dans ses états financiers annuels consolidés de l'exercice 2018, à l'exception de ce qui est divulgué à la Note 2. Certains chiffres correspondants ont été retraités pour rendre leur présentation conforme à l'application rétrospective des méthodes comptables nouvellement adoptées (Note 2) et pour faire la distinction de l'incidence des activités abandonnées par rapport aux activités poursuivies (Note 6). Les méthodes comptables ont été appliquées systématiquement à travers toutes les périodes présentées dans les états financiers consolidés intermédiaires résumés sauf indication contraire.

Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés ont été préparés sur une base de continuité d'exploitation en utilisant le coût historique, sauf pour les instruments financiers et les instruments financiers dérivés, les accords de paiement fondé sur des actions réglés en trésorerie et les actifs des régimes de retraite, qui ont été comptabilisés à la juste valeur, et pour les obligations au titre des prestations définies et les provisions, qui ont été comptabilisées à la valeur actualisée.

L'information financière est présentée en dollars canadiens, soit la monnaie fonctionnelle de la Société.

Les résultats d'exploitation pour la période intermédiaire ne sont pas nécessairement représentatifs des résultats d'exploitation pour l'ensemble de l'exercice. La Société ne s'attend pas à ce que la nature saisonnière de ses activités soit un facteur significatif sur le plan des résultats trimestriels, hormis le fait que dans le secteur des Communications, le nombre de clients du service d'Internet et du service de vidéo est généralement plus faible au second semestre de l'exercice en raison de la diminution de l'activité économique liée au début de la période des vacances, à la fin de la saison de télévision ainsi qu'au fait que les étudiants quittent les campus à la fin de l'année scolaire. La Société offre ses services dans plusieurs villes comptant des universités ou des collèges, notamment Kingston, Windsor, St. Catharines, Hamilton, Peterborough, Trois-Rivières et Rimouski, au Canada, ainsi qu'en Pennsylvanie et, dans une moindre mesure, en Caroline du Sud, l'est du Connecticut, au Maryland et au Delaware, aux États-Unis. Aux États-Unis, les régions de Miami, du New Hampshire et du Maine sont également assujetties à des variations saisonnières.

Les états financiers consolidés intermédiaires résumés ont été approuvés par le conseil d'administration de la Société lors de la réunion tenue le 9 avril 2019.

2. CHANGEMENTS DES MÉTHODES COMPTABLES

IFRS 9, *Instruments financiers*

Le 1^{er} septembre 2018, la Société a adopté IFRS 9, *Instruments financiers*, qui remplace les lignes directrices d'IAS 39, *Instruments financiers : comptabilisation et évaluation*. IFRS 9 comprend des exigences relatives au classement et à l'évaluation, à la dépréciation, à la décomptabilisation et au modèle général de comptabilité de couverture. La Société a adopté IFRS 9 de façon rétrospective.

La Société applique la méthode des pertes de crédit attendues selon IFRS 9 pour estimer la provision pour pertes de crédit attendues sur ses actifs financiers. La Société a opté de continuer d'appliquer les exigences relatives à la comptabilité de couverture d'IAS 39.

L'adoption d'IFRS 9 n'a eu aucune incidence significative sur les états financiers consolidés.

IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients*

Le 1^{er} septembre 2018, la Société a adopté IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients*, selon l'approche rétrospective intégrale. IFRS 15 établit les principes de présentation de la nature, du montant, du calendrier et du degré d'incertitude des produits des activités ordinaires et des flux de trésorerie tirés des contrats d'une entité avec des clients. Cette norme prévoit un modèle unique en cinq étapes de comptabilisation des produits des activités ordinaires en vue de présenter le transfert des biens ou services promis aux clients, selon un montant qui reflète la contrepartie que l'entité prévoit recevoir en échange de ces biens et services. IFRS 15 fournit également des directives sur le traitement des coûts engagés pour l'obtention ou l'exécution d'un contrat. De plus, IFRS 15 exige la présentation de renseignements supplémentaires au sujet des produits de la Société dans les états financiers consolidés. IFRS 15 remplace les normes suivantes : IAS 11, *Contrats de construction*, IAS 18, *Produits des activités ordinaires*, IFRIC 13, *Programmes de fidélisation de la clientèle*, IFRIC 15, *Contrats de construction de biens immobiliers*, IFRIC 18, *Transferts d'actifs provenant de clients*, et SIC-31, *Produits des activités ordinaires – Opérations de troc impliquant des services de publicité*.

L'adoption d'IFRS 15 a une incidence sur les frais d'installation initiaux non remboursables qui sont facturés à la clientèle résidentielle des services à large bande. Les produits sont ainsi différés et amortis sur la période au cours de laquelle les frais demeurent significatifs pour le client, ce qui correspond à une période de six mois selon l'estimation de la Société. L'estimation devait tenir compte de facteurs quantitatifs et qualitatifs, dont les frais d'installation moyens, les produits moyens par client et le comportement des clients, entre autres. Avant l'adoption d'IFRS 15, ces frais d'installation étaient différés et amortis dans les produits au fur et à mesure que les produits des services connexes étaient gagnés, ce qui correspondait à la durée de vie moyenne de l'abonnement d'un client pour les services à large bande.

L'adoption d'IFRS 15 a également eu une incidence sur les états financiers consolidés à l'égard de l'inscription à l'actif des coûts engagés pour l'obtention d'un contrat. Les coûts engagés pour l'obtention d'un contrat (comme les coûts directs et marginaux liés à l'acquisition de clients) sont comptabilisés à titre d'actif et au titre des charges d'exploitation sur la durée pendant laquelle un client devrait continuer d'être un client de la Société. Avant l'adoption d'IFRS 15, les coûts directs et marginaux liés à l'acquisition de clients étaient inscrits à l'actif à titre d'immobilisations incorporelles en ce qui concerne les contrats d'une durée de plus de un an, et étaient amortis sur la durée de l'entente. Pour les contrats dont la durée est inférieure à un an, ces coûts étaient comptabilisés au titre des charges d'exploitation lorsqu'ils étaient engagés.

Les frais initiaux que la Société verse aux immeubles à logements multiples, par exemple aux syndicats des copropriétaires, dans le but d'avoir accès aux résidents de ces immeubles pour leur offrir des services sont différés à titre de coûts du contrat dans les autres actifs et sont comptabilisés sur la durée du contrat en tant que diminution des produits. Avant l'adoption d'IFRS 15, ces frais étaient inscrits aux immobilisations corporelles et étaient comptabilisés dans la dotation aux amortissements, sur la durée du contrat.

RECLASSEMENT DES COÛTS DE REBRANCHEMENT

À la suite d'une analyse approfondie de tous les coûts des contrats découlant de l'adoption d'IFRS 15, la Société a examiné les coûts de rebranchement et d'activation de services additionnels (les « coûts de rebranchement ») générés par l'activité de rebranchement des clients. En raison des changements technologiques importants survenus au fil du temps à l'égard des activités nécessaires au rebranchement des clients, la Société a déterminé que les coûts de rebranchement sont engagés pour s'assurer du bon fonctionnement des équipements à l'abonné en vue de leur utilisation prévue et à l'intérieur des paramètres requis. Ainsi, les coûts de rebranchement sont directement attribuables à la mise en état des équipements à l'abonné afin de permettre leur exploitation de la manière prévue.

Par conséquent, la Société a changé de méthode comptable pour les coûts de rebranchement, ceux-ci étant maintenant comptabilisés en tant qu'immobilisations corporelles et amortis sur la durée de vie utile prévue des équipements à l'abonné. Auparavant, les coûts de rebranchement étaient inscrits à l'actif à titre d'immobilisations incorporelles jusqu'à concurrence d'un montant maximal n'excédant pas les produits générés par l'activité de rebranchement et ils étaient amortis sur la durée de vie moyenne d'abonnement d'un client, sans dépasser huit ans.

La Société est d'avis que ce changement de méthode comptable reflétera mieux la nature actuelle des coûts de rebranchement.

INCIDENCES DES CHANGEMENTS DE MÉTHODES COMPTABLES SUR LES CHIFFRES CORRESPONDANTS

Les changements des méthodes comptables mentionnés ci-dessus ont été appliqués de façon rétrospective et, par conséquent, la Société a modifié ses chiffres correspondants pour les périodes de trois et de six mois closes le 28 février 2018 et pour l'exercice clos le 31 août 2018, ainsi que pour l'état consolidé de la situation financière aux 31 août 2018 et 1^{er} septembre 2017. L'incidence de l'adoption de ces méthodes comptables sur les états financiers consolidés de la Société est détaillée ci-après.

ÉTATS CONSOLIDÉS DU RÉSULTAT

Trois mois clos le 28 février 2018	Précédemment présenté	Incidence d'IFRS 15	Incidence du reclassement	Actuellement présenté
	\$	\$	\$	\$
Produits	554 079	64	—	554 143
Charges d'exploitation	302 328	(37)	(1 027)	301 264
Frais d'intégration, de restructuration et d'acquisition	15 999	—	—	15 999
Dotation aux amortissements	106 382	(653)	1 274	107 003
Charges financières	47 972	—	—	47 972
Bénéfice avant impôts sur le résultat	81 398	754	(247)	81 905
Impôts sur le résultat	(78 446)	(1 498)	(65)	(80 009)
Bénéfice de la période lié aux activités poursuivies	159 844	2 252	(182)	161 914
Perte de la période liée aux activités abandonnées	(16 079)	—	—	(16 079)
Bénéfice de la période	143 765	2 252	(182)	145 835
Bénéfice de la période attribuable aux :				
Propriétaires de la Société	45 974	701	(57)	46 618
Participations ne donnant pas le contrôle	97 791	1 551	(125)	99 217
	143 765	2 252	(182)	145 835
Bénéfice (perte) par action				
De base				
Bénéfice de la période lié aux activités poursuivies	3,12			3,16
Perte de la période liée aux activités abandonnées	(0,31)			(0,31)
Bénéfice de la période	2,81			2,85
Dilué(e)				
Bénéfice de la période lié aux activités poursuivies	3,09			3,13
Perte de la période liée aux activités abandonnées	(0,31)			(0,31)
Bénéfice de la période	2,79			2,82

COGECO INC.
NOTES ANNEXES
28 février 2019

(non audité)

(les données des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les données par action)

Six mois clos le 28 février 2018	Précédemment présenté \$	Incidence d'IFRS 15 \$	Incidence du reclassement \$	Actuellement présenté \$
Produits	1 071 161	(285)	—	1 070 876
Charges d'exploitation	584 161	226	(2 282)	582 105
Frais d'intégration, de restructuration et d'acquisition	16 391	—	—	16 391
Dotation aux amortissements	198 046	(1 267)	2 618	199 397
Charges financières	78 835	—	—	78 835
Bénéfice avant impôts sur le résultat	193 728	756	(336)	194 148
Impôts sur le résultat	(49 779)	(1 478)	(89)	(51 346)
Bénéfice de la période lié aux activités poursuivies	243 507	2 234	(247)	245 494
Perte de la période liée aux activités abandonnées	(17 964)	—	—	(17 964)
Bénéfice de la période	225 543	2 234	(247)	227 530
Bénéfice de la période attribuable aux :				
Propriétaires de la Société	75 499	695	(77)	76 117
Participations ne donnant pas le contrôle	150 044	1 539	(170)	151 413
	225 543	2 234	(247)	227 530
Bénéfice (perte) par action				
De base				
Bénéfice de la période lié aux activités poursuivies	4,95			4,99
Perte de la période liée aux activités abandonnées	(0,35)			(0,35)
Bénéfice de la période	4,60			4,64
Dilué(e)				
Bénéfice de la période lié aux activités poursuivies	4,91			4,95
Perte de la période liée aux activités abandonnées	(0,35)			(0,35)
Bénéfice de la période	4,57			4,61

COGECO INC.
NOTES ANNEXES
28 février 2019

(non audité)

(les données des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les données par action)

Exercice clos le 31 août 2018	Précédemment présenté	Incidence d'IFRS 15	Incidence du reclassement	Actuellement présenté
	\$	\$	\$	\$
Produits	2 262 223	(193)	—	2 262 030
Charges d'exploitation	1 232 018	(619)	(4 479)	1 226 920
Frais d'intégration, de restructuration et d'acquisition	20 463	—	—	20 463
Dotation aux amortissements	435 115	(2 827)	4 883	437 171
Charges financières	188 186	—	—	188 186
Bénéfice avant impôts sur le résultat	386 441	3 253	(404)	389 290
Impôts sur le résultat	(9 653)	(1 129)	122	(10 660)
Bénéfice de l'exercice lié aux activités poursuivies	396 094	4 382	(526)	399 950
Perte de l'exercice liée aux activités abandonnées	(24 381)	—	—	(24 381)
Bénéfice de l'exercice	371 713	4 382	(526)	375 569
Bénéfice de l'exercice attribuable aux :				
Propriétaires de la Société	125 271	1 325	(159)	126 437
Participations ne donnant pas le contrôle	246 442	3 057	(367)	249 132
	371 713	4 382	(526)	375 569
Bénéfice (perte) par action				
De base				
Bénéfice de l'exercice lié aux activités poursuivies	8,12			8,19
Perte de l'exercice liée aux activités abandonnées	(0,47)			(0,47)
Bénéfice de l'exercice	7,65			7,72
Dilué(e)				
Bénéfice de l'exercice lié aux activités poursuivies	8,06			8,13
Perte de l'exercice liée aux activités abandonnées	(0,47)			(0,47)
Bénéfice de l'exercice	7,59			7,66

ÉTATS CONSOLIDÉS DE LA SITUATION FINANCIÈRE

Au 31 août 2018	Précédemment présenté	Incidence d'IFRS 15	Incidence du reclassement	Actuellement présenté
	\$	\$	\$	\$
Actif				
Actifs courants				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	86 352	—	—	86 352
Créances clients et autres débiteurs	118 718	—	—	118 718
Impôts sur le résultat à recevoir	25 697	—	—	25 697
Charges payées d'avance et autres	30 444	—	—	30 444
Instrument financier dérivé	1 330	—	—	1 330
	262 541	—	—	262 541
Actifs non courants				
Autres actifs	7 621	35 328	—	42 949
Immobilisations corporelles	2 316 749	(8 692)	29 694	2 337 751
Immobilisations incorporelles	3 051 006	(16 801)	(26 899)	3 007 306
Goodwill	1 627 031	—	—	1 627 031
Instruments financiers dérivés	33 797	—	—	33 797
Actifs relatifs aux régimes de retraite	6 858	—	—	6 858
Actifs d'impôts différés	17 314	—	—	17 314
	7 322 917	9 835	2 795	7 335 547
Passif et capitaux propres				
Passif				
Passifs courants				
Endettement bancaire	5 949	—	—	5 949
Dettes fournisseurs et autres créditeurs	320 306	—	—	320 306
Provisions	26 137	—	—	26 137
Passifs d'impôts sur le résultat	16 133	—	—	16 133
Passifs sur contrat et autres passifs	68 010	(8 043)	—	59 967
Tranche courante de la dette à long terme	77 209	—	—	77 209
	513 744	(8 043)	—	505 701
Passifs non courants				
Dette à long terme	3 817 935	—	—	3 817 935
Passifs sur contrat et autres passifs	40 560	(20 435)	—	20 125
Passifs relatifs aux régimes de retraite et avantages du personnel	5 390	—	—	5 390
Passifs d'impôts différés	563 677	10 079	949	574 705
	4 941 306	(18 399)	949	4 923 856
Capitaux propres				
Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la Société				
Capital social	108 838	—	—	108 838
Réserve de rémunération fondée sur des actions	9 147	—	—	9 147
Cumul des autres éléments du résultat global	36 248	87	—	36 335
Bénéfices non distribués	547 222	8 774	592	556 588
	701 455	8 861	592	710 908
Capitaux propres attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle				
	1 680 156	19 373	1 254	1 700 783
	2 381 611	28 234	1 846	2 411 691
	7 322 917	9 835	2 795	7 335 547

COGECO INC.
NOTES ANNEXES
28 février 2019

(non audité)

(les données des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les données par action)

Au 1 ^{er} septembre 2017	Précédemment présenté	Incidence d'IFRS 15	Incidence du reclassement	Actuellement présenté
	\$	\$	\$	\$
Actif				
Actifs courants				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	212 283	—	—	212 283
Placements à court terme	54 000	—	—	54 000
Créances clients et autres débiteurs	112 092	—	—	112 092
Impôts sur le résultat à recevoir	4 277	—	—	4 277
Charges payées d'avance et autres	21 737	—	—	21 737
Instrument financier dérivé	98	—	—	98
	404 487	—	—	404 487
Actifs non courants				
Autres actifs	7 396	28 839	—	36 235
Immobilisations corporelles	1 961 743	(6 258)	29 881	1 985 366
Immobilisations incorporelles	2 058 220	(14 850)	(26 687)	2 016 683
Goodwill	1 042 009	—	—	1 042 009
Instruments financiers dérivés	759	—	—	759
Actifs d'impôts différés	24 762	—	—	24 762
	5 499 376	7 731	3 194	5 510 301
Passif et capitaux propres				
Passif				
Passifs courants				
Endettement bancaire	3 801	—	—	3 801
Dettes fournisseurs et autres créditeurs	337 667	—	—	337 667
Provisions	23 260	—	—	23 260
Passifs d'impôts sur le résultat	103 650	—	—	103 650
Passifs sur contrat et autres passifs	85 302	(8 338)	—	76 964
Solde à payer relativement à un regroupement d'entreprises	118	—	—	118
Instruments financiers dérivés	192	—	—	192
Tranche courante de la dette à long terme	131 935	—	—	131 935
	685 925	(8 338)	—	677 587
Passifs non courants				
Dette à long terme	2 479 421	—	—	2 479 421
Passifs sur contrat et autres passifs	31 462	(18 470)	—	12 992
Passifs relatifs aux régimes de retraite et avantages du personnel	7 709	—	—	7 709
Passifs d'impôts différés	623 436	11 016	846	635 298
	3 827 953	(15 792)	846	3 813 007
Capitaux propres				
Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la Société				
Capital social	114 021	—	—	114 021
Réserve de rémunération fondée sur des actions	7 644	—	—	7 644
Cumul des autres éléments du résultat global	24 575	—	—	24 575
Bénéfices non distribués	432 316	7 449	751	440 516
	578 556	7 449	751	586 756
Capitaux propres attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle				
	1 092 867	16 074	1 597	1 110 538
	1 671 423	23 523	2 348	1 697 294
	5 499 376	7 731	3 194	5 510 301

TABLEAUX CONSOLIDÉS DES FLUX DE TRÉSORERIE

Trois mois clos le 28 février 2018	Précédemment présenté	Incidence d'IFRS 15	Incidence du reclassement	Actuellement présenté
	\$	\$	\$	\$
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation				
Bénéfice de la période lié aux activités poursuivies	159 844	2 252	(182)	161 914
Ajustements au titre des éléments suivants :				
Dotation aux amortissements	106 382	(653)	1 274	107 003
Charges financières	47 972	—	—	47 972
Impôts sur le résultat	(78 446)	(1 498)	(65)	(80 009)
Rémunération fondée sur des actions	(1 027)	—	—	(1 027)
Perte sur cessions et radiations d'immobilisations corporelles	401	—	—	401
Charge au titre des régimes à prestations définies, déduction faite des cotisations	381	—	—	381
	235 507	101	1 027	236 635
Variations des activités d'exploitation sans effet sur la trésorerie	35 525	(2 799)	—	32 726
Charges financières payées	(28 590)	—	—	(28 590)
Impôts sur le résultat payés	(38 409)	—	—	(38 409)
	204 033	(2 698)	1 027	202 362
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement				
Acquisition d'immobilisations corporelles	(111 097)	1 962	(3 751)	(112 886)
Acquisition d'immobilisations incorporelles et d'autres actifs	(3 460)	736	2 724	—
Regroupement d'entreprises, déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie acquis	(1 762 157)	—	—	(1 762 157)
Produit de cessions d'immobilisations corporelles	486	—	—	486
	(1 876 228)	2 698	(1 027)	(1 874 557)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement				
Diminution de l'endettement bancaire	(26 653)	—	—	(26 653)
Augmentation nette des facilités renouvelables	7 381	—	—	7 381
Émission de dette à long terme, déduction faite des escomptes et des coûts de transaction	2 082 408	—	—	2 082 408
Remboursement de dette à long terme	(705 072)	—	—	(705 072)
Augmentation des coûts de transaction différés	(3 200)	—	—	(3 200)
Dividendes versés sur actions à droits de vote multiples	(707)	—	—	(707)
Dividendes versés sur actions subalternes à droit de vote	(5 678)	—	—	(5 678)
Émission d'actions subalternes à droit de vote par une filiale aux participations ne donnant pas le contrôle	519	—	—	519
Émission d'actions ordinaires par une filiale aux participations ne donnant pas le contrôle, nette des coûts de transaction payés	389 047	—	—	389 047
Dividendes sur actions subalternes à droit de vote versés par une filiale aux participations ne donnant pas le contrôle	(15 956)	—	—	(15 956)
	1 722 089	—	—	1 722 089
Incidence des variations des taux de change sur la trésorerie et équivalents de trésorerie libellés dans une monnaie étrangère	423	—	—	423
Variation nette de la trésorerie et équivalents de trésorerie des activités poursuivies	50 317	—	—	50 317
Variation nette de la trésorerie et équivalents de trésorerie des activités abandonnées	1 201	—	—	1 201
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début	122 754	—	—	122 754
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin	174 272	—	—	174 272

COGECO INC.
NOTES ANNEXES
28 février 2019

(non audité)

(les données des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les données par action)

Six mois clos le 28 février 2018	Précédemment présenté \$	Incidence d'IFRS 15 \$	Incidence du reclassement \$	Actuellement présenté \$
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation				
Bénéfice de la période lié aux activités poursuivies	243 507	2 234	(247)	245 494
Ajustements au titre des éléments suivants :				
Dotation aux amortissements	198 046	(1 267)	2 618	199 397
Charges financières	78 835	—	—	78 835
Impôts sur le résultat	(49 779)	(1 478)	(89)	(51 346)
Rémunération fondée sur des actions	2 359	—	—	2 359
Perte sur cessions et radiations d'immobilisations corporelles	767	—	—	767
Cotisations au titre des régimes à prestations définies, déduction faite de la charge	(1 443)	—	—	(1 443)
	472 292	(511)	2 282	474 063
Variations des activités d'exploitation sans effet sur la trésorerie	(66 099)	(3 317)	—	(69 416)
Charges financières payées	(70 397)	—	—	(70 397)
Impôts sur le résultat payés	(136 309)	—	—	(136 309)
	199 487	(3 828)	2 282	197 941
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement				
Acquisition d'immobilisations corporelles	(191 729)	2 323	(8 082)	(197 488)
Acquisition d'immobilisations incorporelles et d'autres actifs	(7 305)	1 505	5 800	—
Rachat d'un placement à court terme	20 000	—	—	20 000
Regroupement d'entreprises, déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie acquis	(1 762 157)	—	—	(1 762 157)
Produit de cessions d'immobilisations corporelles	1 044	—	—	1 044
	(1 940 147)	3 828	(2 282)	(1 938 601)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement				
Augmentation de l'endettement bancaire	902	—	—	902
Augmentation nette des facilités renouvelables	11 883	—	—	11 883
Émission de dette à long terme, déduction faite des escomptes et des coûts de transaction	2 082 408	—	—	2 082 408
Remboursement de dette à long terme	(712 066)	—	—	(712 066)
Remboursement du solde à payer relativement à un regroupement d'entreprises	(118)	—	—	(118)
Augmentation des coûts de transaction différés	(3 200)	—	—	(3 200)
Rachat d'actions subalternes à droit de vote à des fins d'annulation	(7 327)	—	—	(7 327)
Acquisition d'actions subalternes à droit de vote détenues en fiducie en vertu des régimes d'unités d'actions incitatives et d'unités d'actions liées au rendement	(5 575)	—	—	(5 575)
Dividendes versés sur actions à droits de vote multiples	(1 426)	—	—	(1 426)
Dividendes versés sur actions subalternes à droit de vote	(11 365)	—	—	(11 365)
Émission d'actions subalternes à droit de vote par une filiale aux participations ne donnant pas le contrôle	3 075	—	—	3 075
Émission d'actions ordinaires par une filiale aux participations ne donnant pas le contrôle, nette des coûts de transaction payés	389 047	—	—	389 047
Acquisition par une filiale des participations ne donnant pas le contrôle d'actions subalternes à droit de vote détenues en fiducie en vertu des régimes d'unités d'actions incitatives et d'unités d'actions liées au rendement	(9 352)	—	—	(9 352)
Dividendes sur actions subalternes à droit de vote versés par une filiale aux participations ne donnant pas le contrôle	(31 951)	—	—	(31 951)
	1 704 935	—	—	1 704 935
Incidence des variations des taux de change sur la trésorerie et équivalents de trésorerie libellés dans une monnaie étrangère	1 497	—	—	1 497
Variation nette de la trésorerie et équivalents de trésorerie des activités poursuivies	(34 228)	—	—	(34 228)
Variation nette de la trésorerie et équivalents de trésorerie des activités abandonnées	(3 783)	—	—	(3 783)
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début	212 283	—	—	212 283
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin	174 272	—	—	174 272

COGECO INC.
NOTES ANNEXES
28 février 2019

(non audité)

(les données des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les données par action)

Exercice clos le 31 août 2018	Précédemment présenté \$	Incidence d'IFRS 15 \$	Incidence du reclassement \$	Actuellement présenté \$
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation				
Bénéfice de l'exercice lié aux activités poursuivies	396 094	4 382	(526)	399 950
Ajustements au titre des éléments suivants :				
Dotation aux amortissements	435 115	(2 827)	4 883	437 171
Charges financières	188 186	—	—	188 186
Impôts sur le résultat	(9 653)	(1 129)	122	(10 660)
Rémunération fondée sur des actions	7 657	—	—	7 657
Perte sur cessions et radiations d'immobilisations corporelles	1 925	—	—	1 925
Cotisations au titre des régimes à prestations définies, déduction faite de la charge	(448)	—	—	(448)
	1 018 876	426	4 479	1 023 781
Variations des activités d'exploitation sans effet sur la trésorerie	(19 773)	(7 258)	—	(27 031)
Charges financières payées	(177 305)	—	—	(177 305)
Impôts sur le résultat payés	(181 068)	—	—	(181 068)
	640 730	(6 832)	4 479	638 377
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement				
Acquisition d'immobilisations corporelles	(448 256)	3 631	(16 285)	(460 910)
Acquisition d'immobilisations incorporelles et d'autres actifs	(15 007)	3 201	11 806	—
Acquisition de licences de spectre	(32 306)	—	—	(32 306)
Rachat de placements à court terme	54 000	—	—	54 000
Regroupement d'entreprises, déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie acquis	(1 756 935)	—	—	(1 756 935)
Produit de cessions d'immobilisations corporelles	1 390	—	—	1 390
	(2 197 114)	6 832	(4 479)	(2 194 761)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement				
Augmentation de l'endettement bancaire	2 148	—	—	2 148
Augmentation nette des facilités renouvelables	386 563	—	—	386 563
Émission de dette à long terme, déduction faite des escomptes et des coûts de transaction	2 082 408	—	—	2 082 408
Remboursement de dette à long terme	(1 329 064)	—	—	(1 329 064)
Augmentation des coûts de transaction différés	(3 200)	—	—	(3 200)
Remboursement du solde à payer relativement à un regroupement d'entreprises	(118)	—	—	(118)
Rachat d'actions subalternes à droit de vote à des fins d'annulation	(14 647)	—	—	(14 647)
Acquisition d'actions subalternes à droit de vote détenues en fiducie en vertu des régimes d'unités d'actions incitatives et d'unités d'actions liées au rendement	(5 575)	—	—	(5 575)
Dividendes versés sur actions à droits de vote multiples	(2 840)	—	—	(2 840)
Dividendes versés sur actions subalternes à droit de vote	(22 699)	—	—	(22 699)
Émission d'actions subalternes à droit de vote par une filiale aux participations ne donnant pas le contrôle	3 486	—	—	3 486
Émission d'actions ordinaires par une filiale aux participations ne donnant pas le contrôle, nette des coûts de transaction payés	388 907	—	—	388 907
Acquisition par une filiale des participations ne donnant pas le contrôle d'actions subalternes à droit de vote détenues en fiducie en vertu des régimes d'unités d'actions incitatives et d'unités d'actions liées au rendement	(9 352)	—	—	(9 352)
Dividendes sur actions subalternes à droit de vote versés par une filiale aux participations ne donnant pas le contrôle	(63 886)	—	—	(63 886)
	1 412 131	—	—	1 412 131
Incidence des variations des taux de change sur la trésorerie et équivalents de trésorerie libellés dans une monnaie étrangère	1 989	—	—	1 989
Variation nette de la trésorerie et équivalents de trésorerie des activités poursuivies	(142 264)	—	—	(142 264)
Variation nette de la trésorerie et équivalents de trésorerie des activités abandonnées	16 333	—	—	16 333
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début	212 283	—	—	212 283
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin	86 352	—	—	86 352

3. PRODUITS

	Communications		Autres		Consolidé	
	2019	2018	2019	2018	2019	2018
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Produits						
Résidentiels ⁽¹⁾	513 973	469 537	—	—	513 973	469 537
Commerciaux ⁽²⁾	62 599	53 796	—	—	62 599	53 796
Autres ⁽³⁾	7 557	6 522	24 445	24 288	32 002	30 810
	584 129	529 855	24 445	24 288	608 574	554 143

(1) Comprennent les produits de la clientèle résidentielle des services Internet, de vidéo et de téléphonie, ainsi que de la clientèle résidentielle de gros et en provenance des revendeurs Internet.

(2) Comprennent les produits de la clientèle commerciale des services Internet, de vidéo et de téléphonie.

(3) Comprennent les recettes publicitaires, les frais de retard, les produits locatifs et d'autres produits divers.

	Communications		Autres		Consolidé	
	2019	2018	2019	2018	2019	2018
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Produits						
Résidentiels ⁽¹⁾	1 021 622	898 347	—	—	1 021 622	898 347
Commerciaux ⁽²⁾	124 150	103 156	—	—	124 150	103 156
Autres ⁽³⁾	15 030	12 638	55 133	56 735	70 163	69 373
Total	1 160 802	1 014 141	55 133	56 735	1 215 935	1 070 876

(1) Comprennent les produits de la clientèle résidentielle des services Internet, de vidéo et de téléphonie, ainsi que de la clientèle résidentielle de gros et en provenance des revendeurs Internet.

(2) Comprennent les produits de la clientèle commerciale des services Internet, de vidéo et de téléphonie.

(3) Comprennent les recettes publicitaires, les frais de retard, les produits locatifs et d'autres produits divers.

4. SECTEURS OPÉRATIONNELS

Le bénéfice sectoriel de la Société est présenté en deux secteurs opérationnels : Communications et Autres. La structure d'information reflète la façon dont la Société gère les activités de l'entreprise afin de prendre des décisions concernant les ressources devant être affectées aux secteurs et d'évaluer leur performance.

Le secteur des Communications fournit par l'intermédiaire de la filiale Cogeco Communications, à sa clientèle résidentielle et d'affaires des services d'Internet, de vidéo et de téléphonie au moyen des réseaux de fibres bidirectionnels à large bande. Au Canada, Cogeco Communications exerce ses activités sous le nom de Cogeco Connexion au Québec et en Ontario, et aux États-Unis sous le nom d'Atlantic Broadband, dans 11 États longeant la côte Est, du Maine jusqu'en Floride.

Le secteur Autres inclut les activités de la radiodiffusion et du siège social, ainsi que les éliminations intersectorielles. Par l'entremise de sa filiale Cogeco Média, la Société détient et exploite 23 stations de radio, offrant une programmation variée et complémentaire destinée à un large éventail d'auditoires. Cogeco Média exploite également Cogeco Nouvelles, l'une des plus importantes agences de nouvelles du Québec, qui alimente des stations de radio affiliées, communautaires et indépendantes.

La Société et son principal décideur opérationnel évaluent le rendement de chaque secteur opérationnel selon son bénéfice sectoriel, qui correspond aux produits moins les charges d'exploitation et les honoraires de gestion à Cogeco inc. Les autres charges sont présentées par secteur uniquement aux fins de la présentation de l'information financière externe. Les transactions intersectorielles sont évaluées à la valeur établie entre les parties.

COGECO INC.
NOTES ANNEXES
28 février 2019

(non audité)

(les données des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les données par action)

Trois mois clos les 28 février						
	Communications		Autres		Consolidé	
	2019	2018	2019	2018	2019	2018
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
		<i>(retraité, Note 2)</i>				<i>(retraité, Note 2)</i>
Produits ⁽¹⁾	584 129	529 855	24 445	24 288	608 574	554 143
Charges d'exploitation	298 676	276 275	25 035	24 989	323 711	301 264
Honoraires de gestion – Cogeco inc.	4 901	5 110	(4 901)	(5 110)	—	—
Bénéfice sectoriel	280 552	248 470	4 311	4 409	284 863	252 879
Frais d'intégration, de restructuration et d'acquisition ⁽²⁾	3 722	15 999	101	—	3 823	15 999
Dotation aux amortissements	120 291	106 159	774	844	121 065	107 003
Charges financières	46 413	47 267	710	705	47 123	47 972
Bénéfice avant impôts sur le résultat	110 126	79 045	2 726	2 860	112 852	81 905
Impôts sur le résultat	23 998	(80 867)	1 208	858	25 206	(80 009)
Bénéfice de la période lié aux activités poursuivies	86 128	159 912	1 518	2 002	87 646	161 914
Acquisition d'immobilisations corporelles	92 773	112 378	1 365	508	94 138	112 886

(1) Pour la période de trois mois close le 28 février 2019, les produits par marché géographique comprennent 351 204 \$ au Canada (348 423 \$ en 2018) et 257 370 \$ aux États-Unis (205 720 \$ en 2018).

(2) Pour la période de trois mois close le 28 février 2019, comprennent des frais d'intégration, de restructuration et d'acquisition dans le secteur des Communications et des frais d'acquisition dans le secteur Autres. Pour la période de trois mois close le 28 février 2018, comprennent des frais d'acquisition et d'intégration liés à l'acquisition de MetroCast conclue le 4 janvier 2018.

Six mois clos les 28 février						
	Communications		Autres		Consolidé	
	2019	2018	2019	2018	2019	2018
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
		<i>(retraité, Note 2)</i>				<i>(retraité, Note 2)</i>
Produits ⁽¹⁾	1 160 802	1 014 141	55 133	56 735	1 215 935	1 070 876
Charges d'exploitation	602 703	528 829	52 168	53 276	654 871	582 105
Honoraires de gestion – Cogeco inc.	9 696	9 838	(9 696)	(9 838)	—	—
Bénéfice sectoriel	548 403	475 474	12 661	13 297	561 064	488 771
Frais d'intégration, de restructuration et d'acquisition ⁽²⁾	9 435	16 391	1 422	—	10 857	16 391
Dotation aux amortissements	240 028	197 766	1 702	1 631	241 730	199 397
Charges financières	92 972	77 486	1 314	1 349	94 286	78 835
Bénéfice avant impôts sur le résultat	205 968	183 831	8 223	10 317	214 191	194 148
Impôts sur le résultat	41 034	(54 352)	2 744	3 006	43 778	(51 346)
Bénéfice de la période lié aux activités poursuivies	164 934	238 183	5 479	7 311	170 413	245 494
Total des actifs ⁽³⁾	7 185 140	7 180 043	169 498	155 504	7 354 638	7 335 547
Immobilisations corporelles ⁽³⁾	1 990 418	2 323 678	15 664	14 073	2 006 082	2 337 751
Immobilisations incorporelles ⁽³⁾	2 858 032	2 927 388	87 272	79 918	2 945 304	3 007 306
Goodwill ⁽³⁾	1 349 082	1 608 446	26 895	18 585	1 375 977	1 627 031
Acquisition d'immobilisations corporelles	193 330	196 829	1 957	659	195 287	197 488

(1) Pour la période de six mois close le 28 février 2019, les produits par marché géographique comprennent 704 357 \$ au Canada (707 756 \$ en 2018) et 511 578 \$ aux États-Unis (363 120 \$ en 2018).

(2) Pour la période de six mois close le 28 février 2019, comprennent des frais d'intégration, de restructuration et d'acquisition dans le secteur des Communications et des frais d'acquisition dans le secteur Autres. Pour la période de six mois close le 28 février 2018, comprennent des frais d'acquisition et d'intégration liés à l'acquisition de MetroCast conclue le 4 janvier 2018.

(3) Aux 28 février 2019 et 31 août 2018.

Les tableaux suivants présentent certaines données géographiques aux 28 février 2019 et 31 août 2018 :

	Canada	États-Unis	Au 28 février 2019 Total
	\$	\$	\$
Immobilisations corporelles	1 139 118	866 964	2 006 082
Immobilisations incorporelles	1 085 509	1 859 795	2 945 304
Goodwill	31 557	1 344 420	1 375 977

	Canada	États-Unis	Europe	Au 31 août 2018 Total
	\$	\$	\$	\$
	(retraité, Note 2)	(retraité, Note 2)	(retraité, Note 2)	(retraité, Note 2)
Immobilisations corporelles	1 450 686	860 411	26 654	2 337 751
Immobilisations incorporelles	1 120 855	1 885 504	947	3 007 306
Goodwill	240 452	1 371 992	14 587	1 627 031

5. REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES

Acquisition de 10 stations de radio régionales

Le 26 novembre 2018, Cogeco Média a mené à terme l'acquisition de 10 stations de radio régionales appartenant à RNC Média inc. (9 situées au Québec et 1 en Ontario). La transaction, d'une valeur de 19,2 millions \$, a été approuvée par le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes le 11 octobre 2018.

Acquisition d'un réseau de fibre et des actifs connexes

Le 3 octobre 2018, la filiale de la Société, Atlantic Broadband, a conclu l'acquisition du réseau de fibre du sud de la Floride précédemment détenu par FiberLight, LLC. La transaction, combinée aux fibres noires acquises de FiberLight au deuxième trimestre de l'exercice 2018, a permis d'ajouter 350 milles de parcours à la zone de couverture d'Atlantic Broadband dans le sud de la Floride.

Ces acquisitions ont été comptabilisées au moyen de la méthode de l'acquisition et sont assujetties aux ajustements postérieurs à la clôture. La répartition préliminaire du prix d'achat de chacune de ces acquisitions s'établit comme suit :

	Stations de radio	Réseau de fibre	Préliminaire Total
	\$	\$	\$
Prix d'achat			
Contrepartie versée à la clôture	17 174	38 876	56 050
Solde à payer relativement aux regroupements d'entreprises	2 000	5 005	7 005
	19 174	43 881	63 055
Actifs nets acquis			
Créances clients et autres débiteurs	2 354	1 743	4 097
Charges payées d'avance et autres	31	335	366
Immobilisations corporelles	1 337	45 769	47 106
Immobilisations incorporelles	7 354	—	7 354
Goodwill	8 310	—	8 310
Dettes fournisseurs et autres créditeurs pris en charge	(168)	(644)	(812)
Passifs sur contrat et autres passifs pris en charge	(44)	(3 322)	(3 366)
	19 174	43 881	63 055

6. ACTIVITÉS ABANDONNÉES

Le 27 février 2019, Cogeco Communications a annoncé qu'elle avait conclu une entente en vue de la vente de Cogeco Peer 1, sa filiale de services de technologies de l'information et des communications aux entreprises (les « Services de TIC aux entreprises »). La transaction, d'une valeur de 720 millions \$, est assujettie à certains ajustements de clôture. La transaction devrait se conclure au cours du troisième trimestre de l'exercice 2019 et est soumise aux conditions de clôture habituelles.

Par conséquent, conformément à IFRS 5, *Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées*, la Société a reclassé à titre d'activités abandonnées les résultats et les flux de trésorerie des exercices courant et précédent de Cogeco Peer 1, séparément des activités poursuivies de la Société. Les résultats de Cogeco Peer 1 sont exclus des activités poursuivies et de l'information sur les secteurs opérationnels dans les états financiers consolidés intermédiaires et les notes annexes, sauf indication contraire, et sont présentés déduction faite des impôts dans l'état consolidé intermédiaire du résultat pour les périodes courantes et les périodes correspondantes.

Les actifs et les passifs de Cogeco Peer 1 ont été reclassés, dans l'état consolidé intermédiaire de la situation financière au 28 février 2019, dans les actifs courants détenus en vue de la vente et dans les passifs courants détenus en vue de la vente, respectivement, puisque la vente de ces actifs et passifs devrait avoir lieu d'ici un an.

Le produit de la cession devrait être supérieur à la valeur comptable des actifs nets abandonnés, et par conséquent, aucune perte de valeur n'a été comptabilisée lors du classement des actifs et passifs de Cogeco Peer 1 à titre d'actifs et passifs détenus en vue de la vente.

Le tableau suivant présente la perte liée aux activités abandonnées :

	Trois mois clos les 28 février		Six mois clos les 28 février	
	2019	2018	2019	2018
	\$	\$	\$	\$
Produits	66 155	69 147	132 813	138 137
Charges d'exploitation	50 228	49 790	99 194	99 017
Dotation aux amortissements	21 823	23 648	43 999	47 723
Charges financières	81	286	(529)	(451)
Perte avant impôts sur le résultat	(5 977)	(4 577)	(9 851)	(8 152)
Impôts sur le résultat	(608)	11 502	(860)	9 812
Perte de la période liée aux activités abandonnées	(5 369)	(16 079)	(8 991)	(17 964)

Le tableau suivant présente les flux de trésorerie liés aux activités abandonnées :

	Trois mois clos les 28 février		Six mois clos les 28 février	
	2019	2018	2019	2018
	\$	\$	\$	\$
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	10 503	12 605	19 163	18 492
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(7 914)	(11 401)	(19 821)	(22 236)
Incidence des variations des taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie libellés en monnaies étrangères	(15)	(3)	60	(39)
Variation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie liée aux activités abandonnées	2 574	1 201	(598)	(3 783)

COGECO INC.
NOTES ANNEXES
28 février 2019

(non audité)

(les données des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les données par action)

Le tableau suivant résume la valeur comptable des actifs et des passifs des activités abandonnées, classés comme détenus en vue de la vente au 28 février 2019 :

	\$
Créances clients et autres débiteurs	20 745
Impôts sur le résultat à recevoir	3 158
Charges payées d'avance et autres	7 599
Immobilisations corporelles	352 483
Immobilisations incorporelles	49 376
Autres actifs	9 863
Goodwill	271 821
Actifs d'impôts différés	1 702
Actifs détenus en vue de la vente	716 747
Dettes fournisseurs et autres créditeurs	19 169
Provisions	34
Passifs d'impôts sur le résultat	12
Passifs sur contrat et autres passifs	23 182
Passifs d'impôts différés	12 017
Passifs détenus en vue de la vente	54 414

7. CHARGES D'EXPLOITATION

	Trois mois clos les 28 février		Six mois clos les 28 février	
	2019	2018	2019	2018
	\$	\$	\$	\$
	<i>(retraité, Note 2)</i>		<i>(retraité, Note 2)</i>	
Salaires, avantages du personnel et services impartis	105 153	96 117	209 765	185 974
Coûts de prestations de service ⁽¹⁾	169 885	154 095	339 617	295 424
Coûts liés aux clients ⁽²⁾	20 273	17 954	43 774	38 088
Autres achats externes ⁽³⁾	28 400	33 098	61 715	62 619
	323 711	301 264	654 871	582 105

(1) Comprennent le coût des équipements vendus, les coûts liés au contenu et à la programmation, les paiements à d'autres entreprises de télécommunications, les frais de franchise et les coûts de réseau.

(2) Comprennent les frais de publicité et de marketing, les frais de vente, les frais de facturation, les charges pour créances douteuses et les frais de recouvrement.

(3) Comprennent les frais relatifs aux immeubles à bureau, les honoraires professionnels, les frais liés au Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (« CRTC »), les pertes et profits sur cessions et radiations d'immobilisations corporelles et les autres frais d'administration.

8. DOTATION AUX AMORTISSEMENTS

	Trois mois clos les 28 février		Six mois clos les 28 février	
	2019	2018	2019	2018
	\$	\$	\$	\$
	<i>(retraité, Note 2)</i>		<i>(retraité, Note 2)</i>	
Amortissement des immobilisations corporelles	106 874	95 298	213 575	181 264
Amortissement des immobilisations incorporelles	14 191	11 705	28 155	18 133
	121 065	107 003	241 730	199 397

9. CHARGES FINANCIÈRES

	Trois mois clos les 28 février		Six mois clos les 28 février	
	2019	2018	2019	2018
	\$	\$	\$	\$
Intérêts sur la dette à long terme ⁽¹⁾	46 852	48 217	92 834	78 875
Gains nets de change	(517)	(620)	(308)	(781)
Amortissement des coûts de transaction différés	486	405	942	1 036
Coûts d'emprunt capitalisés ⁽²⁾	(178)	(708)	(298)	(1 574)
Autres	480	678	1 116	1 279
	47 123	47 972	94 286	78 835

- (1) Dans le cadre de l'acquisition de MetroCast, un montant de 7,3 millions \$, représentant des coûts de financement différés non amortis, a été imputé aux charges financières suite au remboursement anticipé des facilités de crédit à terme A-2, A-3 et B en janvier 2018.
- (2) Pour les périodes de trois et de six mois closes les 28 février 2019 et 2018, le taux d'intérêt moyen pondéré utilisé pour la capitalisation des coûts d'emprunt était de 4,5 %.

10. IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT

	Trois mois clos les 28 février		Six mois clos les 28 février	
	2019	2018	2019	2018
	\$	\$	\$	\$
		(retraité, Note 2)		(retraité, Note 2)
Exigibles	18 003	25 555	31 844	50 081
Différés	7 203	(105 564)	11 934	(101 427)
	25 206	(80 009)	43 778	(51 346)

Le tableau suivant présente le rapprochement entre la charge d'impôts sur le résultat selon les taux d'impôts sur le résultat fédéral et provinciaux réglementaires du Canada et la charge d'impôts sur le résultat consolidé :

	Trois mois clos les 28 février		Six mois clos les 28 février	
	2019	2018	2019	2018
	\$	\$	\$	\$
		(retraité, Note 2)		(retraité, Note 2)
Bénéfice avant impôts sur le résultat	112 852	81 905	214 191	194 148
Taux d'imposition combiné canadien	26,5 %	26,5 %	26,5 %	26,5 %
Impôts sur le résultat au taux d'imposition combiné canadien	29 906	21 705	56 761	51 449
Ajustement lié aux pertes ou aux bénéfices assujettis à des taux d'impôts sur le résultat inférieurs ou supérieurs	205	(2 910)	1 022	(835)
Incidence sur les impôts différés résultant du changement des taux d'impôts quasi adoptés ⁽¹⁾	295	(94 052)	295	(94 166)
Incidence sur les impôts sur le résultat découlant des dépenses non déductibles et des bénéfices non imposables	1 191	15	1 172	(2)
Incidences fiscales provenant des établissements à l'étranger	(7 100)	(5 038)	(13 861)	(8 744)
Autres	709	271	(1 611)	952
Impôts sur le résultat au taux d'impôt effectif	25 206	(80 009)	43 778	(51 346)

- (1) Le 22 décembre 2017, l'administration fédérale américaine a adopté la loi intitulée *Tax Cuts and Jobs Act*. Cette réforme fiscale réduit le taux d'imposition général fédéral des sociétés, le faisant passer de 35 % à 21 % après 2017. Par conséquent, les impôts différés et les passifs d'impôts différés nets ont diminué d'environ 94 millions \$ (74 millions \$ US). De plus, cette loi préconise d'autres modifications, notamment à l'égard des limitations de la déductibilité des intérêts, de la déduction complète des acquisitions d'actifs corporels, des limitations des pertes d'exploitation nettes et des règles anti-évitement de l'érosion de la base d'imposition.

11. BÉNÉFICE PAR ACTION

Le tableau suivant présente un rapprochement entre le bénéfice par action de base et dilué :

	Trois mois clos les 28 février		Six mois clos les 28 février	
	2019	2018	2019	2018
	\$	\$	\$	\$
	<i>(retraité, Note 2)</i>		<i>(retraité, Note 2)</i>	
Bénéfice de la période lié aux activités poursuivies attribuable aux propriétaires de la Société	27 366	51 710	54 680	81 806
Perte de la période liée aux activités abandonnées attribuable aux propriétaires de la Société	(1 699)	(5 092)	(2 845)	(5 689)
Bénéfice de la période attribuable aux propriétaires de la Société	25 667	46 618	51 835	76 117
Nombre moyen pondéré d'actions à droits de vote multiples et d'actions subalternes à droit de vote en circulation	16 230 058	16 369 823	16 230 043	16 400 378
Incidence des unités d'actions incitatives dilutives	64 063	61 575	62 741	57 407
Incidence des unités d'actions liées au rendement dilutives	72 520	71 465	72 445	69 138
Nombre moyen pondéré dilué d'actions à droits de vote multiples et d'actions subalternes à droit de vote en circulation	16 366 641	16 502 863	16 365 229	16 526 923
Bénéfice (perte) par action				
De base				
Bénéfice de la période lié aux activités poursuivies	1,69	3,16	3,37	4,99
Perte de la période liée aux activités abandonnées	(0,10)	(0,31)	(0,18)	(0,35)
Bénéfice de la période	1,58	2,85	3,19	4,64
Dilué(e)				
Bénéfice de la période lié aux activités poursuivies	1,67	3,13	3,34	4,95
Perte de la période liée aux activités abandonnées	(0,10)	(0,31)	(0,18)	(0,35)
Bénéfice de la période	1,57	2,82	3,17	4,61

12. DETTE À LONG TERME

	Échéance	Taux d'intérêt %	28 février 2019 \$	31 août 2018 \$
Société				
Facilité à terme renouvelable ⁽¹⁾				
Emprunt renouvelable		—	—	1 995
Emprunt renouvelable - 7,8 millions \$ US ⁽²⁾	février 2024	3,49 ⁽⁶⁾	10 272	—
Débetures non garanties	novembre 2021	6,50	34 881	34 860
Contrat de location-financement	février 2022	4,27	70	81
Filiales				
Facilité à terme renouvelable ⁽³⁾				
Facilité renouvelable du Canada				
Emprunt renouvelable - 328 millions \$ US (310 millions \$ US au 31 août 2018) ⁽⁴⁾	janvier 2024	3,94 ⁽⁶⁾	431 943	404 705
Billets garantis de premier rang				
Série A – 25 millions \$ US	septembre 2024	4,14	32 833	32 540
Série B – 150 millions \$ US	septembre 2026	4,29	196 921	195 176
Billets garantis de premier rang Série B ⁽⁵⁾				
Billets garantis de premier rang – 215 millions \$ US	juin 2025	4,30	282 224	279 711
Débetures garanties de premier rang série 2	novembre 2020	5,15	199 644	199 544
Débetures garanties de premier rang série 3	février 2022	4,93	199 356	199 255
Débetures garanties de premier rang série 4	mai 2023	4,18	298 538	298 381
Facilités de crédit de premier rang				
Facilité d'emprunt à terme B garantie de premier rang – 1 687,3 millions \$ US (1 695,8 millions \$ US au 31 août 2018)	janvier 2025	4,87 ^{(6) (7)}	2 178 467	2 167 792
Facilité renouvelable garantie de premier rang – 20 millions \$ US au 31 août 2018		—	—	26 110
			3 865 149	3 895 144
Moins : tranche courante			22 409	77 209
			3 842 740	3 817 935

- (1) Le 3 décembre 2018, la Société a apporté des modifications à sa facilité à terme renouvelable de 50 millions \$ pour laquelle la disponibilité a été portée à 100 millions \$ et l'échéance a été prolongée d'une année additionnelle, soit jusqu'au 1^{er} février 2024.
- (2) Un montant de 7,8 millions \$ US prélevé sur la facilité d'emprunt renouvelable de la Société a été couvert jusqu'au 29 mars 2018, au moyen d'une convention de swaps de devises qui fixe le montant remboursable à l'échéance à 10,3 millions \$ et le taux d'intérêt effectif sur l'équivalent en dollars canadiens à 2,75 %.
- (3) Le 4 décembre 2018, la filiale de la Société, Cogeco Communications, a apporté des modifications à sa facilité à terme renouvelable de 800 millions \$ pour laquelle l'échéance a été prolongée d'une année additionnelle, jusqu'au 24 janvier 2024.
- (4) Un montant de 12 millions \$ US prélevé sur la facilité d'emprunt renouvelable de Cogeco Communications a été couvert jusqu'au 29 mars 2019, au moyen d'une convention de swaps de devises qui fixe le montant remboursable à l'échéance à 15,8 millions \$ et le taux d'intérêt effectif sur l'équivalent en dollars canadiens à 3,21 %.
- (5) Cogeco Communications a procédé au remboursement des billets garantis de premier rang série B à leur date d'échéance, le 1^{er} octobre 2018.
- (6) Taux d'intérêt sur la dette, incluant l'écart de crédit applicable.
- (7) Une filiale américaine de Cogeco Communications a conclu des conventions de swaps de taux d'intérêt visant à fixer le taux d'intérêt sur un montant notionnel de 1,175 milliard \$ US au titre de ses emprunts fondés sur le taux LIBOR. Ces conventions ont pour effet de convertir le taux de base variable LIBOR en dollars américains à des taux fixes allant de 0,987 % à 2,262 % pour des échéances variant entre le 31 juillet 2019 et le 30 novembre 2024, en vertu de la facilité d'emprunt à terme garantie de premier rang B. Compte tenu de ces conventions, le taux d'intérêt effectif de la facilité d'emprunt à terme garantie de premier rang B est 4,57 %.

13. CAPITAL SOCIAL

A) AUTORISÉ

Nombre illimité :

Actions privilégiées de premier et de second rang, pouvant être émises en série, ne comportant aucun droit de vote, sauf tel qu'il est prévu par la loi ou par les statuts de la Société.

Actions à droits de vote multiples, 20 votes par action.

Actions subalternes à droit de vote, 1 vote par action.

B) ÉMIS ET PAYÉ

	28 février 2019	31 août 2018
	\$	\$
1 812 860 actions à droits de vote multiples	12	12
14 513 645 actions subalternes à droit de vote (14 574 435 au 31 août 2018)	117 864	118 358
45 449 actions subalternes à droit de vote détenues en fiducie en vertu du régime d'unités d'actions incitatives (61 375 au 31 août 2018)	(3 138)	(4 237)
50 960 actions subalternes à droit de vote détenues en fiducie en vertu du régime d'unités d'actions liées au rendement (72 359 au 31 août 2018)	(3 729)	(5 295)
	111 009	108 838

Au cours des six premiers mois de l'exercice 2019, les actions subalternes à droit de vote ont évolué comme suit :

	Nombre d'actions	Montant \$
Solde au 31 août 2018	14 574 435	118 358
Rachat et annulation d'actions subalternes à droit de vote ⁽¹⁾	(60 790)	(494)
Solde au 28 février 2019	14 513 645	117 864

(1) Au cours des six premiers mois de l'exercice 2019, Cogeco a racheté et annulé 60 790 actions subalternes à droit de vote, d'une valeur moyenne attribuée de 0,5 million \$, pour une contrepartie de 3,6 millions \$. L'excédent du prix d'achat sur la valeur moyenne attribuée aux actions totalise 3,1 millions \$ et a été comptabilisé dans les bénéfices non distribués.

Au cours des six premiers mois de l'exercice 2019, les actions subalternes à droit de vote détenues en fiducie en vertu du régime d'unités d'actions incitatives ont évolué comme suit :

	Nombre d'actions	Montant \$
Solde au 31 août 2018	61 375	4 237
Actions subalternes à droit de vote distribuées aux employés	(15 926)	(1 099)
Solde au 28 février 2019	45 449	3 138

COGECO INC.
NOTES ANNEXES
28 février 2019

(non audité)

(les données des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les données par action)

Au cours des six premiers mois de l'exercice 2019, les actions subalternes à droit de vote détenues en fiducie en vertu du régime d'unités d'actions liées au rendement ont évolué comme suit :

	Nombre d'actions	Montant \$
Solde au 31 août 2018	72 359	5 295
Actions subalternes à droit de vote distribuées aux employés	(21 399)	(1 566)
Solde au 28 février 2019	50 960	3 729

C) DIVIDENDES

Pour la période de six mois close le 28 février 2019, des dividendes déterminés trimestriels de 0,43 \$ l'action, pour un total de 0,86 \$ l'action ou 14 millions \$, ont été versés aux détenteurs d'actions à droits de vote multiples et d'actions subalternes à droit de vote, comparativement à des dividendes déterminés trimestriels de 0,39 \$ l'action, pour un total de 0,78 \$ l'action ou 12,8 millions \$, pour la période de six mois close le 28 février 2018.

Pour la période de six mois close le 28 février 2019, des dividendes déterminés trimestriels de 0,525 \$ l'action, pour un total de 1,05 \$ l'action ou 35,4 millions \$, ont été versés par sa filiale, Cogeco Communications, aux participations ne donnant pas le contrôle, comparativement à des dividendes déterminés trimestriels de 0,475 \$ l'action, pour un total de 0,95 \$ l'action ou 32 millions \$ pour la période de six mois close le 28 février 2018.

	Six mois clos les 28 février	
	2019 \$	2018 \$
Attribuable aux propriétaires de la Société		
Dividendes sur actions à droits de vote multiples	1 559	1 426
Dividendes sur actions subalternes à droit de vote	12 398	11 365
	13 957	12 791
Attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle		
Dividendes sur actions subalternes à droit de vote	35 373	31 951

Au cours de sa réunion du 9 avril 2019, le conseil d'administration de Cogeco a déclaré un dividende déterminé trimestriel de 0,43 \$ l'action pour les actions à droits de vote multiples et les actions subalternes à droit de vote, payable le 7 mai 2019 aux actionnaires inscrits en date du 23 avril 2019.

D) RÉGIMES DE RÉMUNÉRATION FONDÉE SUR DES ACTIONS

La Société et sa filiale, Cogeco Communications, offrent à leurs employés et à ceux de leurs filiales des régimes d'achat d'actions et offrent également à leurs hauts dirigeants et employés désignés des régimes d'options d'achat d'actions. Aux termes de ces régimes, un maximum de 10 % des actions subalternes à droit de vote en circulation sont disponibles. De plus, la Société et sa filiale, Cogeco Communications, offrent des régimes d'unités d'actions incitatives et des régimes d'unités d'actions liées au rendement à leurs hauts dirigeants et employés désignés, et des régimes d'unités d'actions différées aux membres du conseil d'administration. Une description détaillée de ces régimes se trouve dans les états financiers consolidés annuels de 2018 de la Société.

Pour la période de six mois close le 28 février 2019, Cogeco n'a attribué aucune option d'achat d'actions à ses employés en vertu du régime d'options d'achat d'actions de la Société et aucune option n'était en circulation aux 28 février 2019 et 31 août 2018.

COGECO INC.
NOTES ANNEXES
28 février 2019

(non audité)

(les données des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les données par action)

En vertu du régime d'options d'achat d'actions de Cogeco Communications, les options suivantes ont été attribuées et sont en circulation au 28 février 2019 :

	Options	Prix d'exercice moyen pondéré \$
En circulation au 31 août 2018	819 393	65,27
Attribuées ⁽¹⁾	199 450	65,23
Exercées ⁽²⁾	(29 591)	43,57
Annulées	(13 415)	71,61
En circulation au 28 février 2019	975 837	65,83
Pouvant être exercées au 28 février 2019	403 412	57,41

(1) Pour la période de six mois close le 28 février 2019, Cogeco Communications a attribué 97 725 options sur actions à des hauts dirigeants de Cogeco à titre de hauts dirigeants de Cogeco Communications.

(2) Pour les options d'achat d'actions exercées pendant la période, le prix moyen pondéré de l'action était de 66,48 \$.

Une charge de rémunération de 375 000 \$ et 932 000 \$ (322 000 \$ et 751 000 \$ en 2018) a été comptabilisée pour les périodes de trois et de six mois closes le 28 février 2019 relativement à ce régime.

La juste valeur moyenne pondérée des options attribuées par Cogeco Communications au cours de la période de six mois close le 28 février 2019 était de 9,52 \$ l'option. La juste valeur moyenne pondérée des options attribuées a été estimée à la date d'attribution, pour les fins de la détermination de la rémunération fondée sur des actions liées aux options, au moyen du modèle d'évaluation d'options Black-Scholes en fonction des hypothèses moyennes pondérées suivantes :

	%
Taux de dividende attendu	3,19
Volatilité attendue	20,36
Taux d'intérêt sans risque	2,42
Durée prévue (en années)	6,0

En vertu du régime d'unités d'actions incitatives de la Société, les unités d'actions incitatives suivantes ont été attribuées et sont en circulation au 28 février 2019 :

En circulation au 31 août 2018	61 700
Attribuées	18 800
Distribuées	(15 926)
Annulées	(549)
En circulation au 28 février 2019	64 025

En vertu du régime d'unités d'actions incitatives de Cogeco Communications, les unités d'actions incitatives suivantes ont été attribuées et sont en circulation au 28 février 2019 :

En circulation au 31 août 2018	105 475
Attribuées	37 300
Distribuées	(27 129)
Annulées	(7 621)
En circulation au 28 février 2019	108 025

Une charge de rémunération de 921 000 \$ et 1 823 000 \$ (996 000 \$ et 1 756 000 \$ en 2018) a été comptabilisée pour les périodes de trois et de six mois closes le 28 février 2019 relativement à ces régimes.

COGECO INC.
NOTES ANNEXES
28 février 2019

(non audité)

(les données des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les données par action)

En vertu du régime d'unités d'actions liées au rendement de la Société, les unités d'actions liées au rendement suivantes ont été attribuées et sont en circulation au 28 février 2019 :

En circulation au 31 août 2018	72 946
Attribuées	19 475
Unités supplémentaires attribuées, liées au rendement	3 045
Distribuées	(21 399)
Annulées	(2 224)
Équivalents de dividendes	984
En circulation au 28 février 2019	72 827

En vertu du régime d'unités d'actions liées au rendement de Cogeco Communications, les unités d'actions liées au rendement suivantes ont été attribuées et sont en circulation au 28 février 2019 :

En circulation au 31 août 2018	133 181
Attribuées ⁽¹⁾	45 175
Unités supplémentaires attribuées, liées au rendement	200
Distribuées	(26 231)
Annulées	(5 629)
Équivalents de dividendes	2 297
En circulation au 28 février 2019	148 993

(1) Pour la période de six mois close le 28 février 2019, Cogeco Communications a attribué 14 625 unités d'actions liées au rendement à des hauts dirigeants de Cogeco à titre de hauts dirigeants de Cogeco Communications.

Une charge de rémunération de 1 185 000 \$ et 2 268 000 \$ (1 214 000 \$ et 2 439 000 \$ en 2018) a été comptabilisée pour les périodes de trois et de six mois closes le 28 février 2019 relativement à ces régimes.

En vertu du régime d'unités d'actions différées de la Société, les unités d'actions différées suivantes ont été émises et sont en circulation au 28 février 2019 :

En circulation au 31 août 2018	41 806
Émises	4 216
Équivalents de dividendes	594
En circulation au 28 février 2019	46 616

En vertu du régime d'unités d'actions différées de Cogeco Communications, les unités d'actions différées suivantes ont été émises et sont en circulation au 28 février 2019 :

En circulation au 31 août 2018	42 607
Émises	11 328
Équivalents de dividendes	729
En circulation au 28 février 2019	54 664

Une charge de rémunération de 1 158 000 \$ et 1 067 000 \$ (une diminution de la charge de rémunération de 970 000 \$ et une charge de rémunération de 2 000 \$ en 2018) a été comptabilisée pour les périodes de trois et de six mois closes le 28 février 2019 relativement à ces régimes.

14. CUMUL DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL

	Réserve de couvertures de flux de trésorerie	Ajustements au titre de l'écart de change	Total
	\$	\$	\$
		(retraité, Note 2)	(retraité, Note 2)
Solde au 31 août 2017	130	24 445	24 575
Autres éléments du résultat global	6 776	2 172	8 948
Solde au 28 février 2018	6 906	26 617	33 523
Solde au 31 août 2018	8 166	28 169	36 335
Autres éléments du résultat global	(4 251)	1 392	(2 859)
Solde au 28 février 2019	3 915	29 561	33 476

15. INFORMATION SUPPLÉMENTAIRE SUR LES FLUX DE TRÉSORERIE

A) VARIATIONS DES ACTIVITÉS D'EXPLOITATION SANS EFFET SUR LA TRÉSORERIE

	Trois mois clos les 28 février		Six mois clos les 28 février	
	2019	2018	2019	2018
	\$	\$	\$	\$
		(retraité, Note 2)	(retraité, Note 2)	(retraité, Note 2)
Créances clients et autres débiteurs	(3 184)	3 191	(7 600)	916
Charges payées d'avance et autres	4 079	689	(8 383)	(11 076)
Autres actifs	(1 392)	(2 396)	(3 753)	(2 930)
Dettes fournisseurs et autres créditeurs	(18 618)	26 010	(98 918)	(64 701)
Provisions	3 619	481	4 195	591
Passifs sur contrat et autres passifs	(1 313)	4 751	2 260	7 784
	(16 809)	32 726	(112 199)	(69 416)

B) VARIATIONS DES PASSIFS ISSUS DES ACTIVITÉS DE FINANCEMENT

	Endettement bancaire	Solde à payer relativement aux regroupements d'entreprises	Tranches courante et non courante de la dette à long terme	Total
	\$	\$	\$	\$
Solde au 31 août 2017	3 801	118	2 611 356	2 615 275
Augmentation de l'endettement bancaire	902	—	—	902
Augmentation nette des facilités renouvelables	—	—	11 883	11 883
Émission de dette à long terme, déduction faite des escomptes et des coûts de transaction	—	—	2 082 408	2 082 408
Remboursement de la dette à long terme	—	—	(712 066)	(712 066)
Remboursement du solde à payer relativement à un regroupement d'entreprises	—	(118)	—	(118)
Total des flux de trésorerie liés aux activités de financement, excluant les capitaux propres	902	(118)	1 382 225	1 383 009
Incidence des variations des taux de change	—	—	68 734	68 734
Amortissement des escomptes et des coûts de transaction	—	—	10 670	10 670
Total des variations sans effet sur la trésorerie	—	—	79 404	79 404
Solde au 28 février 2018	4 703	—	4 072 985	4 077 688
Solde au 31 août 2018	5 949	—	3 895 144	3 901 093
Augmentation de l'endettement bancaire	32 225	—	—	32 225
Augmentation nette des facilités renouvelables	—	—	4 458	4 458
Remboursement de la dette à long terme	—	—	(66 250)	(66 250)
Solde à payer relativement aux regroupements d'entreprises	—	7 005	—	7 005
Remboursement du solde à payer relativement à un regroupement d'entreprises	—	(655)	—	(655)
Total des flux de trésorerie liés aux activités de financement, excluant les capitaux propres	32 225	6 350	(61 792)	(23 217)
Incidence des variations des taux de change	—	127	28 361	28 488
Amortissement des escomptes et des coûts de transaction	—	—	3 436	3 436
Total des variations sans effet sur la trésorerie	—	127	31 797	31 924
Solde au 28 février 2019	38 174	6 477	3 865 149	3 909 800

16. AVANTAGES DU PERSONNEL

La Société et ses filiales offrent à leurs employés des régimes de retraite à prestations définies, des régimes de retraite à cotisations définies ou des régimes enregistrés d'épargne-retraite collectifs qui sont décrits dans les états financiers consolidés annuels de la Société.

La charge totale liée à ces régimes se détaille comme suit :

	Trois mois clos les 28 février		Six mois clos les 28 février	
	2019	2018	2019	2018
	\$	\$	\$	\$
Régimes à prestations définies				
Comptabilisée dans les charges d'exploitation (salaires, avantages du personnel et services impartis)				
Coût des services rendus au cours de la période	781	672	1 562	1 395
Charges administratives	119	93	238	186
Comptabilisée dans les charges financières (autres)				
Intérêts nets	(41)	4	(83)	18
Régimes à cotisations définies et régimes enregistrés d'épargne-retraite collectifs				
Comptabilisée dans les charges d'exploitation (salaires, avantages du personnel et services impartis)				
	2 240	2 075	4 886	4 557
	3 099	2 844	6 603	6 156

17. INSTRUMENTS FINANCIERS

A) GESTION DES RISQUES FINANCIERS

La direction a pour objectif de protéger Cogeco et ses filiales contre les risques économiques importants et la variabilité des résultats, et contre certains risques financiers, notamment le risque de crédit, le risque de liquidité, le risque de taux d'intérêt et le risque de change qui sont décrits dans les états financiers consolidés annuels de la Société.

Risque de liquidité

Au 28 février 2019, une somme de 10,3 millions \$ était utilisée en vertu de la facilité à terme renouvelable de 100 millions \$ de la Société et 466,9 millions \$ étaient utilisés en vertu de la facilité à terme renouvelable de 800 millions \$ de Cogeco Communications, pour un solde disponible de 89,7 millions \$ et de 333,1 millions \$, respectivement. Par ailleurs, deux filiales de Cogeco Communications bénéficient d'une facilité de crédit renouvelable garantie de premier rang de 197,5 millions \$ (150 millions \$ US) dont un montant de 2,8 millions \$ (2,1 millions \$ US) était utilisé au 28 février 2019 pour un solde disponible de 194,7 millions \$ (147,9 millions \$ US).

Risque de taux d'intérêt

La Société et sa filiale, Cogeco Communications, sont exposées au risque de taux d'intérêt relativement à leurs instruments à taux variable. Les fluctuations des taux d'intérêt auront une incidence sur le remboursement de ces instruments. Au 28 février 2019, la totalité de la dette à long terme de la Société et de Cogeco Communications portait intérêt à taux fixe, à l'exception des montants prélevés aux termes de la facilité à terme renouvelable de la Société et aux termes de la facilité à terme renouvelable et des facilités de crédit de premier rang de Cogeco Communications, qui sont assujetties à des taux de base variables.

Pour réduire le risque relativement à ses instruments à taux variable, une filiale américaine de Cogeco Communications a conclu des conventions de swaps de taux d'intérêt. Le tableau qui suit présente les swaps de taux d'intérêt en cours au 28 février 2019 :

Type de couverture	Montant notionnel	Taux d'intérêt reçu	Taux d'intérêt payé	Échéance	Élément couvert
Flux de trésorerie	1,175 milliard \$ US	Taux de base LIBOR en dollars américains	0,987 % - 2,262 %	juillet 2019 - novembre 2024	Facilité d'emprunt à terme B garanti de premier rang

La sensibilité de la charge financière annuelle de la Société à l'égard d'une augmentation de 1 % du taux d'intérêt applicable à la tranche non couverte de ces facilités représenterait une hausse d'approximativement 11,2 millions \$ en fonction de la dette existante au 28 février 2019.

Risque de change

Cogeco Communications est exposée au risque de change en raison de l'intérêt lié à sa dette à long terme libellée en dollars américains. L'incidence d'une hausse de 10 % du taux de change pour la conversion du dollar américain en dollar canadien ferait augmenter les charges financières d'approximativement 14 millions \$ en fonction de la dette existante au 28 février 2019.

De plus, les investissements nets de Cogeco Communications dans des établissements à l'étranger sont exposés au risque de marché imputable aux fluctuations du taux de change, principalement en ce qui a trait aux variations de la valeur du dollar canadien par rapport au dollar américain et à la livre sterling. Le risque lié aux investissements globaux en dollars américains est réduit, puisque la majeure partie a été empruntée en dollars américains.

Le tableau qui suit présente les investissements globaux dans des établissements à l'étranger attribuables aux propriétaires de Cogeco Communications ainsi que les montants notionnels de la dette empruntée pour couvrir ces investissements, au 28 février 2019 :

Type de couverture	Montant notionnel de la dette	Investissement global	Élément couvert
Investissement net	706 millions \$ US	992,1 millions \$ US	Investissements nets dans des établissements à l'étranger en dollars américains
s.o.	— £	22,9 millions £	s.o.

Les taux de change utilisés pour convertir en dollars canadiens les montants des comptes de l'état de la situation financière libellés en dollars américains et en livres sterling au 28 février 2019 étaient de 1,3169 \$ pour un dollar américain (1,3055 \$ au 31 août 2018) et de 1,7484 \$ pour une livre sterling (1,6931 \$ au 31 août 2018). Une baisse de 10 % des taux de change pour la conversion du dollar américain et de la livre sterling en dollars canadiens ferait diminuer les autres éléments du résultat global d'approximativement 41,7 millions \$.

B) JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS

La valeur comptable de tous les instruments financiers de la Société correspond approximativement à leur juste valeur, à moins d'indication contraire dans le tableau suivant :

	28 février 2019		31 août 2018	
	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur
	\$	\$	\$	\$
Dette à long terme	3 865 149	3 940 749	3 895 144	3 980 600

C) GESTION DU CAPITAL

Aux 28 février 2019 et 31 août 2018, la Société et Cogeco Communications se conformaient à toutes les clauses restrictives sur ses dettes et n'étaient assujetties à aucune autre exigence extérieure en matière de capital.

Le tableau suivant résume certains des principaux ratios servant à assurer le suivi et la gestion de la structure du capital de la Société, qui comprennent les résultats des activités poursuivies et des activités abandonnées ainsi que les actifs et les passifs détenus en vue de la vente :

	28 février 2019	31 août 2018
Endettement net garanti ⁽¹⁾ / BAIIA ajusté ⁽²⁾	3,3	3,4
Endettement net ⁽³⁾ / BAIIA ajusté ⁽²⁾	3,3	3,5
BAIIA ajusté ⁽²⁾ / charges financières ⁽²⁾	5,9	6,0

(1) L'endettement net garanti est défini comme le total de l'endettement bancaire et du capital de la dette à long terme, déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie et du capital sur les débetures non garanties.

(2) Calcul fondé sur le BAIIA ajusté et sur les charges financières pour la période de douze mois close le 28 février 2019, qui comprend douze mois d'activités de MetroCast, et pour l'exercice clos le 31 août 2018, qui comprend huit mois d'activités de MetroCast.

(3) L'endettement net se définit comme le total de l'endettement bancaire, du solde à payer relativement aux regroupements d'entreprises et du capital de la dette à long terme, déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie.

Le tableau suivant résume certains des principaux ratios servant à assurer le suivi et la gestion de la structure du capital de Cogeco Communications, qui comprennent les résultats des activités poursuivies et des activités abandonnées ainsi que les actifs et les passifs détenus en vue de la vente :

	28 février 2019	31 août 2018 (retraité, Note 2)
Endettement net garanti ⁽¹⁾ / BAIIA ajusté ⁽²⁾	3,3	3,5
Endettement net ⁽³⁾ / BAIIA ajusté ⁽²⁾	3,3	3,5
BAIIA ajusté ⁽²⁾ / charges financières ⁽²⁾	5,8	5,9

- (1) L'endettement net garanti est défini comme le total de l'endettement bancaire et du capital de la dette à long terme, déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie.
- (2) Calcul fondé sur le BAIIA ajusté et sur les charges financières pour la période de douze mois close le 28 février 2019, qui comprend douze mois d'activités de MetroCast, et pour l'exercice clos le 31 août 2018, qui comprend huit mois d'activités de MetroCast.
- (3) L'endettement net se définit comme le total de l'endettement bancaire, du solde à payer relativement à un regroupement d'entreprises et du capital de la dette à long terme, déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie.

18. TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIÉES

Cogeco fournit des services de direction, d'administration, de planification stratégique et financière et d'autres services à Cogeco Communications en vertu d'une convention de services de gestion (la « convention »). En vertu de la convention, les honoraires de gestion sont payables mensuellement et correspondent à 0,75 % (0,85 % pour la période antérieure au 4 janvier 2018) des produits consolidés de Cogeco Communications, provenant des activités poursuivies et abandonnées. De plus, Cogeco Communications rembourse à Cogeco les frais et débours engagés dans le cadre des services fournis à Cogeco Communications aux termes de la convention. La convention prévoit une provision pour ajustement futur à la demande de Cogeco Communications ou de la Société, dans l'éventualité où le montant des honoraires de gestion ne cadrerait plus avec les coûts, le temps et les ressources investis par Cogeco. Les honoraires de gestion versés à Cogeco pour les périodes de trois et de six mois closes le 28 février 2019 se sont chiffrés à 4,9 millions \$ et 9,7 millions \$, respectivement, comparativement à 5,1 millions \$ et 9,8 millions \$ pour les périodes correspondantes de l'exercice 2018.

Aucune rémunération directe n'est payable aux hauts dirigeants de Cogeco par Cogeco Communications. Toutefois, au cours de la période de six mois close le 28 février 2019, Cogeco Communications a attribué 97 725 options sur actions (124 625 en 2018), elle n'a attribué aucune unité d'actions incitatives (aucune en 2018) et elle a attribué 14 625 unités d'actions liées au rendement (18 750 en 2018) à ces hauts dirigeants à titre de hauts dirigeants de Cogeco Communications.

Au cours des périodes de trois et de six mois closes le 28 février 2019, Cogeco Communications a facturé à Cogeco des montants de 195 000 \$ et 493 000 \$ (201 000 \$ et 395 000 \$ en 2018), 15 000 \$ et 30 000 \$ (0 \$ et 1 000 \$ en 2018) et 302 000 \$ et 502 000 \$ (248 000 \$ et 482 000 \$ en 2018), respectivement, relativement aux options sur actions, aux unités d'actions incitatives et aux unités d'actions liées au rendement de Cogeco Communications qu'elle a attribuées à ces hauts dirigeants.

Au cours des périodes de trois et de six mois closes le 28 février 2019, Cogeco Communications a facturé 64 000 \$ et 324 000 \$ à Cogeco pour des unités d'actions différées émises aux administrateurs du conseil de Cogeco.

Il n'y a eu aucune autre transaction significative entre parties liées au cours des périodes considérées.

STATISTIQUES SUR LES CLIENTS DU SECTEUR DES COMMUNICATIONS

	28 février 2019	30 novembre 2018	31 août 2018	31 mai 2018	28 février 2018
DONNÉES CONSOLIDÉES					
Unités de service primaire	2 703 223	2 711 932	2 751 383	2 782 705	2 788 268
Clients du service Internet	1 214 566	1 204 602	1 207 225	1 207 262	1 199 201
Clients du service de vidéo	976 377	988 398	1 006 020	1 019 852	1 029 901
Clients du service de téléphonie	512 280	518 932	538 138	555 591	559 166
CANADA					
Unités de service primaire	1 825 011	1 831 628	1 866 918	1 901 037	1 914 178
Clients du service Internet	785 004	778 996	782 277	787 007	786 314
Pénétration en pourcentage des foyers câblés	44,7 %	44,4 %	44,7 %	45,0 %	45,1 %
Clients du service de vidéo	668 771	675 699	688 768	699 554	708 584
Pénétration en pourcentage des foyers câblés	38,1 %	38,5 %	39,3 %	40,0 %	40,7 %
Clients du service de téléphonie	371 236	376 933	395 873	414 476	419 280
Pénétration en pourcentage des foyers câblés	21,1 %	21,5 %	22,6 %	23,7 %	24,1 %
ÉTATS-UNIS					
Unités de service primaire	878 212	880 304	884 465	881 668	874 090
Clients du service Internet	429 562	425 606	424 948	420 255	412 887
Pénétration en pourcentage des foyers câblés ⁽¹⁾	49,6 %	49,2 %	49,7 %	49,8 %	48,3 %
Clients du service de vidéo	307 606	312 699	317 252	320 298	321 317
Pénétration en pourcentage des foyers câblés ⁽¹⁾	35,5 %	36,2 %	37,1 %	37,9 %	37,6 %
Clients du service de téléphonie	141 044	141 999	142 265	141 115	139 886
Pénétration en pourcentage des foyers câblés ⁽¹⁾	16,3 %	16,4 %	16,6 %	16,7 %	16,4 %

(1) Pour le premier trimestre de l'exercice 2019, le nombre de foyers câblés dans les Services à large bande américains a été ajusté à la hausse afin de refléter le nombre de foyers câblés non desservis dans des immeubles à logements multiples dans la zone de couverture, de sorte que le taux de pénétration en pourcentage des foyers câblés a également été ajusté en conséquence.